

IX

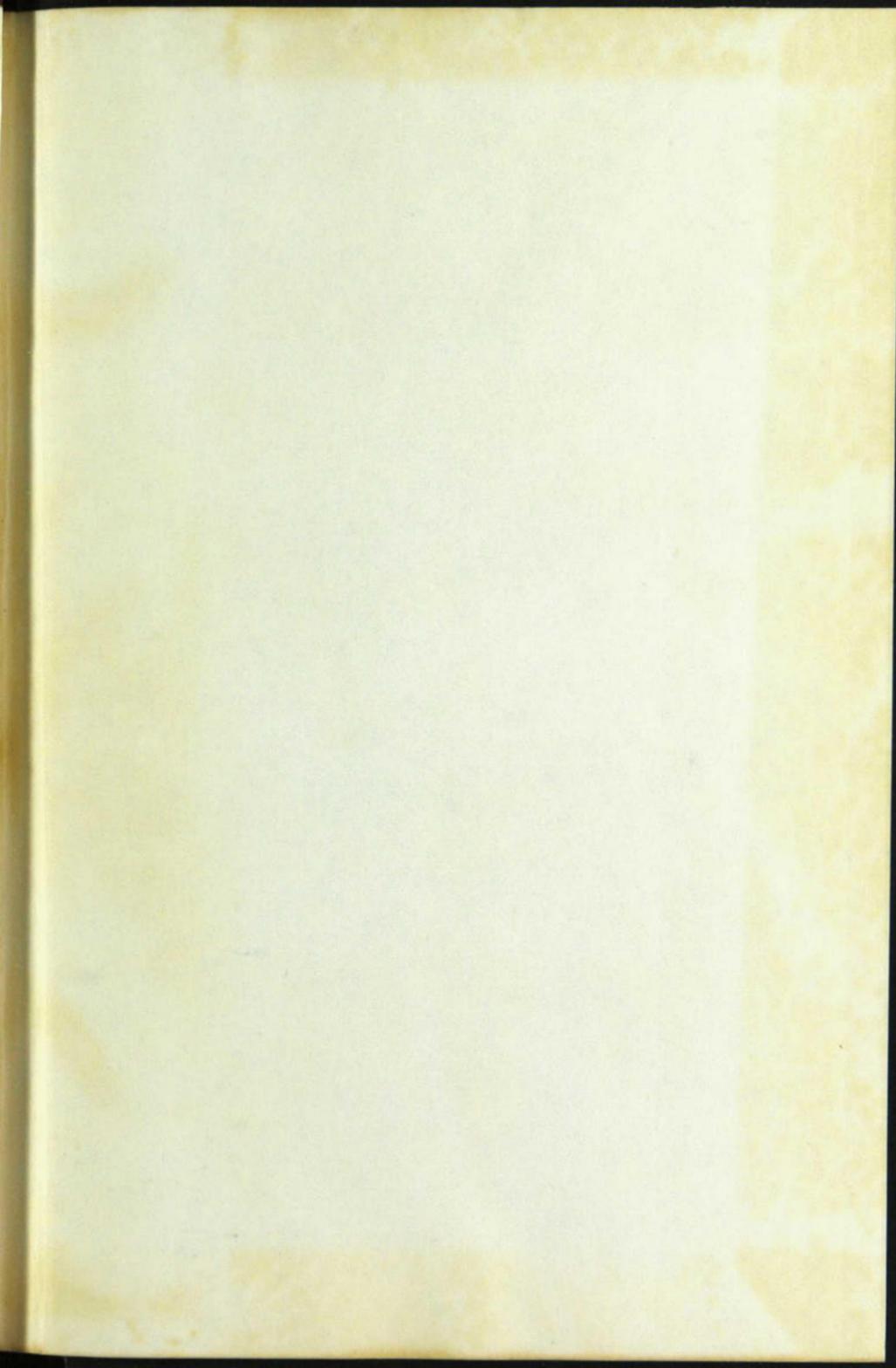
IN-

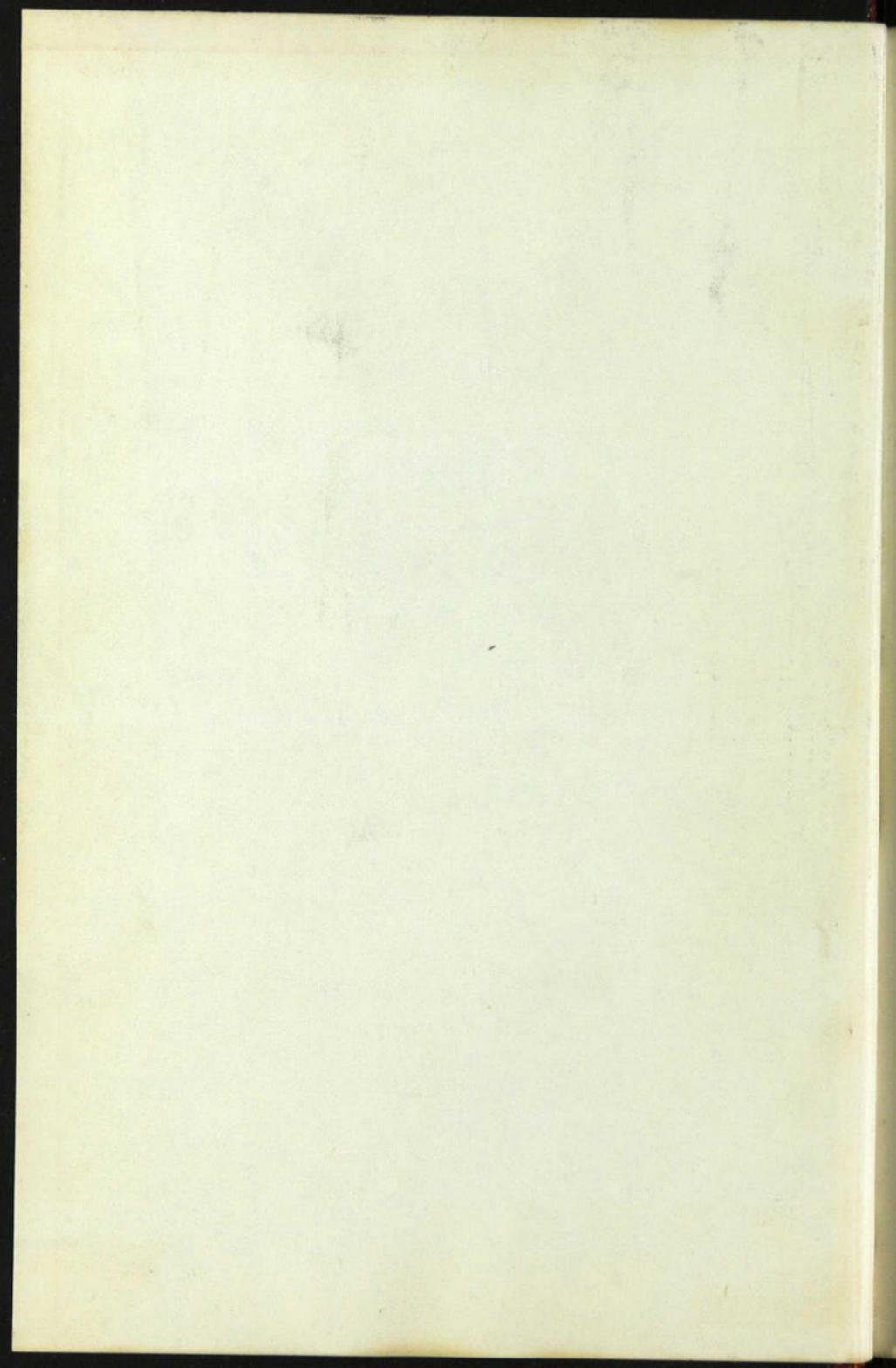
E

14



Bibliothèque Nationale du Québec





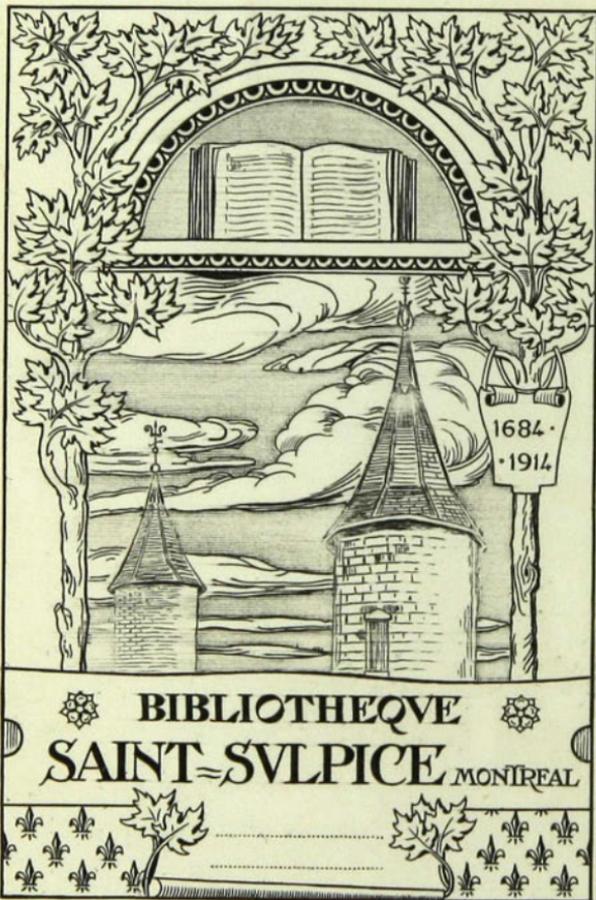
bibliothèque économique et sociale

Lionel Groulx

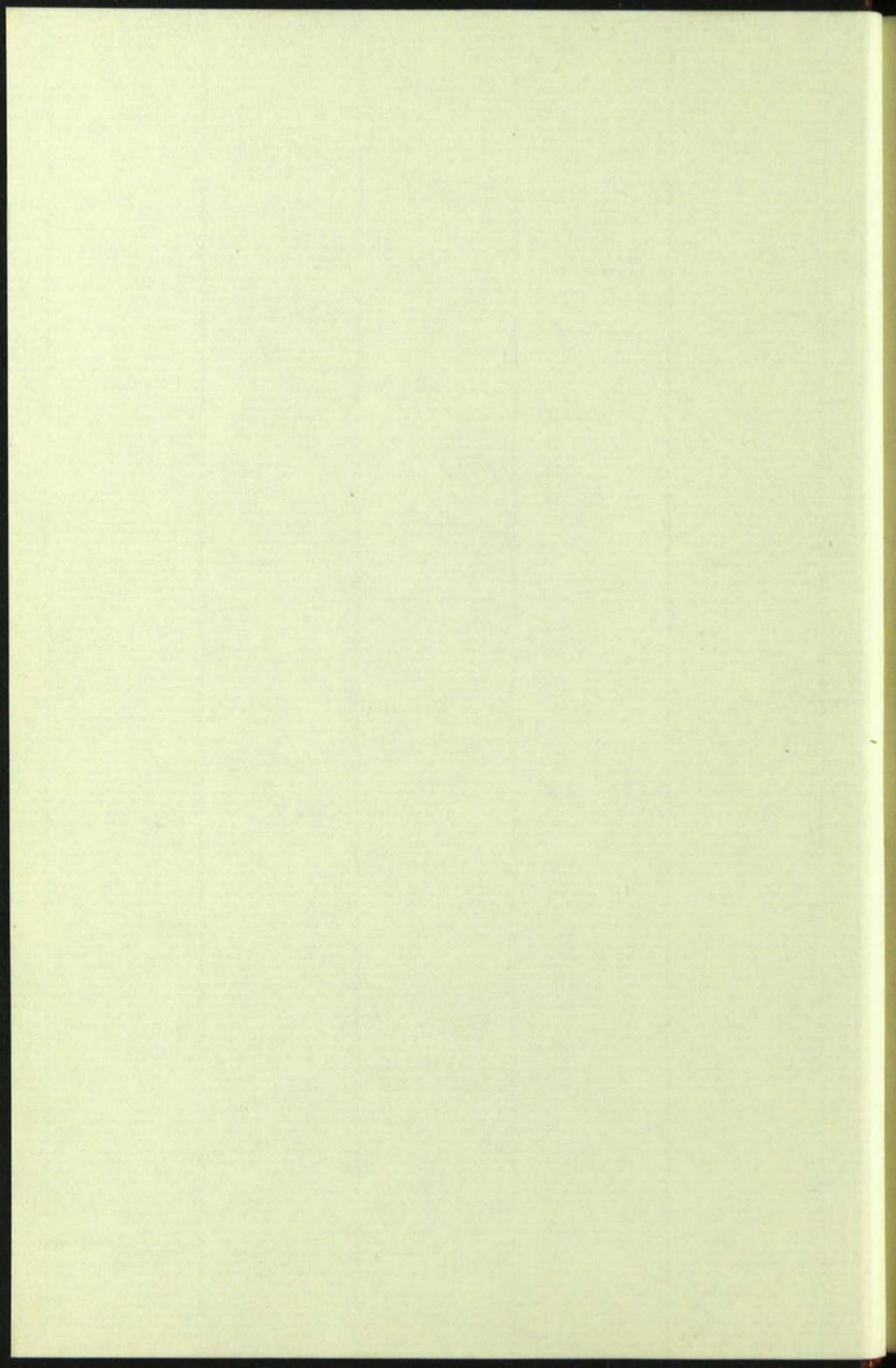
de l'Académie canadienne-française

**CONSTANTES
DE VIE**

F I D E S



BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTREAL



**CONSTANTES
DE VIE**

DU MÊME AUTEUR

- Une Croisade d'adolescents*, Québec, 1912; 2e éd., Granger Frères, Montréal, 1938.
- Les Rapailles*, Granger Frères, Montréal, 1ère éd., 1916.
- Chez nos ancêtres*, 4e éd., Granger Frères, Montréal, 1943.
- Notre maître, le passé*, I, Granger Frères, Montréal, 3e éd., 1941; II, Granger Frères, Montréal, 2e éd., 1945; III, Granger Frères, Montréal, 3e éd., 1944.
- Dix ans d'Action française*, Bibliothèque de l'Action Française, 1926.
- Le Français au Canada*, (Cours en Sorbonne), Paris, Delagrave, 1931.
- L'appel de la race*, (roman), 1922; Fides, Collection du Nénuphar, Montréal et Paris, 1956.
- Au Cap Blomidon*, (roman), Granger Frères, Montréal, 1932; 3e éd., 1950.
- Orientations*, Collection du Zodiaque, 1935.
- Directives*, Collection du Zodiaque, 1937; éd., Alerte, Saint-Hyacinthe, 1959.
- L'Indépendance du Canada*, l'Action Nationale, Montréal, 1949.
- Pour bâtir*, l'Action Nationale, Montréal, 1953.
- Rencontres avec Dieu*, Fides, Montréal et Paris, 1955.
- Chemins de l'avenir*, Fides, Montréal et Paris, 1964; 4e éd., 1965.

OUVRAGES D'HISTOIRE

- Nos luttes constitutionnelles*, Montréal, 1915-1916 (épuisé).
- La Confédération canadienne, ses origines*, Bibliothèque de l'Action française, 1919; 3e éd., Granger Frères, Montréal, 1938 (épuisé).
- La Naissance d'une race*, Bibliothèque de l'Action française, 1919; 3e éd., Granger Frères, Montréal, 1938 (épuisé).
- Lendemains de conquête*, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1920 (épuisé).
- Vers l'émancipation*, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1921 (épuisé).
- L'Enseignement français au Canada*, I, Dans le Québec, 2e éd., Granger Frères, Montréal, 1934; II, Les Ecoles des Minorités, Granger Frères, Montréal, 1933.
- La Découverte du Canada — Jacques Cartier*, Granger Frères, Montréal, 1934; 2e éd., Collection Fleur de Lys, Fides, Montréal et Paris, 1966.
- Notre grande Aventure — L'Empire français en Amérique du Nord, 1535-1760*, Coll. Fleur de Lys, Fides, Montréal et Paris, 1958.
- Dollard est-il un mythe?* Fides, Montréal et Paris, 1960.
- Le Canada français missionnaire — Une autre Grande Aventure*, Collection Fleur de Lys, Fides, Montréal et Paris, 1962.
- La grande dame de notre histoire*, Esquisse pour un portrait, Fides, Montréal et Paris, 1966.
- Histoire du Canada français depuis la découverte*, I-II-III-IV, l'Action Nationale, 1950-1952 (épuisé); 4e éd., en 2 vol., Collection Fleur de Lys, Fides, Montréal et Paris, 1962, 2e tir., 1966.

Chanoine LIONEL GROULX

CONSTANTES

DE VIE
NOTES DE MUSIQUE

PRÉFACE DE JEAN ÉTHIER-BLAIS

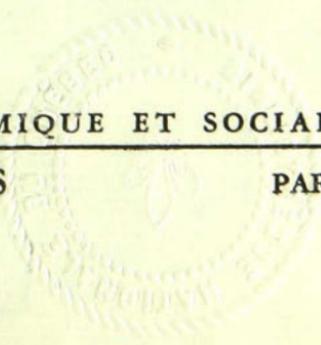
BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONTREAL

FIDES

PARIS



F
5042.1
G7 S

BIODIVERSITY
CONSERVATION

© *Fides*, Ottawa, 1967.

B. Q. R.
NO. 1389

PRÉFACE

Vers 1814, G. F. Kersting peint *Un homme lisant sous une lampe Argand*. C'est un tableau où domine le gris. Dans une pièce, dont on ne voit qu'une infime partie, un homme est à sa table de travail; il tourne le dos au spectateur. Il est chez lui, solidement assis sur sa chaise, au milieu de ses livres et des objets qu'il affectionne. Tout, dans son cabinet de travail, respire la propreté, la sobriété, le dédain de ce qui n'est pas ce précieux instant consacré à la lecture. Il est minuit. La lampe, qui domine la scène, éclaire le profil méditatif du lecteur. Un buste, figurant l'Antiquité (et les recherches affectives de Schliemann) et un rideau transfigurent l'austérité des lieux, par la douceur philosophique du galbe et le mouvement du tissu. Nous sommes dans la maison, non pas du savant, mais du penseur. Elle abrite une somme infinie de réflexion et de plaisir intellectuel. La pose de l'homme qui lit est symbolique, par ce qu'elle offre au regard d'habitude, d'acceptation des livres. Il se dégage de cette chambre la lumière spiritualisée de l'intelligence et du bonheur de vivre. Pour tout dire, on pense à Montaigne, vêtu d'une robe de chambre bien fourrée (l'éternel petit vair), assis à sa table de travail, rêvant, méditant, souriant à ses propres astuces; ou bien encore, à l'alchimiste, qui transperce les secrets des pages que le Temps laisse, tout ouvertes et vibrantes encore, à l'admiration des yeux et du cœur.

La lampe Argand, d'une douceur spectrale, est morte. Aujourd'hui, tout est naturellement tamisé et le penseur, grâce à l'éclairage, vit dans la chaleur de lui-même. Je n'imagine jamais autrement l'abbé Groulx: un livre à la main, trouvant le sens et semblable à l'expert en tableaux, qui décape, peut-être doucement, d'abord, du bout de l'ongle et puis, à l'aide d'astringents. Peu à peu, sous les vêtements flottants des personnages, d'autres figures apparaissent, une théorie se détache, une autre perspective s'instaure dans sa propre géométrie; surtout, parmi la couleur et le grain, de cette toile nouvelle, une pensée, qui est la vraie et la bonne, sourd, inconnue et qu'il nous tardait de voir affronter de nouveau la vie. L'historien n'est rien sinon le sourcier de la matière morte ou disparue. Il regarde le passé et l'avenir. Lorsqu'il est grand, il se dresse entre l'un et l'autre, comme un arceau qui, parce qu'il unit, comprend et transcende. A l'intérieur de lui-même, cet arceau est projeté entre son intelligence et son cœur. Indéfinitissables liens qui unissaient Marc Bloch aux peuples du Moyen-Age ou Gibbon aux derniers Latins, ou aux Mérovingiens Augustin Thierry (Stendhal, dans *Souvenirs d'égotisme*, n'est pas tendre pour ce dernier; mais c'est un cri aigu du cœur). Les historiens arides sont ainsi que tous les autres déserts; les chameaux seuls les traversent sans encombre. Il faut à l'histoire un écrivain, un passé et un lecteur; cette filiation est toute spirituelle. Elle est humaine. L'abstraction historique est un leurre et l'aveu d'une impuissance, car l'homme vibrera toujours devant ce passé qui l'informe.

L'œuvre de l'abbé Lionel Groulx est axée sur « une image impérissable de nous-mêmes ». Il croit en nos « dons obstinés ». Il a, aujourd'hui, quatre-vingt-neuf ans. On peut le voir, tous les jours, sortir de sa maison, descendre l'escalier qui mène vers la rue, et faire sa promenade. Il ne marche pas. Il avance dans l'espace et regarde autour de

lui, les maisons, les arbres et, au bout de la rue, ce jardin, désolé l'hiver, l'été, rempli de cris d'enfants, qui sert de but à sa méditation. Ce n'est pas un vieux monsieur qui se promène; c'est un esprit qui prend et reprend possession de la terre qui l'entoure. L'abbé Groulx est chez lui, sur ce sol, dans ce temps, sous le ciel bleu qui recouvre notre terre. Il est chez lui; mais il est au centre de notre vie nationale, où, seul (non point solitaire) il s'élève dans la fierté d'être ce que notre peuple a produit de plus pur, de plus grand, de plus durable dans l'univers de l'intelligence et de l'amour. Il est le dépositaire de nos secrets. Jeune homme, prêtre, il a subi l'influence, en Europe, de Gonzague de Reynold; il a vécu d'ici l'aventure de Maurras, assisté à son naufrage; il a vu s'agiter nos hommes politiques, s'avilir combien de nos « intellectuels »; il a senti notre nation prendre, soudain, son essor, s'affermir un peu aujourd'hui. Et, chaque fois qu'une page de notre histoire était tournée, son doigt glissait sur elle, pour en découvrir et en maîtriser le sens. En sorte que les jalons véritables de notre siècle, ce sont ses livres, qui empoignent le passé et le placent résolument au milieu de notre nœud de vipères national, comme une épée. Cette vie n'a pas de sens en dehors de la compréhension affective de ce que nous sommes; et l'abbé Groulx, comme Pérégrinos, se jette, pour s'y consumer, dans le bûcher de notre histoire. C'est cette passion, et le besoin de se perdre dans le déroulement de nos vies, qui donnent à ses pages ce frémissement dont le secret a échappé à presque tous nos écrivains. Il y a là un détachement du phénomène littéraire et un abandon, par le truchement du verbe, à la progression dans la vie qui donnent à la prose de l'abbé Groulx un souffle incomparable. En sorte qu'il traite la physionomie globale des Canadiens français, comme Chateaubriand, d'un même mouvement, découpe et analyse et ressaisit un paysage. Ce don d'évocation lui vient, du reste, par Barrès, directement de

l'auteur d'*Atala*; avec ces coupes brusques au milieu d'une lancée, comme un skieur qui, en pleine descente, oblique soudain vers la droite, par pudeur devant la facilité. Peut-être est-ce dans les artifices du langage que se terre la part la plus personnelle de l'homme. Toutes les affirmations de l'abbé Groulx, vibrantes de nuances, reposent sur la crainte révérencielle de ne pas toucher comme il se doit à cet organisme hypersensible, en mutations constantes, qui a nom Canada français. Pour nous châtier, il s'est fait violence; pour nous dire ce qui est, il s'est fait esprit; pour nous apprendre ce qui sera, il est devenu amour.

Les conférences qui forment la matière de ce livre sont des écrits de circonstances qui, diverses en apparence, sont toutes issues de cette question que nous nous posons depuis qu'est apparu devant Québec le tragique et impénétrable Wolfe: pourquoi ce devenir, pourquoi, sur ce continent, NOUS, pourquoi ce fardeau, pourquoi cette langue, pourquoi ce cœur « de tous les cœurs humains, le plus humain », ce cœur dont personne en Amérique ne peut saisir, fors nous-mêmes, les puissances et l'empan? On a l'impression, en lisant ces textes souvent prophétiques, que c'est à l'univers entier que s'adresse l'abbé Groulx. Il parle volontiers de « petite patrie »; mais c'est pour la situer au centre d'un monde de création intellectuelle et politique souverain. Il nous installe sur les cimes et, monologuant sur le destin des Canadiens français (car c'est de cela, et de cela seul qu'il peut s'agir), il ne peut s'arracher à la contemplation du mouvement de toute l'Amérique et de l'univers connu. Pour tout dire, la conception que se fait l'abbé Groulx des siens, est universelle. Nous sommes là précisément pour assurer la sauvegarde du principe historique d'universalité; les Français l'ont assumé en Europe et en Occident; nous ajoutons, à cette prise de possession, les valeurs issues de notre cruelle hégire. L'Amérique vit donc, dans cette œuvre, en fonction de nous. C'est

surtout dans ce choix d'une définition de l'être canadien-français, que l'abbé Groulx se détache, à mon avis, du nationalisme canadien-français traditionnel. Certains en avaient circonscrit l'aire, par diminutions successives, dans les tracés géographiques du Québec; d'autres se sont accrochés, comme à un lambeau de nuage, au grand rêve canadien d'une terre d'alliance entre les océans. C'est dans le vide de ces deux formes de présence à soi-même qu'oscillait le nationalisme canadien-français. L'abbé Groulx a résolument tourné le dos à ce manichéisme. Ces antinomies qui suscitent haines et tourments ne seront, dans l'immense brassage de l'histoire, que des modalités. Ce qui importe c'est que la nation canadienne-française, imprégnée de soi et sensible avant tout à ses propres variations, libre enfin dans son agir intime, se conçoive comme le centre de ce qui, en Amérique, est. A partir de cette acceptation primordiale de soi, les portes de l'Amérique s'ouvrent et ce sont les pays latins de l'Amérique du Sud qui apparaissent d'abord avec leur cargaison de spiritualité et de réflexes politiques longuement rabotés; c'est ensuite l'Europe, qui nous aspire dans le rayonnement de la culture; c'est enfin l'Asie, qui fera de nous, d'abord « l'un des lieux stratégiques de l'inévitable et gigantesque conflit, l'un des points du monde où les formidables adversaires tenteront de s'écraser ». Terre et âme de passage et de confluences. Voilà notre destin et non cette affreuse cuisine, avec ses marmites et la soupe et la louche et la Mère, les enfants infinis et braillards, l'alcool, les blasphèmes et ce vautour de la haine et de l'envie, toutes choses qui accompagnent et façonnent notre pauvre et adorable cœur. L'abbé Groulx n'est pas tendre pour nos élites. Elles ne sont pas toutes composées d'Edouard Montpetit, hélas ! Elles surgissent, de temps à autre, au cours de ces pages, dans leur suffisance et leurs appels inconscients à la disparition (« Rien n'arrêtera plus la montée du prolétariat. »):

« Et pendant qu'avec raison, nous dénonçons les énormités et les servitudes du communisme en d'autres pays, nous tolérons que chez nous on volât le droit à son avenir, à toute une génération de jeunes hommes, et nous assistions, insouciantes et résignées, à la dissolution de la famille ouvrière et à la dégringolade vertigineuse de la natalité canadienne-française. » (1940) Ce *nous* est important, puisqu'il englobe la classe à laquelle l'abbé Groulx appartient et celle à laquelle il s'adresse; il représente la bourgeoisie canadienne-française dans toutes ses composantes. Le peuple canadien-français, par l'intermédiaire de la classe qui le domine et le guide, est l'artisan de son propre malheur; c'est cette bourgeoisie qui a accepté le cheval de Troie de l'abaissement économique (et la « vice-présidence » est devenue notre plat de lentilles, cependant que d'autres, à l'instar de Jacob, se parent de nos atours), c'est elle qui divise à l'intérieur, par ses tendances centrifuges au point de vue économique et culturel; c'est elle qui s'obstine à refuser la primauté, (dans le contexte de ce que nous sommes et de ce que nous sommes, en principe, appelés à devenir) de l'intelligence créatrice française. Ce qui caractérise au premier chef les conférences qui suivent, c'est d'abord la notion d'un flux social et culturel. Aux complexes déviationnistes de notre bourgeoisie, répondent d'une part, les restes de stabilité des paysans canadiens-français, et, d'autre part, le dynamisme profond et, dans son expression autonome, inconscient encore, de la classe ouvrière. Ces trois éléments, qui tirent à hue et à dia, se répondent à l'intérieur d'une dialectique historique qui est restée homogène parce qu'il ne nous a jamais été donné de choisir. Au-dessus de ces manifestations, se situe l'historien (ou le poète, car l'abbé Groulx emprunte à l'un et à l'autre) qui, à l'instar de Saint-John Perse, est un « déchiffreur de messages ». C'est en lui seul que peut aujourd'hui se consommer notre future unité. L'abbé Groulx n'est pas pour rien

un grand homme et le premier principe de notre hérédité intellectuelle.

Ces pages dévoilent notre isolement dans la sombre Amérique. Nous sommes seuls, en dépit des efforts de chaque instant des marchands de rêve du capitalisme américain. Il y a encore en nous quelque chose qui dit *non* au massacre géographique, aux génocides et à la civilisation des déchets. Mais l'abbé Groulx constate, en 1940, que l'intensité de ce « non » faiblit déjà. L'inculture est un rempart fragile devant la mort. Que sont devenus les Béotiens ? Toynbee fait de nous, dans la durée, des Esquimaux sublimes. Et donc, cet isolement, qui nous a permis de nous raffermir intérieurement, est-il autre chose qu'un leurre ? Ne l'était-il pas déjà en 1940 ? L'abbé Groulx l'a bien compris qui pense en fonction d'alliances culturelles. Revenons sur cette idée, si pleine d'avenir. Par-dessus les Etats-Unis, il jette un grand pont vers l'Amérique du Sud; et par-dessus l'Atlantique, un autre vers cette Europe dont, au moment où il parle, la voix éclate en gutturales, en sifflantes et en bombes. Il s'agit de reprendre la parole de Rimbaud et de dire que nous ne sommes pas à ce monde. L'abbé Groulx nous propose, en somme, la politique que tous les peuples ont adoptée pour survivre: celle des alliés naturels, de ceux qui partagent avec nous une part du verbe et toute l'âme blessée. Un livre de Borges, ou la *Viridiana* de Bunuel en disent tout autant sur le Canada français, là où s'alimentent ses racines, qu'un chant d'exil (« Si tu vois mon pays... ») ou qu'une toile blanche, noire et brune de Borduas. L'abbé Groulx en appelle à l'unité du monde latin; au-delà des concepts de « francité » ou d'« hispanidad », à celui de latinité. Et pour que sépare cette pensée, il faut croire, en tant que Canadiens français, à la pérennité de la France et de son esprit. L'abbé Groulx, en dépit de la présence en France des armées allemandes (la France en 1940, comme nous en 1759, a

été « punie »; c'est la faute à Voltaire, célèbre anti-colonialiste, c'est surtout la faute à la belle Otéro !) mise sur cette permanence. Il importe de souligner qu'il y a toujours eu, au sein de la masse inculte et francophobe des petits-bourgeois, certains Canadiens français qui, *dans l'intérêt de la nation*, ont été et restent francophiles. L'abbé Groulx est de ceux qui ne tournent pas le dos à nos tombes; ce qui est français reste français en nous. Quiconque misera ici sur la civilisation française aura donc à lutter sur deux fronts; contre les petits-bourgeois francophobes agrippés à leurs complexes panachés de supériorité et d'infériorité et contre les petits-bourgeois français venus au Canada y fomenter par négativisme et superbe, la haine de leur pays: alliés de première heure qui méprisent tout ce qui, en nous, est de souche. Il était normal que Laurier ne fût pas francophile (le cœur était ailleurs); il est normal que nous haïsses toute intelligence française stérile. Comme celles du feu, nos contradictions sont brûlantes. En sorte qu'il s'agit pour nous de conserver notre personnalité canadienne (ou québécoise, selon le cas); de l'accorder à l'immensité géographique de l'Amérique; enfin de lui faire retrouver son rythme et son empan français. Les difficultés inhérentes à cette proposition, l'abbé Groulx les souligne lorsqu'il écrit: « Au point de vue culturel, nous sommes restés sur l'axe européen. » La notion de choix intervient ici; nous avons voulu rester cela et non point devenir autres. Mais ce qui frappera à coup sûr les lecteurs des pages qui vont suivre, c'est que, dans l'ensemble, tout se passe comme si les Canadiens français n'avaient jamais pris sciemment une décision globale dans l'ordre de l'avenir. Ils ne savent pas où ils vont; peut-être savent-ils où ils ne veulent pas aller. Et c'est tout. « L'important, écrit l'abbé Groulx, c'est de nous arracher à notre gangue, de ne pas rejeter les lois profondes et essentielles de l'esprit. Et alors, une chose est sûre: une civilisation jaillira de nous. » Comme tou-

jours, l'abbé Groulx fait appel ici à la tessiture même de l'esprit. A ses compatriotes, il propose le nécessaire et l'éternel. Il n'est donc pas surprenant que, le nez baissé constamment vers les bruits de la terre, ils n'entendent pas toujours cette grande voix.

Rien n'est plus étranger à cette pensée que le racisme et le sang. Elle se situe en dehors de ces normes et repose essentiellement sur le sol et la perception historique. Lorsque l'abbé Groulx écrit « race » il s'inspire de la continuité dans le temps et dans les habitudes, grâce à quoi certains êtres, d'un siècle à l'autre, se ressemblent. Et c'est ce qui faisait dire à Rodin, au lendemain de la mort de Mallarmé: « Combien de temps faudra-t-il à l'univers pour donner naissance à un semblable cerveau ? » C'est le temps, c'est l'espace, ce sont les ciels et la qualité de la terre; c'est surtout l'inaliénable legs qui nous vient d'une mère (comme chez Mérimée), ou d'une mère-grand (comme chez Proust) ou du père, qui, sortant de la maison, lorsque le soir tombe, interroge le ciel et espère en lui. Nous avons hérité de tout ceci, et des *Immémoriaux* du Québec, de nos ancêtres du Poitou ou de Saintonge. Il s'agit donc, sur cette terre amérindienne, d'une espèce nouvelle qui est venue, après les Iroquois nos ennemis et les Hurons nos amis-ennemis, courir dans les forêts et poser au ciel du Septentrion la question: pourquoi? L'abbé Groulx, avec la candeur naïve de l'historien qui a engrangé tous les faits, les a retournés, en a saisi miraculeusement le sens, croit que ce *pourquoi?* appelle une réponse. Il dit: *Mission française*. Il ne s'incline pas devant le hasard ni ne croit que nos ancêtres sont venus ici pour que s'y élève le figuier maudit et sec. A quoi sert-il d'avoir des racines, sinon pour, depuis elles, vivre? Il ne nous demande pas de changer, mais de nous épanouir dans l'être qui est nôtre. Notre hargne, notre rogne, notre grogne, avec l'envie, attributs nationaux, et cette mésentente interne qui nous gruge; toutes ces dé-

sempérantes petites nous quitteront-elles un jour ? On les retrouve partout, mélancoliques djinns, au cours des conférences de l'abbé Groulx. Il ne les suscite pas, lui qui n'est que grandeur. Mais elles surgissent, à l'appel de notre nom, comme si cela allait de soi. Il faut dire que nous n'avons pas hérité, des Français, que les qualités. Eux-mêmes ne sont pas sans nombre de ces défauts dentelés qui, véritable scie, rendent fous. Lorsque l'abbé Groulx écrivit *Mission française*, il n'y avait de France que dans les cœurs de ceux qui aiment et aimeront toujours l'esprit. Ils sont nombreux au Québec. L'autre soir, chez des amis, avant de partir, j'entendais M. Jean-Louis Gagnon se redire à lui-même, à propos d'autre chose, les phrases douces, persuasives, mélodieuses de la *Prière sur l'Acropole*. C'est que nous appartenons, sur ce continent à un autre monde, éternels exilés et recherchant au milieu des mots le soleil d'Athènes et la pureté des galets. Qu'est-ce à dire ? Que l'abbé Groulx ne s'adresse qu'à une élite ? Non pas. Il s'agit, dans son esprit, d'une grande cure globale de rénovation. Il s'est passé beaucoup d'événements depuis 1940; mais cela reste, cet appel à la conscience collective française.

Cette conscience collective n'a jamais eu dans le passé, de tels combats à livrer; elle est l'objet de mille atteintes, du dehors comme de son plexus même. On tremble pour elle; sous prétexte de réformes, un enseignement abâtardi et remis à des esprits que hante la splendeur sociologique du non-être américain; un langage de traduction qui se complait dans la laideur et le mensonge syntaxique; l'ambition veule de la classe des jeunes-bourgeois; des étudiants grossiers et chimériques; une classe ouvrière « internationaliste », aux mains d'apparatchiks repus et gueulards; une Eglise enfin, où les houlettes sont de sucre et qui se regarde disparaître presque sans sourciller dans le « fleuve géant ». En face de ce délabrement où les sociolo-

gues activistes croient faire oublier leur inculture par force de slogans, l'hydre américain dresse la tête et fume de tous ses naseaux. Et notre « joual », pour finir, qui n'a rien d'un Pégase ! Est-ce à cela que devaient nous mener notre Histoire et ses hauts faits ? Lecture mélancolique que celle de *Notre mission française*. Trop de choses ont changé pour que nous ne soyons pessimistes, malgré l'abbé Groulx qui, lui, continue à croire, en dépit de tout. Sans doute est-ce que nous n'avons pas, comme lui, cette foi indomptable dans la vitalité du « fait français » en Amérique. Il n'y a pas un seul moment, dans ces conférences, où la voix de l'abbé Groulx faillit. Il dit ce qui est ; il souhaite ce qui doit être ; et, sur le mode mineur, il déplore ce qui n'a pas été et qui (peut-être ?) aurait pu devenir : Masque de l'histoire.

Ce qui me frappe, moi, lecteur non historique et plein de contradictions, ce qui m'étonnera toujours, c'est que cet homme soit sorti de nous et de nos faiblesses. Il a conçu très jeune l'idée de redonner des ailes, celles du vrai, à notre historiographie. Garneau lui aussi, prédécesseur, s'était rendu compte aux abords de la maturité, du besoin où se trouvait notre nation d'un historien qui lui insufflât la vie en la révélant à elle-même. Au départ de chaque tracé historique, il y a, dans notre pays, ce : « Tu as menti, Durham ! » fatidique. L'abbé Groulx jeune homme avait pu constater qu'on ouvrait peu souvent, pour tout dire jamais, dans nos collèges et nos écoles, « l'écrin de perles ignorées » de notre histoire. Et pour cause. L'oligarchie régnante et les compradors politiques canadiens-français (les mêmes qu'aujourd'hui, sous des noms différents) s'engraissaient d'ignorance. C'est à partir du jour où l'abbé Groulx a commencé, au vingtième siècle, à soulever le voile de la vérité historique que notre destin moderne est sorti des brumes. Ce n'est pas en vain que l'un des mots qui reparaisent le plus dans ce livre, à intervalles réguliers, avec la

rigueur du métronome, c'est le mot « constantes ». L'abbé Groulx et son œuvre ont suscité notre temps, comme Garneau avait suscité le sien. Avant lui triomphait, la tête haute, la démagogie, les délices et les jeux de la politique traditionnelle. L'œuvre de l'abbé Groulx aura été d'introduire dans ces cavernes, le remords et parfois (chez les plus intelligents) le doute. C'est un ferment montaniste. Jusqu'à l'*Action Française*, personne n'avait osé contester le primat de l'argent et des réussites personnelles; il suffisait que les nouveaux riches fussent « des nôtres ». L'aliénation transcendante d'un Laurier (aliénation qui, totalement assumée, lui a permis de devenir un grand homme dans un contexte étranger à notre nature) en dit long sur le triomphe de l'idéologie oligarchique, ou pour reprendre une expression chère à ce livre, « bonne-ententiste ». Et même la pensée, souvent émouvante, d'un Bourassa n'a jamais remis en question le « système ». Notre horizon politique était borné par le primat indestructible (encore triomphant, malgré l'argile qui cède) de la supériorité des institutions anglaises. Ce mythe, la pensée de l'abbé Groulx, adaptée d'abord au naturel canadien-français, a été la première à en subodorer la mort. Il en a bien décelé le malaise, qui est sous-jacent dans *Nos luttes constitutionnelles*. Ce malaise, toutes les générations canadiennes-françaises le vivent. C'est pour échapper à son emprise que de sourdes tentatives doctrinales voient le jour: dirigisme duplessiste, corporatisme, aujourd'hui cette trouvaille des « corps intermédiaires ». Notre histoire, sous l'œil amusé de « Monsieur l'Orateur », est parsemée de secousses idéologiques inutiles. Ainsi, dans les sables mouvants, le cheval se cabre, cherche à ruer, hennit, peu à peu s'enfonce, et disparaît.

Ces conférences de l'abbé Groulx nous situent à un moment de notre être. Elles nous fixent dans une certaine

posture, dans l'instantané des années 1940. L'image qui se dégage de cette époque est celle de la détresse: de ces pages s'élève souvent l'appel du tocsin. Mais la voix de l'abbé Groulx le recouvre, toujours ambivalente, tournée vers le passé et l'avenir. C'est qu'il situe le Canadien français au-dessus de tout et qu'il ne traîne pas derrière lui la honte d'être l'un d'eux. Les forces qui ont modelé notre physionomie se sont toujours liguées pour nous apprendre l'humilité et nous rassurer, à chaque étape de notre vie nationale, sur l'évidence de notre néant. L'Histoire avait voulu que nous fussions, pour nos péchés, vaincus. C'était donc que, de par notre nature même, nous appelions la défaite et les chaînes. Nous expions depuis 1763 et montons à genoux toutes les marches de la vie. Seule la taxinomie des blasphèmes (et depuis un quart de siècle, la génération des romans et des poèmes) nous a permis, au cours des âges, de nous évader loin de ce réel qui lentement, nous tuait. Notre protestation s'est faite, dans le peuple, par la macération des mots saints; dans la bourgeoisie qui réfléchissait, par la gourme des livres. De part et d'autre, il s'agit de protestations dont on sait au départ qu'elles seront inefficaces; et c'est pourquoi nous les avons faites. Le blasphème est toléré comme soupape; dans une société minoritaire et inculte, quel livre soulèvera les masques, quel poème, semblable à Josué, arrêtera le destin? Pour rompre le cercle magique, l'abbé Groulx a eu recours à l'histoire. On en utilisait, à notre dam, les vertus paralysantes; il fit de l'Égérie somnolente de Thomas Chapais une amazone. C'est-à-dire qu'il lui fit emprunter notre voix. Le tout se passait, ne l'oublions pas, dans un milieu social, et dans un climat psychologique, où triomphaient absolument les valeurs intellectuelles et politiques anglaises et impériales. L'abbé Groulx a commencé à réfléchir sous l'impérieuse égide de la reine Victoria. La fondation de sa chaire d'histoire du Canada n'alla pas sans peine. Il n'y avait pas

d'histoire du Canada; il n'y avait que le besoin d'apaiser de mauvais esprits, et puis, de dormir. Rappelons-nous que les grands cris d'Olivar Asselin (ils se sont fait entendre un an) ont parsemé l'enfance des hommes de quarante ans. C'était hier. De 1910 à 1930, rien, en apparence, n'avait changé, sinon que l'abbé Groulx avait replacé les faits dans un éclairage qui, sur la plaque photographique, ne nous rendait pas hideux. Il a été le premier à souligner dans notre histoire, le sens moderne de la lutte. Ce livre est jalonné de batailles, de défaites, de raccourcis qui sont des coups de sonde dans notre passé, de victoires soudain, d'ironie, de colères et d'appels à l'impossible résurrection. C'est un livre où affleure à chaque page notre être minoritaire. Et le premier principe qui se dégage de cette essence, c'est l'impossibilité où nous sommes de croire que nous existons. « Après tant de discours pendant 25 ans, et devant tant d'auditoires, d'un bout à l'autre de la province, j'ai constaté que rien n'émeut si fort les Canadiens français, ni ne leur est plus nécessaire que la démonstration de leur existence. » Il est de la nature des minorités de n'exister que dans la mesure où elles se prouvent à elles-mêmes qu'elles sont indispensables à l'épanouissement de celui qui les domine. La minorité vit *en fonction*. Elle n'est là que pour permettre à la majorité de faire montre de sa puissance, ou, dans certaines circonstances, bien définies, de sa magnanimité. L'abbé Groulx a tenté l'expérience difficile de transformer, par la force de l'intelligence, la conception minoritaire de l'existence en conception majoritaire. Cette idée commence aujourd'hui, dans les limites géographiques du Québec, à croître. Par l'explication épique de nous-mêmes, l'abbé Groulx nous transforme en peuple autonome. C'est qu'autrefois, nous l'avons été. Et c'est pourquoi notre devenir (et donc notre maître) est dans notre passé.

Jean Ethier-Blais

NOTRE MYSTIQUE NATIONALE *

Mesdames, Messieurs,

Il y a quelques semaines, des étudiants de nos universités qui partaient pour une réunion d'études, me demandaient de leur définir — oh si peu que rien — « notre mystique nationale ». Ils cherchaient, me disaient-ils, une notion essentielle, centrale, une idée illuminatrice de leurs travaux et de leur prochaine action. Bien au fait de leur exigeante passion de clarté, je leur répondais: « Mystique! » Mot que vous voulez tout d'abord évacué de son contenu trop ordinairement nébuleux, débarrassé de ses contours de rêve et de brume qui en font un vocable propre à tous les usages, excepté le bon. Je le prendrai donc dans son sens original, religieux, par quoi l'on entend communément la science de la contemplation. Sur le plan surnaturel, le contemplatif regarde la Vérité essentielle dans une vue éblouissante, prélude de l'éternelle vision. Sur le plan naturel, disons que nous tenterons une ascension de l'esprit, non pour chercher la solution pratique de chacun de nos problèmes nationaux, mais pour atteindre, comme dirait

* Discours prononcé à Montréal, le 23 juin 1939, lors du dîner de la fête nationale, à l'Hôtel Windsor.

Maritain, un « ciel doctrinal », c'est-à-dire, au-dessus des contingences, un faisceau de vérités maîtresses, saisies à leur point de jaillissement, éminemment propres par conséquent, à éclairer notre route et tous les problèmes qui s'y dressent.

Chercheurs de lumières avant tout, ces jeunes hommes d'action avaient-ils vraiment tort ? Vous-mêmes, ce qu'ils cherchaient, vous avez voulu que je le cherche avec vous, en cette veille du 24 juin où tout Canadien français qui a un peu de cœur, sent s'agiter en soi quelque angoisse secrète. Pourquoi nous le cacher ? Nul sentiment, en nos vies, n'est fait de plus d'imprécision, d'inconsistance que le sentiment national. Nation, patrie, culture ! Point de réalités sur lesquelles nous soyons plus démunis de saines clartés, et par conséquent, de foi, de convictions, et par conséquent aussi plus portés à nous diviser. Leur attitude à l'égard du « national », combien d'indifférents, de défaitistes ou d'intransigeants, — et je ne parle pas ici du petit peuple — combien l'ont déterminée par quelque analyse du contenu historique canadien-français, quelque examen de l'essence ou des valeurs de notre patrimoine culturel, de notre potentiel de civilisation, quelque aperçu des chances et des avantages d'une mission française ou d'un destin français en Amérique ?... Que faut-il aux Canadiens français ? Une idée maîtresse, centrale, directrice de leur vie ? Si nous commençons par une prise de conscience de leur particularisme historique, par une juste appréciation des valeurs d'humanité que recouvre et implique ce particularisme, par l'examen réfléchi du milieu où ce particularisme historique et culturel doit s'épanouir. Il jaillira de là, si je ne m'abuse, un ensemble de faits, de vérités ou d'aperçus qui pourraient peut-être nous constituer une mystique nationale.

I

Voici au moins deux réalités dont l'on ne peut contester l'existence, et que nous ne pouvons ni changer ni supprimer; notre qualité spéciale d'hommes, notre histoire. Personne n'est personne. Personne ne peut dire: je suis homme sans plus; je ne me rattache à rien; je n'appartiens à aucun pays, à aucune nation. Nous sommes des hommes concrets, particularisés. Nous sommes des Français, mais des Français d'une certaine variété. Depuis trois cents ans nous vivons séparés politiquement du vieux pays d'origine. Des impératifs historiques et géographiques rigoureux nous ont contraints à nous forger des institutions politiques, juridiques, économiques, des coutumes et des mœurs qui nous sont propres. Nul groupement humain soumis à pareil destin ne peut se vanter de n'avoir pas changé. Si nous gardons avec eux une ressemblance foncière de l'âme, je le dis pour ceux qui regardent trop outre-mer, nous ne sommes plus des Français de France. Et quand eux-mêmes se plaisent à constater, non sans un brin d'exagération, que nous sommes restés « Vieille France », ils marquent, par là, tout ce qui nous sépare du Français de la France contemporaine. Aux côtés mêmes de tous ceux qui nous coudoient en Amérique, nous affichons, si je puis dire, un visage original. Sous des aspects divers, nous sommes l'Américain le moins européen, et le plus européen des Américains. Le moins européen, parce que, plus que les autres et depuis plus longtemps que les autres, déracinés de l'Europe et rivés à l'Amérique. Le plus européen, parce que plus tendus, par nos antennes culturelles, vers le vieux continent. Une nationalité à part, il se peut donc que nous le soyons.

Pas plus que notre qualité spéciale d'hommes, nous ne pouvons ni changer ni effacer notre histoire. Il y a telle cho-

se qu'un fait français en Amérique. Et ne vous étonnez pas que j'y insiste. Après tant de discours pendant 25 ans, et devant tant d'auditoires, d'un bout à l'autre de la province, j'ai constaté que rien n'émeut si fort les Canadiens français ni ne leur est plus nécessaire, que la démonstration de leur existence. Pensons-nous quelquefois que, pendant cent cinquante ans, sur ce continent, le fait français tint la première place, y fut le fait principal ? Songeons-nous que l'entreprise coloniale la plus audacieuse, la plus grandiose, ne s'est pas développée entre les Alléghanys et l'Atlantique, mais sur les bords du Saint-Laurent et au cœur de l'immensité américaine ? Songeons-nous que, dans toute l'Histoire coloniale, l'on ne trouverait nulle part, pas même dans l'Afrique contemporaine, une œuvre comparable, pour la puissance et l'ampleur du dessein, à l'empire français d'Amérique ? Pour trouver un parallèle à cette création jaillie du cerveau d'un intendant de la Nouvelle-France, il faudrait remonter jusqu'à l'effort du petit Portugal du quinzième et du seizième siècle. Encore l'empire portugais, fait de pièces de rapports, de colonies disséminées, garde-t-il l'on ne sait quel aspect chaotique, tandis que l'empire de Talon, rattaché à l'artère laurentienne, puis à la charnière des grands lacs, figure une entité continue, harmonieuse, l'œuvre à la fois la plus organique et la plus majestueuse qu'un colonial a peut-être jamais tentée. J'ajoute même, en passant que si, aujourd'hui, il existe encore un grand Canada, nous le devons à ce même intendant qui, avec son esprit géométrique, l'avait conçu et bâti si musclé, si solidement articulé à une géographie, que, dans la suite, aucune convention diplomatique, aucune convoitise américaine n'ont pu entièrement le briser.

Le fait français a-t-il disparu avec 1760 ? A-t-il tant diminué d'importance ? Combien sommes-nous ? Trois millions d'âmes, rien que dans le Québec. Un demi-mil-

lion disséminés dans les autres provinces du Canada. Aux Etats-Unis, deux millions de Franco-Américains. Trois millions et demi au Canada: c'est-à-dire trente pour cent de la population. Deux fois plus que la proportion des habitants de l'Ecosse par rapport à ceux de l'Angleterre: cinq millions contre trente-six millions. Ces chiffres ne donnent toutefois qu'une idée imparfaite de notre force numérique. Si, à l'aide du recensement de 1931, nous décomposons la population canadienne comme suit: Irlandais, 1,230,350; Ecosseis, 1,346,350; Anglais, 2,741,419; Français, 2,927,990, il appert que, de tous les groupes ethniques, nous sommes le groupe le plus nombreux. Observons, en outre, que si nous comptons pour trente pour cent et les Britanniques pour cinquante pour cent, il existe aussi, en ce pays, vingt pour cent de population qui ne sont ni d'origine française ni d'origine britannique. Observons enfin que les Britanniques sont en régression et ne forment déjà plus la majorité. Au recensement de 1931, ils figuraient encore pour 51.86 pour cent. En 1938, ils descendent au-dessous de 50 pour cent. En résumé nous représentons encore au Canada, en l'an 1939, un fait de masse. Et si notre influence n'est pas telle que nous la souhaiterions, c'est qu'oubliant combien nous sommes, nous avons négligé d'être une force; car trente pour cent d'une population qui ne sont pas respectés ne le sont que parce qu'ils refusent de l'être.

Une complète évaluation du fait français exige que nous y fassions compter notre situation politique. Nous ne sommes pas une nationalité indépendante, identifiée à un Etat parfait, jouissant de la souveraineté absolue. Nous ne sommes point pour autant une poussière d'individus, une simple enclave nationale dans un grand Etat, enclave telle qu'il s'en rencontre, par exemple, dans l'Europe centrale, petites nationalités à la merci des moindres combinaisons diplomatiques. Nous sommes à la fois une enclave nation-

le et politique. Mais comment y sommes-nous parvenus, sinon par une incessante ascension, par une évolution progressive de notre situation constitutionnelle, haute démonstration, elle aussi, de la vigueur du fait français ? Voyons quelques étapes : 1774, « Acte de Québec », l'une des législations les plus extraordinaires du parlement impérial ; première brèche aux vieux préjugés protestants, exception à l'une des lois fondamentales du Royaume-Uni. Et pourquoi ? Pour faire place, dans l'empire, à une petite colonie de Français de 100,000 âmes, parce que de soi-même et dans les combinaisons politiques et militaires de l'époque, ce petit fait français s'impose déjà comme un facteur décisif. Voici 1791 : création de deux provinces au lieu d'une au centre du Canada. Et pourquoi sinon que l'importance du fait français l'avait encore imposée ? Politique de 1840 et de 1841 ; tentative de nous faire disparaître comme entité ethnique et politique. Et qu'est-ce encore, si ce n'est un hommage à la vigueur du fait français, obstacle aux rêves anglicisateurs d'un Durham, d'un Russell et des tories de ce pays ? 1842, puis 1848 ! revirement total : Bagot d'abord, puis Elgin désavouant et si promptement la politique de Durham, de Russell, de lord Sydenham, de sir Charles Metcalfe ; 1842, 1848, suprême étape dans l'évolution constitutionnelle des possessions britanniques, avènement du « self-government ». Et pourquoi toujours ? Sinon parce que, depuis un demi-siècle, le Canada français s'était fait le plus actif foyer de résistance au colonialisme désuet, et parce que, derrière un jeune chef qui s'appelait Louis-Hippolyte LaFontaine, le fait français imposait son irrésistible pression ? Pourquoi 1867 ? Pourquoi une fédération de provinces plutôt que l'Etat unitaire, sinon parce que, derrière Georges-Etienne Cartier, agissait toujours la même pression impérieuse ? Cette vigueur du fait français n'échappe en vérité qu'à nos esprits inattentifs, parce qu'il nous plaît de temps à autre — oserai-je le dire ? — de

jouer au barbare, « si les barbares, selon Brunetière, sont des peuples qui n'ont point de passé ou qui se font une gloire brutale de l'avoir oublié ». Ces jours derniers, sous la Coupole mazarine, pour démontrer quelques-unes des hautes vertus du génie de la France, Charles Maurras évoquait le fait français d'Amérique. Presque en même temps, dans cette salle où nous sommes, d'illustres visiteurs, en des discours officiels, parlaient notre langue, comme ils l'avaient parlée à Québec, comme ils la devaient parler quelques jours plus tard, à Ottawa, à Halifax. « Ces discours français ont traversé tout le Canada, écrivait M. Héroux; ils ont franchi les mers et jamais le caractère bilingue de notre pays n'aura été affirmé avec un plus retentissant éclat. » Après ces éclatants témoignages, cette consécration donnée par le roi et la reine du Canada au fait français, admettons-nous que ce fait existe, qu'il constitue l'un des facteurs prédominants de la vie canadienne et que nous pourrions parler français et rester Canadiens français, même sur les gradins aristocratiques de Westmount et d'Outremont ?

II

Fiers de notre être historique, pouvons-nous concevoir autant de fierté pour notre culture ? Culture ! Epanouissement total, hiérarchique de la vie humaine sur terre. Epanouissement matériel, moral, intellectuel. Culture, terroir spirituel, atmosphère où l'homme a le loisir de grandir en plénitude, selon toute la loi de ses fins d'homme. Culture, culture française ! Point de notion sur laquelle notre mystique nationale ait besoin de se plus nettement expliquer. En Amérique le danger est grand de la méprise ou de l'équivoque. Combien notre peuple est exposé à prendre pour du progrès, de la civilisation, de la culture, tout ce qui n'en est que le moindre élément : progrès matériel, manifestation

de puissance, exploit de finance, d'industrie, de génie technique. Et je ne sais si l'importance que prend justement, en notre vie, à l'heure actuelle, le problème économique, ne contribue point à fausser nos perspectives. Une chose importe, en tout cas : nous persuader que notre peuple ne restera attaché à sa culture d'origine que si, même en Amérique, elle figure, à ses yeux, une valeur d'actualité, une valeur vitale, un train toujours capable de démarrer et non, comme on le lui dit trop souvent, un train usagé, rouillé, bon à jeter sur la voie de garage.

Qu'est-ce donc que notre culture, celle où sont nos racines spirituelles et dont nous souhaitons faire la nourrice de nos esprits ? On parle faussement de races latines. Il existe tout au plus un esprit latin, ou, plus exactement, romain, esprit qui se retrace dans les pays jadis soumis à la domination de Rome et qui en ont reçu la langue, la littérature, les institutions. Domination ou influence active que n'arrête point la chute de l'empire, mais que l'Eglise, avec ses docteurs et ses cloîtres, puis les codes de Rome prolongent pendant tout le Moyen Age. Pendant le treizième et le quatorzième siècle, les codes de Théodose et de Justinien obtiennent si grande vogue dans les écoles de France, qu'elles provoquent une renaissance du droit romain. Or ces codes, beaucoup plus qu'un ensemble de lois civiles et criminelles, contiennent toute la constitution politique et sociale de l'empire. Adoptés, sans contrainte, par tant de peuples divers, s'adressant, se pliant à un monde en quelque sorte universel, codes et langue propageraient l'un des caractères éminents du génie latin : « la tendance à l'universalité ». Autant dire, pour les gens pratiques, l'inclination au réel, au positif, si rien n'est plus universel que la réalité. Le génie romain fit entrevoir en outre une première conception de la solidarité humaine, la subordination de l'individu à la loi, à une discipline qui le dépasse. Toutes

choses, on l'avouera, dont l'actualité n'est pas entièrement perdue, même sur ce continent.

Dans la culture française, l'élément latin en présuppose un autre, à l'état, en quelque sorte, de substructure: l'apport hellénique. Apport transmis par les Romains, solides disciples de la Grèce avant d'être leurs propres maîtres. Apport transmis par les Pères de l'Eglise, ces grands humanistes si fortement armés, pour la défense et l'illustration de leur foi, de toutes les puissances de l'hellénisme; transmis ensuite par les scolastiques, propagandistes de la philosophie aristotélicienne; et, avant les scolastiques, par les traductions latines des écolâtres du temps de Charlemagne, large époque où, pour une grande part, la philosophie grecque fait les frais des disputes théologiques; apport transmis enfin par le mouvement de la Renaissance, révélateur, en particulier, de la littérature, de l'art grec, et même de la politique grecque. De quoi le génie hellénique a-t-il enrichi la culture française? Que pourrions-nous emprunter à cet esprit humain d'un incomparable équilibre, sans égal, peut-être, dans l'histoire, pour sa passion de clarté et de finesse, de beauté sereine, de grandeur simple? Que pourraient nous apprendre ces pays, ces peuples si petits qui ont réalisé quelque chose de si grand? Nous le saurons davantage le jour où, dans une Faculté des lettres réorganisée, nous posséderons, non seulement un enseignement de la langue et de la littérature grecques, mais une chaire de civilisation grecque.

Elément grec, élément romain! Etreignons-nous la plus haute substance de la culture française? Un troisième élément y manque, ou plutôt le levain transformateur, le ferment chrétien. Notre culture originelle se pourrait, en effet, définir: la fusion, dans l'esprit français, de l'humanisme gréco-latin et de l'humanisme chrétien. Faut-il souligner

l'apport merveilleux de ce dernier humanisme, issu de l'humanité du Christ, de la conception de l'homme apportée par l'Évangile ? Si la culture signifie, au vrai, l'épanouissement de la vie humaine, combien l'essence en sera tout autre, selon l'idée que l'on se fait de l'homme destiné à la réaliser ou à l'incarner : homme de la simple nature ou homme agrandi dans le surnaturel, procédant de l'Incarnation ; homme enfermé dans la prison du terrestre, envoûté par des aspirations uniquement terrestres, ou homme orienté, obsédé par l'au-delà, portant ici-bas un sens de la personnalité humaine, de la société humaine, de l'universelle fraternité humaine, en provenance de l'Homme-Dieu ? Savons-nous assez combien le christianisme a relevé, révolutionné l'idée de culture ou de civilisation ? Restés à l'élément grec, nous en serions encore peut-être, à l'idéal social d'Aristote : celui d'une humanité ordonnée par son travail et ses sacrifices à préparer la vie contemplative de quelques individus d'élite : élite obtenue par l'esclavage et la dégradation du plus grand nombre. Restés à la conception romaine du monde, notre conception serait celle encore chère aux grands États impérialistes, celle d'un monde asservi, subjugué, pour faire vivre au centre une ville souveraine et fournir à une race patricienne des rentes, des soldats et des esclaves. Pour saisir l'excellence de la conception chrétienne de la culture, il suffirait de regarder autour de nous. Un peu partout nous pouvons constater le règne de la soumission aux techniques, aux énergies d'ordre matériel ; soumission qui aboutit trop uniquement à relever un certain standard de vie matérielle, de confort. On dirait l'idéal d'Aristote renversé et perverti : les hommes, le monde du travail ordonnés à hisser au-dessus des autres une caste de nababs, qui se servent de leur élévation pour d'autres fins, à coup sûr, que les joies de la vie contemplative. Quel autre spectacle nous offrirait le triomphe de l'humanisme chrétien. Pour cette fois, nous assisterions à

un vrai dégagement de l'homme, à sa rectification, à la rectification du monde. Ce serait l'homme émancipé de sa servitude aux énergies matérielles. Ce serait tout homme valant un homme. Ce serait l'âme au-dessus du corps et du temps; le matériel ordonné au spirituel, le temporel à l'éternel. Nul refus, pour tout cela, du progrès matériel, de l'exploit financier, technique ou autre. Mais tous ces gains au service de l'homme et non pour l'exploitation de l'homme.

En désignant le cardinal Villeneuve pour légat pontifical au Congrès eucharistique de Québec, le pape Pie XI félicitait le Canada de « représenter la vieille France catholique, de garder la tradition latine et d'unir la finesse toute française au dynamisme américain ». Était-ce un compliment ? Était-ce un programme ? Juste formule, à coup sûr, qui exprime, en même temps que les richesses et les gloires de notre humanisme, son adaptation possible à la plus exigeante modernité. Car maintenant, à la fin de cette analyse, reprenant notre fait historique pour en soupeser les valeurs, y a-t-il lieu de se sentir si isolé, si humilié d'être Canadien français ? La démonstration que nous venons de faire ensemble ne pourrait-elle même nous apprendre qu'être Canadien français pourrait n'être pas une si mauvaise façon d'être Canadien ? Par pusillanimité nous avons tellement l'habitude d'attacher au mot national un sens agressif, que nous ne sommes pas loin de considérer toute affirmation de notre particularisme historique et culturel comme une provocation. Et pourtant avoir foi plus que les autres peut-être, au respect de la personnalité humaine, à la solidarité humaine, à l'idée de culture, à la primauté du spirituel, se mettre en puissance, par cela même, de créer un état de société comme tant de peuples le cherchent, sans le pouvoir trouver, construction moins fastueuse mais plus solide, plus viable, plus organique où vivre sera bon, parce

que plus à l'échelle de l'homme, rien de tout cela n'importe-t-il à la santé et à l'avenir d'un pays ? Oh ! certes, je ne dis pas que, sans nous, une forme de civilisation manquera au Canada. La culture française n'est pas la seule des cultures dites occidentales qu'ait vivifiée l'humanisme chrétien. Persuadé toutefois que, sans nous, une contribution manquera à l'essence de la meilleure civilisation, je m'accorde la fierté de penser que, sans les Canadiens français, le Canada sera moins puissant et moins beau.

III

Je sais l'inquiétude qui se lève en vos esprits. Du doigt, vous m'indiquez le milieu où doivent s'épanouir et le fait français et notre civilisation française, milieu peu favorable, souvent redoutable, sinon toujours hostile. Ce milieu, c'est d'abord notre Québec. De cette petite patrie à nous, je ne me cache point les insuffisances, les misères actuelles : notre désordre économique, ou, en tout cas, cette économie si peu à nous. Comme conséquences : notre édifice social gravement menacé, notre prestige politique plus apparent que réel, le retentissement inévitable de toutes ces déficiences dans l'ordre culturel, les peuples pauvres ou malheureux aimant mieux accuser leur histoire et leur culture que s'accuser eux-mêmes. Faut-il pour autant oublier nos ressources, nos avantages ? Avantages géographiques : ce Québec plus grand qu'une France, traversé d'un bout à l'autre par la plus grande artère fluviale de l'Amérique du Nord, en tenant la partie navigable et l'embouchure, Québec avec façade sur deux mers : la mer d'Hudson, l'Atlantique : situation enviable pour une province prédestinée à un grand commerce d'exportation, liée, au reste, à l'un des plus grands pays exportateurs du monde. Québec encerclé par trois Etats si différents de lui et sur tant de points : le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, les Etats-Unis, mais, en

chacun, des prolongements français, appuis appréciables, champs tout ouverts à une stimulante mission culturelle. Avantages économiques non moindres, de quoi bâtir une économie équilibrée: du sol pour une agriculture aux produits variés; des ressources minières, forestières, hydrauliques pour une grande industrie, ressources immenses et qui nous deviendront profitables le jour où nous découvrirons que notre rôle ne consiste pas à regarder les autres les exploiter et les gaspiller. Québec, pays de droit français, où l'éducation et la langue sont restées, en somme, françaises, tendues du moins vers la culture française. Québec, le plus ancien des pays d'Amérique du Nord, le plus chargé d'histoire. Québec, héritier de la Nouvelle-France, terre de héros d'où partirent, pour tout le continent, pour la conquête des âmes, pour la conquête des fourrures, pour la conquête de l'espace et des mers lointaines, les porteurs d'Évangile, les rois de l'aviron; Québec de foi et de traditions catholiques, berceau généreux de missionnaires pour tous les pays du monde. Avec tout cela, un Québec, je le sais, travaillé d'inquiétants vertiges, hésitant comme à un carrefour: mais aussi — les malaises, les violences de sa jeunesse nous le disent assez —, un Québec en proie à de secrètes nostalgies de ce qu'il a abandonné, de ce qu'il a perdu; un Québec se cherchant une route, une mystique libératrice, une âme, et à qui il ne manque qu'un appel à vivre, qu'une bourgeoisie guérie du mal de la démission, que des bergers habitués à ne pas toujours marcher derrière le troupeau, pour redevenir le plus obstiné, le plus vivant peut-être des petits pays français !

Québec, sans doute, je le rappelais tout à l'heure, n'est pas entièrement libre; Québec fait partie d'une fédération. Et je n'oublie point les menaces qui planent, à l'heure actuelle, sur le principe même de cette fédération. Que n'avons-nous mieux profité de 1867, de ce qui pouvait être une

grande victoire politique ? Dans ce Québec, rendu à soi-même, maître enfin de son parlement et de son gouvernement, comment n'avoir pas vu le couronnement des luttes de nos premiers parlementaires, le rêve réalisé du Papineau d'avant 1837 ? Bien des fois, j'en suis sûr, vous avez pensé, comme moi, à l'œuvre et à la province splendides qu'aurait pu édifier, dans une autonomie sans cesse agrandie, une race encore saine, robuste, guidée par des chefs d'envergure et d'énergie lucide, qui, avant d'être de simples chefs de parti, auraient été des hommes d'État et des chefs de nation.

Je n'oublie point, d'autre part, la force toujours inentamée de notre position juridique et politique. Quoi que l'on ait dit, ce fut bien un pacte, un traité que les provinces ont conclu en 1867. Ainsi jugèrent à l'époque les Pères de la Confédération. Telle reste la conviction de nos meilleurs juristes. Porte-parole du gouvernement de Québec, Me Emery Beaulieu a pu affirmer devant la commission Rowell: « Dans l'opinion du gouvernement de Québec, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord est la ratification d'un pacte d'une nature nettement contractuelle. Il est puéril de rechercher si le pacte fédératif réunissait toutes les conditions requises pour la validité des contrats de droit civil. Les conventions entre États sont d'un autre ordre. Elles relèvent du droit public et non du droit privé. »

Ce pacte de 1867, nul ne peut donc le modifier, encore moins le déchirer, sans l'assentiment de chacun des contractants. D'ailleurs les juristes nous l'ont encore appris: les provinces canadiennes appartiennent à la catégorie des États souverains, nullement subordonnés, dans les limites de leur compétence, au pouvoir central. Au surplus et contrairement à ce que nous pensons trop souvent, ces limites ne leur sont nullement fixées par le pouvoir d'Ottawa, mais

par la constitution qui est une loi impériale. Provinces canadiennes, États souverains, ainsi l'ont proclamé maintes fois les lords du Conseil privé d'Angleterre. Sur ce point de droit constitutionnel, relisez, dans l'*Actualité économique* de mai 1938, la lumineuse démonstration de notre ami, Maximilien Caron. Qu'après cela, l'on ose changer la loi fondamentale du pays, contre l'avis d'États souverains, la tentative paraît inconcevable.

La solidité de nos positions juridiques ne résout pourtant point le problème le plus épineux de tous au Canada: l'entente, entre les deux races, condition absolue d'avenir pour la Confédération. Y a-t-il motif sérieux d'espérer la fin des disputes et des inimitiés, la réconciliation nationale? Sans illusion naïve, recueillons quelques symptômes heureux, prometteurs peut-être d'une ère nouvelle. Notons tout d'abord que la population anglo-canadienne d'aujourd'hui, née dans les îles britanniques, ne compte plus que pour 11.4 pour cent. Voici donc 89.6 pour cent de notre population nés aux États-Unis ou au Canada, mieux préparés, on peut le présumer, à l'intelligence des problèmes de l'Amérique et du pays natal. Parmi les signes d'un esprit nouveau, notons encore le goût, je dirais même la passion d'une élite anglo-canadienne, pour notre histoire, nos mœurs, notre folklore, pour toutes nos survivances françaises; pour cette élite, la suppression du fait français dépourillerait le Canada d'une de ses notes les plus pittoresques, ferait disparaître l'entité historique peut-être la plus captivante de ce continent. Tout aussi répandue l'opinion qu'on ne fait point l'unité d'un pays contre trente pour cent de sa population, et que la meilleure façon, pour les Britanniques, d'assurer l'union nationale, serait de s'unir au groupe ethnique le plus ancien et le plus authentiquement canadien. Noterons-nous enfin le favorable accueil généralement fait, dans ces mêmes milieux, à quelques-unes des ré-

centes paroles royales ? A Ottawa, la reine du Canada a tenu ces remarquables propos :

« Au Canada, comme en Grande-Bretagne, la justice s'administre selon deux grandes législations différentes. Dans mon pays natal, en Écosse, nous avons un droit basé sur le droit romain : il sort de la même source que votre droit civil dans la vieille province de Québec.

« En Angleterre, comme dans les autres provinces du Canada, le droit coutumier l'emporte. A Ottawa, comme à Westminster, les deux sont administrés par la Cour suprême de justice. Cela est, à mes yeux, d'un très heureux augure.

« Voir vos deux grandes races avec leurs législations, leurs croyances et leurs traditions différentes, s'unir de plus en plus étroitement, à l'imitation de l'Angleterre et de l'Écosse, par les liens de l'affection, du respect et d'un idéal commun : tel est mon désir le plus cher. »

Nos souverains ont-ils voulu nous donner une formule de vie nationale ? Pour notre part, nous l'acceptons de plein gré. Inquiets, d'excellents esprits cherchent ce qu'ils appellent « un commun dénominateur national », autour de quoi faire l'accord des provinces et des races. Ce commun dénominateur, je ne crois pas me méprendre sur le sentiment de mes compatriotes, en affirmant qu'il pourrait se ramener à ces trois données : reconnaissance du fait français au Canada, maintien de l'autonomie provinciale, primauté de l'idée canadienne sur l'idée impérialiste. Reconnaissance du fait français ! Les paroles que je citais tout à l'heure, Sa Majesté la Reine les a prononcées en français et c'est à Ottawa, dans la capitale de la Confédération, qu'elle les a prononcées. Affirmation éloquente, de laquelle l'on peut déduire, je pense, que, dans l'esprit de Sa Majesté, le fait français existe, possède quelques droits poli-

tiques et ne se limite pas à la province de Québec. Le droit de vivre partout au Canada, nous ne réclamons pas autre chose, mais dans la dignité d'un peuple libre et non dans la « vallée de l'humiliation ». Nos compatriotes anglo-canadiens comprendront, nous en sommes sûrs, que le fait français a tenu et tient encore trop de place, d'un bout à l'autre du Canada, pour qu'on lui interdise de dépasser les frontières d'une province. Ils comprendront que la langue, la culture française sont de trop grandes dames, ont rendu trop de services à l'humanité, à la civilisation, au Canada même, pour que nous, leurs fils, acceptions, sans nous déshonorer, de les laisser pourchasser ou boycotter en quelque coin que ce soit de notre pays, encore moins au parlement fédéral. Nous unir à l'imitation des Anglais et des Écossais. Certes, nous en sommes. Mais les Écossais sont restés des Écossais. La reine prend la peine de le souligner: ils ont gardé leur identité ethnique, leur droit, leurs croyances, leurs traditions, leurs emblèmes. Nous voulons la collaboration, l'union nationale; mais nous voulons d'une collaboration où nous serons traités comme des collaborateurs; nous voulons d'une union où nous aurons pleine liberté de rester ce que nous sommes: des Canadiens français.

L'Angleterre et l'Écosse vivent sous un régime unitaire. Nous vivons sous un régime fédératif. Ce régime, nous en voulons le maintien. La province de Québec, ai-je dit, est plus qu'un cadre politique; c'est un cadre national. Du cadre politique, nous ne pouvons consentir aucun affaiblissement qui mettrait en péril le cadre national. Le maintien du régime fédératif, nous l'exigeons d'ailleurs pour d'autres raisons qui s'inspirent uniquement de l'intérêt canadien, de la structure interne du pays. Ni géographiquement, ni économiquement, ni historiquement, estimons-nous, le Canada n'a été bâti pour souffrir autre chose que son système

politique actuel du moins pour quelque temps. En 1867 l'on opta pour une fédération de provinces, parce que déjà l'on sentait le pays composé de morceaux trop divers. Ce n'est point, après l'annexion de l'ouest et de la Colombie qui a fait s'accroître cette diversité et, avec elle, la complexité de nos problèmes, que l'on peut rêver, sans péril, d'un Etat unitaire ou plus centralisé. Nous aimons notre pays, quoi que l'on dise; autant que personne nous lui voulons un grand avenir. Mais, pour ces hauts motifs précisément, nous croyons que toute tentative pour comprimer la diversité canadienne précipiterait le déchaînement des forces centrifuges. Et si l'on estime que les pouvoirs doivent être accrus, la sagesse commande, nous semble-t-il, d'accroître non ceux d'Ottawa, mais ceux des provinces.

J'aborde le dernier point où chercher l'accord possible, point non le moins litigieux: la place, le rôle réservés au Canada dans le Commonwealth. Abordons-le, ce point, comme les autres, en toute sérénité. Qu'entend-on par Commonwealth? Si l'on veut dire, entre les sept nations qui le constituent, une association de « collectivités de statut égal, d'aucune manière subordonnées les unes aux autres, à aucun point de vue domestique ou extérieur », selon la définition de la conférence impériale de 1926; une association « dans la liberté et l'égalité », comme la reine s'exprimait l'autre jour à Ottawa; si l'on veut encore dire, entre pays britanniques, une association pour faciliter les échanges économiques, les relations intellectuelles; et si l'on entend une première tentative, un premier groupement de nations, destinés à corriger le chaos international, tout Canadien sensé ne peut qu'acquiescer à une telle société d'Etats. Et nous, Canadiens français, sujets du royaume indépendant du Canada, n'avons nulle objection à jurer fidélité à nos souverains. Si, d'autre part, par Commonwealth, il fallait entendre une sorte de monde fermé, une

autarchie, dressée, avec des intentions plus ou moins agressives, contre l'ordre international, nous commencerions par demander si telle combinaison, conçue contre la solidarité mondiale, échappe bien aux fatales fragilités, sinon même à toute illégalité. Bien au fait, au surplus, qu'en dépit de ses immenses ressources, le Commonwealth reste impuissant à se suffire et qu'un grand pays exportateur comme le Canada a besoin des marchés du monde, nous réclamerions, pour notre pays, le droit de garder ses coudées libres. Si, par Commonwealth, l'on allait entendre d'abord et surtout une association politique et militaire pour prolonger, sur les pays britanniques, l'hégémonie de l'ancienne métropole et sauvegarder sa suprématie dans le monde, alors et en ce cas, nous réclamerions le droit de faire passer l'idée canadienne avant l'idée impérialiste. Car nous sommes de ceux qui ne tiennent pas pour une comédie le Statut de Westminster. Nous nous en rapportons, d'ailleurs, à la doctrine formulée ici-même à Montréal, en octobre 1937, devant le Canadian Institute of International Affairs, par le gouverneur général, ou plutôt par le vice-roi du Canada: « Le Canada est une nation souveraine qui ne peut pas déterminer son attitude à l'égard du monde international, docilement soumis aux vues de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, ou de qui que ce soit. Un Canadien doit l'hommage de sa fidélité, non pas premièrement au Commonwealth des nations britanniques, mais au Canada. » Est-il nécessaire d'affirmer, après telle déclaration, que si nous combattons l'impérialisme anglais, nous ne le combattons ni par hostilité, ni par haine contre l'Angleterre ? Nous ne prétendons pas nous refuser, non plus, à toute collaboration équitable pour la défense de la paix, de l'ordre international, pour un authentique idéal de liberté. Notre attitude se fonde tout au plus sur un certain réalisme. Nous prenons pour acquit que nous vivons en Amérique et que nos problèmes de vie sont plus américains qu'européens. Nous te-

nous également que les objectifs de l'impérialisme anglais, tels que définis, l'autre jour, par M. Chamberlain et lord Halifax: « les intérêts vitaux de l'Angleterre », sa « position dans le monde », ne sont pas de ceux pour lesquels un peuple, et quelque peuple que l'on veuille, accepte d'ordinaire les suprêmes sacrifices: l'immolation de sa jeunesse, le risque de la ruine, de la banqueroute, de l'anarchie.

Ajoutons que nous combattons l'impérialisme anglais, au nom du premier des biens pour un pays: la paix intérieure, l'union nationale. Qu'est-ce, à tout prendre, que le sentiment impérialiste? Sentiment d'une minorité, sentiment factice, entretenu à prix d'or, sentiment anachronique qui prétend ramener un peuple majeur au servage colonial. Nous prions qu'on nous dise s'il est pire semence de désordre, rien de plus propre à perpétuer la mésentente au Canada? On cherche un commun dénominateur national. On ne fonde pas un Etat en sabotant sa souveraineté. On ne crée pas un sentiment national en enseignant à aimer, à servir les autres pays plus que son pays. Le premier commun dénominateur pour les Canadiens, c'est de commencer par mettre au-dessus de l'empire la patrie canadienne.

* * *

Mesdames, Messieurs, prise de conscience de la réalité et de l'ampleur du fait français, prise de conscience de la dignité et des vertus de notre culture, prise de conscience de notre milieu de vie et d'épanouissement, voilà qui pourrait nous aider, me semble-t-il, à nous constituer une mystique nationale. Certes, notre milieu de vie n'est pas dépourvu d'aspérités. J'aurais pu ajouter que notre fait français existe en Amérique du Nord. Et cette évocation aurait fait monter une autre grande ombre non moins redoutable. Ce-

pendant je crois vous l'avoir montré: de tous ces milieux où nous vivons, il n'est aucun où ne s'ouvre une avenue trouée de lumière. Pourquoi donc un peuple de trois millions d'âmes, maître politiquement d'une grande province, jouissant d'une paix au moins relative, aurait-il plus de peine à survivre que tant de petits peuples de l'Europe centrale, sans frontières précises, sans personnalité politique, persécutés depuis des siècles par des États puissants ? Puis, qu'importe si j'ai réussi à vous convaincre de l'importance, de la force de notre fait français et des valeurs vitales de notre culture originelle ? Je sais bien qu'il ne suffit pas de se rattacher à une culture pour en être riche. Mais, fils de l'Eglise, qui nous empêche de communier à l'humanisme chrétien ? Libres de nous forger à notre gré un enseignement français, qui nous empêche de prendre à la culture française tout ce qu'il est possible d'y prendre ? Pas plus que vous je n'ignore nos misères. Mais convenons-en loyalement, cette certitude nous reste: aucune de nos déficiences ni aucune des causes de ces déficiences ne sont imputables à notre qualité de Français. Pas une qui ne tienne, en réalité, à nos déficiences d'hommes, simplement d'hommes, et que ne pourraient faire disparaître des disciplines plus vivantes, une direction politique plus haute, plus éclairée. Toute notre histoire derrière nous attesterait également que nous avons compté, en ce pays, non pas quand nous avons cherché à nous effacer, à nous faire pardonner notre origine et notre passé, mais quand, pénétrés de notre droit de vivre, nous l'avons affirmé avec fierté. Ce qui nous manque, en définitive, ce ne sont ni les raisons ni les moyens de vie; c'est de ne pas ignorer ces moyens et de nous y attacher opiniâtement. Appelons le jour où nous cesserons nos petits jeux de velléitaires avec toutes les nuées, tous les charlatanismes de la politique et où nous en finirons de dénaturer notre esprit français quand il faudrait le fortifier.

Daigne, notre patron, Jean le Baptiseur, qui, depuis trois cents ans, a suivi et soutenu nos pères le long de leurs durs calvaires, nous rappeler que les peuples meurent moins par la lutte, les obstacles, que par la fausse sécurité, l'esprit d'abandon, l'esprit de division, l'obscurcissement de l'idéal de vie ! Maître du grand courage, apprenez-nous que ce qui déçoit encore le moins un peuple, c'est l'exercice de la volonté, la fidélité aux aïeux, à leur mystique.

NOS PROBLÈMES DE VIE *

Cette conférence a sa petite histoire. Par suite d'un refus de la soumettre à la censure, elle dut paraître sans imprimatur et à l'insu de l'auteur. L'un de ses amis de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'empara du texte paru dans la Frontière, journal de Rouyn-Noranda, et la publia en brochure.

Mes chers compatriotes,

Je pense, en ce moment, à ce Docteur matois — ce n'est pas le Dr Rioux — qu'un patient avait fait venir de bien loin. — Eh bien, Docteur, qu'est-ce que vous pensez de moi ? — Je pense que vous êtes malade. — Pensez-vous que j'en puisse guérir ? — Oui, si votre maladie est guérissable. — Pensez-vous que ma maladie est guérissable ? — Je vous le dirai quand je vous aurai guéri. Vous m'avez fait venir de bien loin pour vous tenir des propos de Saint-Jean-Baptiste, c'est-à-dire pour faire un examen de votre santé nationale. Je tiens à vous dire tout de suite que vous n'êtes pas plus malades que les Canadiens français d'ailleurs.

* Conférence prononcée à l'occasion de la première fête nationale organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Rouyn-Noranda, le 24 juin 1940.

Et je n'attendrai pas de vous avoir guéris pour déclarer vos maladies guérissables. J'ai l'intention tout au plus de vous parler assez franchement et de vous demander de viriles, d'austères résolutions. Il vous serait plus agréable, sans doute, et il me serait plus agréable à moi-même de vous chanter le glorieux passé, de vous rappeler, avec les trémolos traditionnels, le miracle de notre survivance, notre indomptable fidélité à notre langue que nous trahissons tous les jours, à nos traditions qui ne sont plus que des souvenirs. L'heure est trop grave. Le temps est passé des mensonges parfumés et du gargarisme oratoire. Et vous êtes de mon avis, sans doute, que toute Saint-Jean-Baptiste qui n'aboutirait pas à de solennelles et décisives réflexions, ne vaut pas la peine d'être fêtée.

I

Je veux commencer par vous mettre en face de vous-mêmes. Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Que voulez-vous ? Quel est ce peuple qui, aujourd'hui, en ce 24 juin, un peu partout, de l'Atlantique au Pacifique, défile dans les rues de ses villages et de ses villes, promène des souvenirs historiques, arbore, quand il en a le bon sens et le courage, un drapeau qui est le sien ?

QUI ÊTES-VOUS ?

Qui êtes-vous ? Avec l'Histoire vous me répondez : depuis 350 ans nous sommes ici en Amérique. Nous y sommes venus les premiers. Nous venions de France ; nous sommes de sang français, de langue, de culture françaises. Lorsqu'en 1760, s'est produite dans notre vie une suprême catastrophe, notre passé était déjà long de 150 ans. Nous étions un bien petit peuple : 65,000 âmes à peine, mais dont l'Histoire se déroulait comme une longue suite de travaux gigantesques, de misères, de souvenirs, de gloire pour la

plupart héroïques. Le tout vécu en un climat de civilisation, je veux dire, dans un cadre politique à l'européenne, sous la garde et l'action pénétrantes d'institutions religieuses, judiciaires, sociales, scolaires, façonnées pour nous et par nous, sur une terre déjà vénérée comme un visage d'ancêtre, passionnément aimée comme un patrimoine et comme une patrie. Notre petit peuple forme un groupe de foi rigoureusement homogène. Pour se dispenser la culture de son pays d'origine et se garder conforme au génie natal, il possède, dès lors, un organisme assez complet d'enseignement; pour garder et faire fleurir sa culture, il a sa langue, une langue de pure essence française, unique, entre tous les parlars des provinces de France, pour son accent, sa prononciation, l'homogénéité de son vocabulaire, de sa syntaxe. Du mélange des immigrants venus de toutes les provinces de France, mélange opéré par les mariages et par la dispersion dans la colonie, puis de l'énergique action du pays nouveau, du climat, de la vie américaine, a même surgi un type humain aux traits physiques et moraux fortement marqués. Voyageurs, chroniqueurs, historiens du temps s'accordent à y reconnaître une race d'hommes, grands et robustes, bien plantés sur leurs pieds, l'un des plus beaux sangs de France, nous dit Charlevoix. En un mot et voici la merveille: en 1760 la Nouvelle-France possède tous les éléments constitutifs d'une province du royaume, c'est-à-dire d'une sorte de petit Etat. Elle est une province de France, mais une province à part; elle a ses notes originales; elle a aussi la conscience d'un destin distinct. Cet individualisme provincial, premier indice, premier rudiment d'une conscience nationale, on peut le retracer dans toutes les classes de la société: dans l'âme du seigneur, de l'habitant, du marchand, de l'humble milicien, dans une large partie du clergé. L'on n'est pas pour rien le fils de trois ou quatre générations nées sur la même terre, et qui ont travaillé, bataillé, souffert ensemble; la Nouvel-

le-France n'est pas vainement située à 3,000 milles de la métropole. Une race d'hommes existe ici qui se savent de sang français et qui sont fiers de l'être, mais qui ont aussi pris l'habitude de se dire Canadiens et pour qui la vraie patrie, la patrie qu'ils aiment, qui leur donne la vie et qui garde les os de leurs pères, n'est nulle autre que le Canada.

APRÈS LA CONQUÊTE

En 1760 la fortune tournait contre eux. Après une guerre affreuse qui, dans la moitié au moins de leur pays n'avait rien laissé debout: ni une église, ni une maison, ni un hangar, ils succombaient. Que vont devenir les 65,000 ? Ont-ils seulement le choix de leur destin ? Ils passaient à la Grande-Bretagne à l'heure où l'île britannique atteignait l'une de ses plus hautes fortunes. Pour le petit peuple canadien quel eût été l'acte le plus simple, le plus facile, le moins chimérique ? Tout abdiquer, se fondre dans la race du vainqueur, céder à sa force et à son prestige. Pourtant voici bien ce que l'Histoire nous apprend: l'infime nain choisit l'acte le plus difficile, le plus audacieux. Par un réflexe immédiat, spontané, il résolut de vivre, de survivre, de rester dans la ligne de son passé, de batailler pour la défense de sa langue, de son Droit, de sa culture, de sa foi, de tout ce qui, en définitive, constitue l'âme d'une nation. On peut ne pas aimer cette histoire; il n'est au pouvoir de personne de la changer. Sur ce point au moins, le romancier de *Maria Chapdelaine* avait raison d'écrire: « Cette race ne change pas. » Foi religieuse, langue française, école française, tradition française, droit français, nous n'avons rien voulu livrer au vainqueur; nous avons voulu tout garder, tout sauver. Nous l'avons voulu en dépit des misères inséparables de toute histoire humaine, en dépit parfois des trahisons des chefs et des classes dirigeantes. Si nous avons perdu en route bien des choses et

si nos misères sont grandes, ceci au moins nous reste que depuis cent quatre-vingts ans, l'Histoire des Canadiens français n'a dessiné, n'a souffert qu'une constante, qu'une ligne maîtresse: celle d'une persévérance sans recul, sans reprise, dans l'être national, celle d'une montée pathétique vers l'impérissable destin.

Fait non moins étonnant et qu'il ne faut pas négliger de souligner: pour tout garder, tout sauver, les descendants des 65,000, de la même volonté indéfectible, se sont acheminés vers toute la liberté, vers toute la personnalité politique accessible, indispensable à la réalisation de leur survivance. Souvenez-vous de ces dates que j'ai rappelées tant de fois: 1774, 1791, 1842, 1848, 1867, dates de victoires qui marquent les étapes de cette marche à l'étoile. Aujourd'hui, en l'an 1940, les 65,000 de jadis sont 3,500,000 au Canada. Seuls, de tous les groupes d'immigrants européens venus en ce pays, les Anglo-saxons exceptés, ils forment une entité politique reconnue par la charte canadienne; ils habitent une province, qu'ils peuvent regarder comme leur patrimoine et leur petite patrie, où ils comptent pour environ 80 pour cent, où ils sont maîtres, ou, du moins, pourraient être maîtres du parlement et du gouvernement, province qui, dans les limites de ses attributions constitutionnelles, peut revendiquer, au jugement du Conseil privé, le titre d'État souverain. En résumé les Canadiens français d'aujourd'hui sont en possession de tout ce qu'il leur faut pour vivre; et ils ne pourraient mourir qu'en trahissant le passé et tout l'héritage des aïeux.

II

QUE VOULEZ-VOUS ?

Je vous avais posé une première question: Qui êtes-vous ? Qui sommes-nous ? Je vous en pose une deuxième:

Que voulez-vous ? Vers quel destin vous en allez-vous ? Désirez-vous continuer les aïeux, rester Canadiens français ? Vous me dites : oui. Êtes-vous bien sûrs de votre volonté ? J'imagine un étranger qui nous observe du dehors. Peut-il trouver, dans la génération actuelle du Québec, la détermination à vivre de nos pères de 1760 ? Pour ma part, après avoir longtemps observé mes compatriotes, voici ce que je pense : les Canadiens français ne sont pas encore résignés à mourir ; sont-ils décidés à vivre ? Je n'en suis pas sûr. Ils ressemblent à ces arbres qui ne sont pas encore morts, mais qui ont des branches sèches dans la tête et dont l'on ne sait pas s'ils vont reverdir le printemps prochain. Car enfin je presse ma question : si les Canadiens français ont décidé de vivre, vous paraît-il qu'ils en prennent les moyens ? Vous paraît-il, oserai-je même dire, que cette affaire les préoccupe gravement ? Notre attitude sur cette question de vie me fait penser, je vous l'avoue, à ce brave homme qui voulait labourer, mais il n'avait pas pensé à se trouver une charrue. On lui apporte une charrue. — Mais je n'ai pas de chevaux ! — On lui amène des chevaux. — Eh bien, qu'attendez-vous ? — Je ne puis pas me décider à les atteler. — Les Canadiens français sont-ils décidés à s'atteler pour le grand labeur, le grand effort de leur survivance ? Je voudrais bien qu'on pût me répondre : oui ! Et d'abord, je voudrais bien qu'on trouvât les nôtres décidés à s'entendre sur quelques points essentiels. Car il est bien connu qu'un Canadien peut s'entendre avec soi-même, à la rigueur sur quelque chose ; mais que deux Canadiens ne s'entendent sur rien. Dans le monde d'aujourd'hui, — nous commençons à l'apprendre — parmi les peuples et surtout parmi les petits peuples, ne survit pas qui veut. Il y faut certaines conditions indispensables que, pour nous, je ramènerais à un minimum de liberté ou d'autonomie politique, un minimum de bien-être économique et social, un minimum d'éducation nationale. Ce minimum.

le possédons-nous ? Si oui, sommes-nous déterminés à le préserver ? Sinon, sommes-nous décidés à l'acquérir ?

III

Possédons-nous le minimum d'autonomie politique ? En 1867 nos pères enregistraient, dans la conquête de leur liberté, leur dernière et suprême victoire. La Confédération devenait un fait accompli. Le Québec, à demi supprimé depuis 1841, renaissait à la vie autonome. Les Canadiens ressaisissaient leur province pour y être maîtres désormais de leur parlement et de leur gouvernement. C'était le couronnement d'une lutte, d'une pénible et glorieuse montée de près de cent ans. Le Canada prenait la forme d'une fédération de provinces : forme politique dont les Canadiens français étaient les premiers responsables. Vous savez le pourquoi de l'Etat fédératif dont l'opposé est l'Etat unitaire. L'Etat unitaire est l'Etat des peuples homogènes, qui n'ont qu'une foi, qu'une langue, qu'un droit, où la terre d'une grande ou suffisante unité géographique facilite les convergences économiques. L'Etat fédératif est la formule des peuples trop divers par l'origine, la langue, le droit, la culture, la foi, qui habitent une terre d'une géographie trop diverse, où les intérêts économiques sont trop divergents. L'Etat fédératif, formule de compromis, essaie de concilier unité et diversité, se satisfait d'une unité politique et nationale toute relative qui laisse aux divergences le plus de liberté possible. Nos pères qui avaient appris, depuis cinquante ans, qu'on ne concilie pas les inconciliables et qui estimaient le Canada de leur temps déjà fait de trop de pièces de rapports, ont repoussé en 1867 l'Etat unitaire, ils n'ont voulu que de la formule fédérative, ce qui impliquait la résurrection de leur province ; et ils ont voulu qu'on leur restituât leur province pour cette unique et souveraine raison que ce minimum de liberté ou d'autonomie politique et

nationale leur paraissait indispensable à la conservation de leur être historique et culturel, à la réalisation de leur destin de Français. Eh bien, ce minimum de liberté a-t-il cessé de nous être nécessaire ? Les Canadiens français d'aujourd'hui sont-ils d'un tempérament moral si achevé, d'une virilité nationale si robuste qu'ils puissent braver le centralisme, consentir tous les sacrifices qu'il paraît vouloir exiger ? Le problème de l'autonomie provinciale se pose donc, chez nous, avec une singulière acuité. J'en parle, sans gêne, parce que le problème n'est pas exclusivement ni même principalement politique; c'est au premier chef un problème national qui appartient à tout le monde. Sans doute, on veut bien, en certains lieux, nous assurer que les prérogatives des provinces ne sont nullement en danger. Suffit-il de nier le péril pour qu'il n'existe point ? Je note, pour ma part, que des hommes comme Mercier, Lomer Gouin, Laurier, se sont inquiétés et ont poussé le holà pour de bien moindres menaces que celles qui se dressent aujourd'hui contre le Québec. Je ne suis pas juriste; mais j'entends les meilleurs juristes de chez nous déclarer qu'il y a péril et grave péril dans la demeure, et que si, par exemple, nous abandonnons au pouvoir central tout ou partie de notre législation sociale, c'est tout notre droit civil qui y passe et c'est toute notre organisation sociale, ce sont toutes nos conceptions sociologiques inspirées de l'enseignement romain qui pourraient être bouleversées.

UNE MINORITÉ

Un symptôme inquiétant, c'est l'argument invoqué par quelques-uns des nôtres pour inciter la province de Québec à subir les fourches caudines. Nous ne serions qu'une minorité; et les minorités n'auraient pas le droit de se mettre en travers du progrès général. Les Canadiens français: une minorité devant la constitution de leur pays ! Etrange affir-

mation qu'il n'y a pas si longtemps l'on reprochait vertement et à bon droit à un ancien chef conservateur. Pourquoi nous forger nous-mêmes ce rôle et cette qualité de minorité, dans un pays où, en réalité, trois groupes ethniques sont en présence: 49 pour cent de Britanniques, 21 pour cent de non-Britanniques, 30 pour cent de Canadiens français? L'Histoire ne nous a-t-elle pas appris, en outre, qu'en 1867, nous avons élaboré, puis signé l'un à côté de l'autre la charte fondamentale de ce pays, non à titre de simple minorité, mais comme une nationalité, comme un associé traitant d'égal à égal avec l'associé anglo-canadien? Et je me demande quels si graves motifs poussent les nôtres à saper cette histoire et cette position juridique. Invoquerait-on l'intérêt du Canada? Qu'y a-t-il donc de si radicalement changé dans la géographie de notre pays, dans sa composition religieuse, ethnique, dans les aspirations des provinces et des deux nationalités-mères, pour qu'il faille ébranler le fédéralisme et bouleverser l'oeuvre de 1867? Sans doute un Etat fédératif est compliqué et offre ses inconvénients. Mais la question, à mon sens, n'est pas de savoir si théoriquement la division en neuf Etats ou provinces constitue pour le Canada une faiblesse et si la centralisation lui serait une force. La question est de savoir si, au regard d'une politique réaliste, et le Canada étant ce qu'il est, le fédéralisme n'est pas, pour notre pays, la seule formule de vie et de force, et si le centralisme ne conduit pas à la pire des faiblesses et aux plus graves dangers. L'histoire qui est une maîtresse d'une certaine autorité, enseigne qu'à vouloir trop centraliser, trop comprimer les fédérations, on les fait voler en éclats.

L'UNITÉ NATIONALE

Je sais que l'on me dira: que faites-vous de l'unité nationale? L'unité nationale, j'en suis autant que personne.

Mais je ne confonds pas l'unité nationale avec l'unitarisme politique. Et j'estime que l'unité nationale ne doit pas se faire sur le dos de la province de Québec. Le système fédératif exige le sacrifice partiel de l'indépendance des fédérés. Il n'exige et il ne saurait exiger, ni directement ni indirectement, le sacrifice de toute indépendance. Notre nationalisme ou notre provincialisme n'ont rien d'outré, rien d'excessif, ni d'agressif. Nous n'ambitionnons le territoire de personne; nous ne prétendons rien sur la liberté ou le droit des autres. Nous ne revendiquons que notre droit et notre liberté. Nous ne demandons rien au-delà de la constitution; nous ne demandons que ce que nous garantit la constitution. Mais nous le demandons et nous y tenons.

LA BONNE-ENTENTE

Que faites-vous, me diront d'autres, de la bonne-entente ? La bonne-entente ! Hélas, nous sommes atteints à ce point du complexe d'infériorité, nous, Canadiens français, que nous ne pouvons délibérer de nos problèmes politiques, nationaux ou économiques, qu'aussitôt l'un des nôtres, quelque chevalier de la frousse comme nous en avons tant, ne brandisse tout de suite l'épouvantail de la bonne-entente ! Il semble que nous n'ayons le droit de faire le moindre geste, de prononcer le moindre mot, de respirer l'air, sans en demander la permission au voisin. La bonne-entente, je ne crois pas qu'il y ait un seul Canadien français qui ne la veuille de tout son cœur. Pour ma part, j'admire nos compatriotes anglo-canadiens pour tant de leurs riches et robustes qualités que je leur envie parfois pour les miens. J'admire leur esprit de travail, d'entreprise, leur fierté de race, leur ténacité à garder ce qu'ils ont conquis. J'admire leur culture, leur civilisation, l'une des plus grandes du monde. Mais je me souviens que les miens ne sont pas des sauvages. Ils appartiennent, eux aussi, à

l'une des plus grandes cultures du monde civilisé, l'une des plus fines, l'une des plus élevées, l'une des plus noblement humaines. Je me souviens que nous avons fait quelque chose en ce pays, et que nous n'y avons jamais été une nuisance. Je me souviens qu'en 1776, la neutralité de notre peuple et le loyalisme de nos seigneurs et de notre clergé ont empêché le Canada de devenir américain. Je me souviens que, bien avant 1776, nous avons commencé à travailler pour le Canada; pendant cent cinquante ans nous avons été seuls à le bâtir. Et je l'ai déjà dit: si les Français n'étaient venus s'établir sur les rives du Saint-Laurent en 1608, et s'il n'y avait eu ici en 1776 une colonie française, mais rien que des colonies anglaises, toute l'Amérique du Nord serait aujourd'hui américaine. Et en vain chercherait-on, sur la carte du monde, un pays libre qui s'appelle le Canada. Voilà ce que nous sommes et voilà ce que nous avons fait. Et voilà pourquoi, je veux la bonne-entente; mais je la veux à la façon de Paul-Emile Lamarche: non comme ceci, = mais comme cela ||; c'est-à-dire, non l'un au-dessous de l'autre, l'un servant à l'autre de paillasson, ou de descente de lit; mais l'un à côté de l'autre, et libre et fier comme l'autre.

LA MEILLEURE FORMULE

Mes chers compatriotes, voulez-vous que je vous dise quelle est, pour les Canadiens français, la première, la meilleure formule de bonne-entente? C'est d'être Canadiens français. Et c'est d'être forts et de se montrer forts. Je ne dis pas fanfarons, arrogants, violents; je dis forts, c'est-à-dire dignes, fiers, forts politiquement, forts économiquement, forts intellectuellement. La condescendance outrée, le bon garçonisme naïf et bête, ne sont qu'autant de noms de la faiblesse qui n'est ni une vertu privée ni une

vertu publique, ni une vertu humaine, ni une vertu chrétienne. Encore moins, pourrait-on l'ériger en système politique. Comme individus et comme peuple, nous avons le devoir de pratiquer la vertu de force qui est une vertu chrétienne. On a coutume de dire que l'Anglais méprise la faiblesse et respecte la force. Ceci est vrai, non seulement de l'Anglais, mais de tout le monde. Partout, dans l'univers où nous vivons, et aujourd'hui nous devrions le savoir plus que jamais, partout la faiblesse est méprisée et impitoyablement foulée aux pieds. Que voulez-vous ? Quand on veut défendre et sauver son droit, il faut au moins avoir l'air d'y tenir. Faire l'agneau devant le loup, c'est peut-être gentil; mais d'ordinaire, c'est lui donner l'envie de vous manger. Que si on veut faire l'agneau à tout prix, il faut au moins donner à entendre que l'agneau a des cornes et qu'il peut se défendre.

IV

De l'autonomie, notre province en a besoin, d'autant qu'elle a d'autres problèmes et fort graves à résoudre. Vous avez un splendide pays: une zone agricole, une zone forestière, une zone minière: de quoi fonder une économie complète, parfaitement équilibrée, de quoi faire une population prospère et heureuse, l'une des plus prospères de la province. J'oserai pourtant vous poser encore quelques questions: dans l'exploitation de la forêt, des mines, de la terre, quelle est votre part ? Quelle part vous revient de la richesse que l'on arrache au sol de l'Abitibi et du Témiscamingue ? Quel rôle y jouez-vous et prétendez-vous y jouer ? Celui de maîtres, d'employeurs, ou celui d'éternels employés et de gagne-petit ? Sur ce grave problème, quelles sont les idées, les aspirations de vos classes dirigeantes ? Vers quel idéal économique et social orientez-vous vos enfants ?

Dans le domaine économique voulez-vous savoir quelle est la grande misère des Canadiens français ? C'est de ne pas s'occuper de leurs affaires. Un ancien chroniqueur de la *Gazette* de Montréal ne nous l'envoyait pas dire il y a quelques mois: « Pendant que vous, Canadiens français, vous faisiez de la politique, nous, Anglais, nous faisons des affaires. » Eh bien, je suis de ceux qui n'acceptent pas la misère actuelle de nos compatriotes. Je ne l'accepte point parce qu'elle est pour nous une menace de mort certaine à plus ou moins brève échéance. L'on ne fait point d'un peuple de miséreux ou d'esclaves, et par cela même atteint jusqu'à la moelle du complexe d'infériorité, l'on ne fait point un peuple capable de volonté et de sacrifices pour sa survivance nationale. A quoi bon léguer tant de misères à ses descendants ?

UNE INIQUITÉ SOCIALE

Je n'accepte point pour les mêmes raisons, un régime économique qui, dans une seule ville comme Montréal, plonge et maintient une population de 200,000 âmes dans l'abjecte dégradation du chômage et du « secours direct », autant dire dans la misère noire. Et je prétends qu'un régime qui empêche la jeunesse de fonder des foyers et qui contraint la famille à n'avoir pas d'enfants ou de mettre au monde des rachitiques ou des candidats à la tuberculose, je prétends qu'un tel régime est une iniquité sociale qui ne devrait pas avoir le droit ni les moyens d'exister. Je n'accepte pas ce régime aussi longtemps qu'une élite d'économistes et de sociologues, hommes de cœur, compétents et libres, réunis autour d'une table et après une enquête consciencieuse, ne seront pas venus nous dire: « Rien à faire. Le mal n'est pas la faute de celui-ci ni de celui-là. Le mal est incurable. La province de Québec est trop pauvre et elle a trop d'enfants; elle est incapable de nourrir sa po-

pulation et de faire un avenir à sa jeunesse. » D'ici là et aussi longtemps qu'on ne me fermera pas la bouche, je persisterai à dire que nous sommes les victimes de l'insouciance et de la cupidité. Et je plaiderai de toutes mes forces, la cause de la jeunesse et des classes miséreuses.

À QUI LA FAUTE ?

Soyons justes pourtant. Et, dans cette misère, n'allons pas oublier notre part de responsabilités. Surtout n'allons pas commettre l'erreur de nous en prendre aux Juifs ou aux Anglais. Si nous sommes refoulés sur le terrain économique et si nous ne sommes maîtres de rien, avons-nous vraiment le droit de nous en prendre aux autres, quand nous constituons les quatre cinquièmes des consommateurs de cette province, que par conséquent nous disposons d'un immense pouvoir d'achat, et qu'à toutes les grandes entreprises nous fournissons la majeure partie de la main-d'œuvre, et que nous n'avons jamais manqué, que je sache, de classes dirigeantes, classes de commerçants et de financiers qui auraient pu et qui auraient dû nous diriger; alors que nous possédons des écoles, des collèges, des universités pour nous former des techniciens de toute sorte; alors que nous sommes les maîtres de l'administration de nos grandes villes, maîtres du parlement et du gouvernement de Québec et que ceux qui nous exploitent ou qui exploitent les richesses de cette province, exploitent en définitive notre patrimoine national ? Demandons-nous plutôt ce que nous, Canadiens français catholiques, nous avons fait d'efficace et de persévérant pour mettre fin à ce régime économique et social ou pour le réformer ? Dans les temps qui ont suivi le krach de 1929, nous avons esquissé quelques gestes de protestation, quelques tentatives de restauration. Nous en avons appelé à l'Encyclique *Quadragesimo*. Nous avons promené, à travers la province, l'idée de

corporatisme. Puis, notre ardeur de réformistes s'est atté-
die; nous avons fini par accepter, comme un état de choses
normal, le chômage des masses urbaines et le « secours di-
rect ». Et pendant qu'avec raison, certes, nous dénonçons
les énormités et les servitudes du communisme en d'autres
pays, nous tolérions que chez nous on volât le droit à son
avenir, à toute une génération de jeunes hommes, et nous
assistions, insouciants et résignés, à la dissolution de la fa-
mille ouvrière et à la dégringolade vertigineuse de la nata-
lité canadienne-française. Comme tant d'autres et comme
les principaux tenants de ce régime anti-social, nous nous
sommes retranchés derrière le sophisme du malaise uni-
versel, sans avoir le courage de nous avouer que le cas d'un
pays jeune, plein de richesses inexploitées, n'est pas celui
d'un vieux pays à demi épuisé et qu'en tout cas le mal
universel ne cessera que le jour où chaque pays, chaque
Etat aura entrepris de mettre de l'ordre chez soi.

ÉDUCATION DÉFAITISTE

Notre responsabilité ne remonte-t-elle pas encore plus
haut ? Depuis combien de temps nos chefs — j'entends
ceux qui, par devoir et mission publique, devraient s'occu-
per de ces problèmes — depuis combien de temps ont-ils
l'air de s'aviser qu'il existe, pour les Canadiens français,
un problème économique autre que celui de l'agriculture ?
Et depuis combien de temps a-t-on l'air de se rendre comp-
te que l'économie générale de la province peut ni tourner
contre nous, ni se faire sans nous, sans mettre en péril no-
tre avenir national ? Et vous, pères et mères de famille ca-
nadiens-français, quel idéal, quelle ambition avez-vous mis
dans la tête de vos enfants ? En ce pays qui est celui de
vos pères et qui devrait d'abord fructifier pour vous et pour
vos fils, en ce pays du Témiscamingue et de l'Abitibi qui a
vu passer jadis, à travers ses forêts et le long de ses rivières,

les plus audacieux des chercheurs de fortune, les plus fiers des hommes d'Amérique, et qui étaient de notre race, avez-vous eu le souci d'élever vos enfants, le regard fixé sur le souvenir de ces grands Français, lesquels, comme tous les hommes, avaient leurs défauts, mais à qui l'on a surtout reproché leur impatience de toute servitude, leur passion excessive de l'indépendance ? De bonne foi, n'avez-vous pas cru qu'il y a deux races, en cette province, une race de *Foremen* et une race de petits salariés, l'une faite pour commander et pour manger le gros pain, l'autre faite pour servir et pour manger le petit pain, quand il y en a ?

Eh bien ! je ne crains pas de le dire, ce sont ces idées, c'est cette éducation défaitiste qui nous a fait le plus de mal et dont il faut nous débarrasser, nous débarrasser au plus vite, comme du vieux froc qu'on accroche quelque part à un clou dans le grenier et qu'on laisse manger par les mites. Rien, mes chers compatriotes, rien dans nos origines, ni dans notre histoire, rien, entendez-vous, ne nous a prédestinés à être une race de portefaix et de gueux, autant dire une race méprisable. Oh, certes, ce n'est pas que je méprise ni qu'il faille mépriser le petit employé, le petit salarié. Le métier de mineur ou de bûcheron est respectable, comme tout travail qui crée de la richesse et qui donne du pain. Mais, dans la forêt et dans la mine, j'estime que les Canadiens français doivent ambitionner d'être autre chose que des bûcherons et des mineurs, et je ne vois pas pourquoi ils ne seraient perpétuellement que les bûcherons et les mineurs des autres. Je demande donc aux parents canadiens-français, je leur fais cette instante prière de mettre dans la tête de leurs enfants, un peu d'ambition, quelques beaux rêves de liberté, la volonté d'être un jour ou l'autre leurs propres maîtres. Ne commettez pas l'erreur qui a été par trop commise dans les vieilles parties de la province et qui a été d'orienter les petits Canadiens français unique-

ment vers le salariat ou le prolétariat. Orientez-les autant que possible vers la terre, vers la terre qui ne fait pas toujours l'homme riche, mais qui fait l'homme libre. Si vos enfants sont obligés de gagner leur vie ailleurs que sur la terre, donnez-leur, chaque fois que vous le pouvez, un métier, un peu d'instruction. Donnez-leur, par-dessus tout, la volonté d'être des gens qui ne peinent pas que pour enrichir les autres, se croyant nés pour le rôle et la vie d'esclaves perpétuels. Sans doute, une telle éducation ne nous donnera pas tout de suite des patrons, des grands chefs d'usine, des millionnaires. Elle nous donnera autre chose que des résignés. Elle nous donnera des travailleurs, des ambitieux, une génération qui aura le front haut, le front au-dessus des yeux. Et ceux-là on ne sait jamais jusqu'où ils peuvent aller.

L'IDÉE COOPÉRATIVE

Si j'osais, j'ajouterais quelques conseils pratiques. Je vous dirais: ne commettez pas, non plus, une autre erreur que nous, des vieilles parties de la province, avons trop longtemps commise. Ne perdez pas, ne laissez pas se disperser votre pouvoir d'achat. Attachez-vous à l'idée coopérative, l'une des idées les plus fécondes que l'on ait mises en circulation en ces derniers temps, la suprême formule d'émancipation pour les peuples faibles ou pauvres. Par la coopérative, coopérative d'achat, coopérative de production, coopérative de consommation, vous ressaisirez, vous garderez pour vous votre puissance de consommateur; et vous relierez la consommation canadienne-française à la production canadienne-française. Complétez cet organisme économique par la caisse populaire qui, elle, vous permettra de garder chez vous et pour vous, à votre service, vos épargnes. Et, de la sorte, vous aurez créé, pour l'amélio-

ration de votre vie et pour celle de vos enfants, une économie presque complète. Quand la formule de la coopérative et de la caisse populaire n'auraient d'autre résultat que de tuer l'individualisme canadien-français; quand elle n'aboutirait qu'à nous révéler, entre l'économique et le social et le national, d'essentielles et vivantes dépendances, qu'à rendre aux Canadiens français le sens ou l'idée de solidarité, la coopérative et la caisse populaire mériteraient d'être accueillies et saluées comme des institutions de salut. Je fais ici appel à vos classes dirigeantes. Je les supplie de se mêler à la vie de la nation. Pourquoi nos Chambres de Commerce se laissent-elles reprocher de n'être que des syndicats d'égoïsmes individuels? Ceux qui sont riches et instruits, n'ont pas le droit de rester indifférents devant les misères des petites gens et devant le désarroi de tout un peuple. Un de nos évêques l'a déjà dit: « C'est une honte de notre catholicisme que nos catholiques enrichis et parvenus aient si peu le sens social et national. » Qu'ils pensent parfois au superbe mouvement d'Antigonish où des professeurs d'université et quelques hommes d'affaires ont tiré de son esclavage une population d'ouvriers et de pêcheurs. Si la charité envers les autres ne les émeut pas, je les supplie d'avoir un peu de charité envers eux-mêmes. Nous ne savons pas ce que demain, le terrible demain nous réserve; nous savons pourtant que, d'ordinaire, quand le petit peuple crie sa misère, c'est en attendant de crier sa colère. Que nos dirigeants dans le commerce et dans la finance pensent à eux-mêmes. Devant les formidables concentrations d'affaires et de capitaux qui se constituent et auxquelles nous sommes presque toujours étrangers, si nos bourgeois n'arrivent point à constituer la concentration de leurs compatriotes, je n'ai pas besoin d'être prophète pour les avertir que, par ce formidable rouleau qui s'en vient, ils seront écrasés aussi facilement qu'une punaise sur le rail.

IV

Problème politique, problème national, problème économique ! Ai-je abordé, Mesdames, Messieurs, le plus grave, le plus urgent de nos problèmes de vie ? Vous sentez, comme moi, ce me semble, qu'il y en a un autre, au centre de tous, et sans lequel aucun de ces problèmes vitaux ne saurait être résolu. Quand nous cherchons, en effet, pourquoi depuis plus de cinquante ans, la fortune a si souvent tourné contre nous, il faut bien nous l'avouer, une espèce d'hommes, une espèce de Canadiens français nous a manqué. Quand il nous aurait fallu une prompte et énergique orientation, la main experte et intrépide ne s'est pas trouvée pour donner les coups de barre sauveurs. Si trop souvent, nous avons marché en zigzags, comme un pauvre peuple qui aurait perdu son chemin, apparemment écrasé par son destin, c'est que nous avons manqué de chefs et qu'on a négligé de nous faire une âme.

LE GRAND PROBLÈME

Alors se dresse, dans sa poignante actualité, le problème de l'éducation. Voici vingt ans et plus, qu'à temps et à contretemps, sans beaucoup de succès, je l'avoue, je ne cesse de dire à nos compatriotes qu'en tous nos projets de réformes économiques, sociales, politiques, nous n'avons oublié que le principal: nous réformer nous-mêmes, réformer le type de Canadiens français qu'une famille trop oublieuse de ses devoirs et qu'une école sans âme ont fait de nous. Et, par école, vous savez ce que je veux dire; j'entends toute maison d'enseignement fréquentée par les jeunes Canadiens français. Je ne suis pas seul à penser de cette façon. Je crois avoir vécu parmi la meilleure et la plus intelligente jeunesse. Plus je l'écoute parler, même dans les milieux d'action catholique, et je dirais même surtout en ces milieux, plus je constate la sévérité de ses jugements

sur l'éducation qu'elle a reçue à l'école, au collège, à l'Université. « Non seulement, me dit-on de partout, l'on ne fait pas de nous des Canadiens français; l'on ne fait pas même des hommes. » Et j'entends encore la rude boutade de ce père de famille, éploré devant ce qu'il appelait la pauvreté morale de ses fils: « Eh quoi, lui disais-je, est-ce qu'on ne leur a pas appris au moins à être Canadiens français? » — Et qui me répondait: « On leur a surtout appris à ne pas l'être. » Je voudrais que tous les contemporains de la tour d'ivoire pussent entendre ce qui se dit dans les salons, dans les cercles, dans les clubs, et pas toujours « par les esprits croches », mais le plus souvent par les meilleurs esprits de chez nous. Que le fait plaise ou ne plaise point, il reste que tous ceux, au Québec, qui pratiquent le dévouement dans les sociétés nationales, tous ceux qui se préoccupent du présent et de l'avenir des Canadiens français, entretiennent les mêmes inquiétudes et partagent, en définitive, les mêmes sentiments. En peut-il être autrement? Quand ces hommes observent la misère trop générale de notre petit peuple, son effroyable dégringolade depuis cinquante ans vers le prolétariat; quand ils constatent, ce qui est pire, la résignation de nos gens à cette vie de serfs miséreux, cette persuasion où l'on paraît établi que notre race, sur cette terre, n'a pas été créée pour un autre lot; quand les mêmes hommes constatent la perte de l'esprit de travail, l'admiration trop générale pour les jouisseurs paresseux, envieux, parce qu'à quarante ans, ces fortunés ont assez d'argent pour passer leur vie à ne rien faire; quand ils observent encore l'impuissance de nos petits marchands, de nos petits entrepreneurs à tenir tête au moindre concurrent, à l'étranger arrivé ici sans le sou; quand ils voient notre jeunesse dépenser en frivolités, en bagatelles insanes, tout son gagne, ne pas mettre un sou de côté pour fonder un foyer, pour se faire un avenir; quand ils voient encore la légèreté de la jeune Canadienne française, dédai-

gneuse de plus en plus des fardeaux de la maternité, travaillant autant que les hommes au suicide de la race; quand ils voient enfin le manque de caractère de trop de nos hommes publics, défendant nos droits sur les hustings, le poing levé, et, rendus au parlement, n'osant plus lever le petit doigt; quand surtout et enfin, ils découvrent le néant de notre esprit national, l'impuissance non seulement du petit peuple, mais de ses dirigeants, à prendre conscience de l'être historique et culturel de leur nationalité, à se fournir, pour la survivance française en Amérique, la moindre raison qui vaille, comment voulez-vous que, devant ce dénûment moral, des hommes de coeur n'en cherchent pas la cause? Et s'ils admettent, en cette misère, la part de la famille et des moeurs publiques, comment leur refuser le droit de s'étonner que l'école, le collège, le couvent, l'université aient si peu remédié à ce malheureux état de choses?

LA RESPONSABILITÉ DE LA FAMILLE

Je sais que les paroles que je prononce en ce moment vont faire de la peine à d'excellents amis. Mais je crois qu'il y a des heures où ceux que l'on invite au ministère de la parole publique doivent prendre courageusement tous les risques de leur responsabilité. En notre désarroi, je ne me cache point la part, la triste part de la famille. Combien de fois des maîtres d'esprit éveillé, de bonnes petites institutrices, religieuses et laïques, qui élèvent les enfants de nos classes bourgeoises, m'ont écrit: « Si vous saviez toutes les peines que nous avons à donner à nos enfants un peu d'éducation nationale, à faire d'eux des petites Canadiennes françaises et des petits Canadiens français. Comme ils se font moquer, traiter d'exaltés, d'esprits chimériques, dans leur propre famille, par leurs grands frères, souvent même par leurs parents. » Hélas, tout cela est vrai. Aussi bien

vous dirai-je que les vrais coupables, ce ne sont pas les maîtres, les instituteurs et les institutrices. Si parmi eux, il se rencontre trop de tièdes et d'indifférents, je puis dire qu'on trouverait partout, à tous les degrés de notre enseignement, des esprits d'élite qui s'acquittent intelligemment de leur devoir. Mais il arrive que ces maîtres et ces maîtresses qui formulent, en définitive, la même plainte que votre humble serviteur, se plaignent d'être trop peu à faire de l'éducation nationale et même de l'éducation tout court. Ils se plaignent surtout de n'être pas assistés, encouragés par en haut, de ne recevoir de là aucune directive. Que dis-je ? J'ai connu un temps où, dans une grande ville, il suffisait aux instituteurs de faire de l'éducation nationale pour devenir suspects devant la commission scolaire. Oui, c'est bien là, c'est en haut qu'est le mal. Vous pouvez, en tout cas, constater chez vous ce phénomène: il n'y a de vraiment contents de l'école que ceux qui sont responsables de l'école. Est-ce qu'en certaines régions officielles l'on ne s'enliserait pas et par trop dans un formalisme routinier, si même l'on ne va pas jusqu'à céder à un souverain indifférentisme pour tout ce qui est national ? Trop de Messieurs croient avoir tout réglé, tout réformé quand une fois ils peuvent brandir, au bout du bras, un programme savamment élaboré et un minutieux horaire. Devrais-je, avec tant d'autres, faire savoir que ce que nous voulons, que ce qu'il faut à nos écoles: moins une réforme de programmes et d'horaires, qu'une réforme morale. C'est l'atmosphère, c'est l'esprit qu'il faut changer. Les Canadiens français ont-ils besoin, comme tous les peuples, d'éducation nationale ? Si oui, sommes-nous trop exigeants lorsque nous demandons que, par apathie, par complexe d'infériorité ou par méfiance contre tout nationalisme, même le plus légitime et le plus nécessaire, on cesse de tenir pour suspecte et superflue l'éducation nationale des petits Canadiens français ? Ce n'est pas tout de crier le 24 juin, drapeaux

au vent, que nous voulons vivre, survivre ! J'invite les autorités scolaires à réfléchir sur ces quelques questions : les Canadiens français resteront-ils Canadiens français, s'ils ne savent ce que c'est qu'être Canadiens français ? Accepteront-ils l'effort, le sacrifice qu'il faut pour le maintien et l'épanouissement de leur culture, s'ils ne savent ce que c'est que cette culture ? Se sentiront-ils l'ambition de rester fidèles aux ancêtres, à leur passé, si des ancêtres et de ce passé, ils ne savent rien ? Auront-ils jamais le courage de défendre leurs droits, s'ils ne sont d'une certaine complexion morale ? Eh bien ! c'est tout cela, ce sont ces convictions, ces forces morales que, pour notre jeunesse, nous demandons à nos écoles. Parce que nous ne voulons pas mourir, mais que nous voulons vivre, et que nous ne vivons pas rien qu'à nous laisser vivre et que, non plus nous ne voulons vivre n'importe comment, mais vivre avec dignité, avec fierté. Et c'est pourquoi nous demandons que l'école qui, dans le passé, nous a gardé la vie, ne soit pas l'école qui demain nous donnera la mort. Nous demandons, nous supplions qu'on nous fasse des catholiques, bien entendu, mais qu'en même temps on nous fasse des hommes et des Canadiens français, pas des ombres de Canadiens français, mais des Canadiens français viables, conscients de leur être historique et culturel, capables d'affronter et de résoudre nos problèmes vitaux, décidés à porter le destin de leur nationalité.

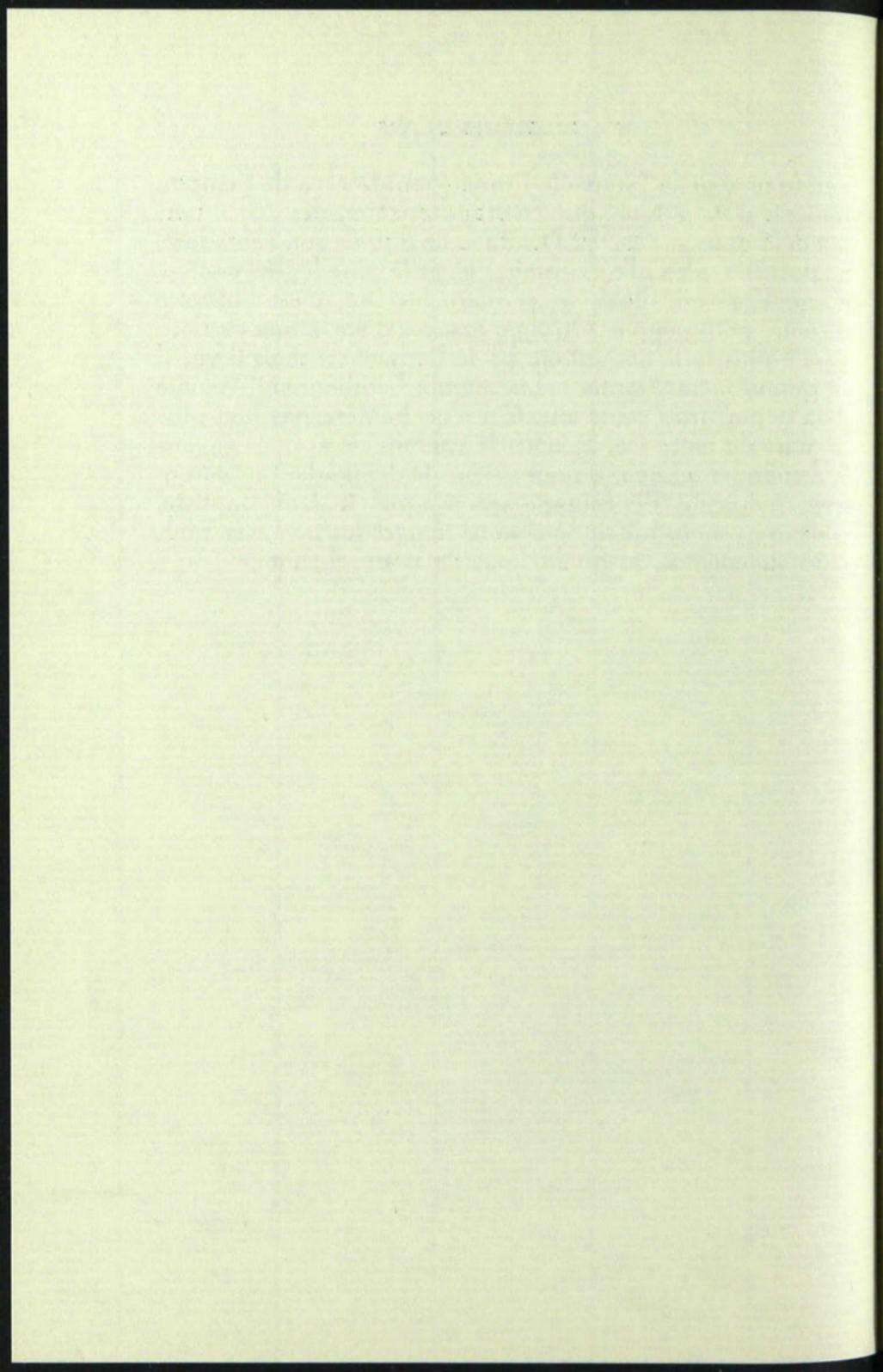
CONCLUSION

Mes chers compatriotes, je souhaiterais vous l'avoir démontré : trois problèmes en particulier, un problème politique, un problème économique, un problème scolaire, sont pour nous des problèmes de vie. Problèmes qui se posent de telle façon, avec une telle urgence que, sans une prompte et convenable solution, force nous est bien d'admettre l'implacable vérité : l'absence d'avenir, en ce pays,

pour les Canadiens français. Prenons garde aux heures qui passent. Il n'est jamais bon, même pour un grand peuple, de perdre son temps. Bien davantage en coûtera-t-il aux petits peuples qui n'auront pas su se servir du temps que Dieu leur avait donné. Ils disparaîtront sans laisser plus de trace que la mouche dévorée par l'araignée. Quoi qu'il arrive, la guerre finie, nous resterons avec nos problèmes probablement aggravés. Et personne, qu'on se le tienne pour dit, ne les résoudra pour nous. Une génération voudra-t-elle se lever, pour ressaisir la volonté des ancêtres de 1760 ? Une génération de grands Canadiens français nous viendra-t-elle enfin qui nous apportera à nous aussi la joie et la fierté d'une renaissance nationale ? Je l'espère ; je l'ai espéré toute ma vie. Car je ne puis m'arrêter à la pensée qu'un jour ou l'autre, par le refus de nous donner assez d'âme, notre Histoire prendra fin par une citation de plus au martyrologe des petites nations.

Je me rappelle cet après-midi d'un dimanche de mai dernier où, seul aux Archives d'Ottawa, je m'arrêtai à contempler le paysage que m'offrait la fenêtre. J'avais devant moi un égal morceau de l'Ontario et du Québec. A gauche un fragment du parc Major ; à droite, la ville de Hull ; au loin, les Laurentides. Entre les deux, le pont interprovincial. Je regardais, non sans mélancolie, la haute partie de la capitale, si fière, la colline parlementaire, où, par notre volonté, nous comptons si peu, pendant que mes yeux se reportaient, à l'autre bout du pont, sur la petite ville québécoise, ville d'humbles travailleurs que ne dominent qu'un ou deux clochers. Mais, à la pointe du parc Major, un homme se dressait, sur son piédestal, de taille presque surhumaine : Champlain, son astrolabe à la main et qui avait l'air de regarder couler à ses pieds l'Outaouais, la Grande Rivière des Français de jadis, des Argonautes de notre race. Et je songeais que Champlain sur l'Outaouais, c'était

tout le rêve de la Nouvelle-France, tout le rêve de l'empire français d'Amérique, que ce grand ancêtre, dès 1613, portait déjà dans sa tête. Et l'Outaouais qui, de son cours lent, majestueux, s'en allait, traînant ici et là, une légère mousse d'écume, je me disais: c'est notre histoire; c'est l'histoire de notre petit peuple. On a pu essayer d'enchaîner ce fleuve; de plus forts que lui ont pu le harnacher; mais il va; il va quand même, tantôt calme, tantôt bouillonnant, comme il va depuis trois cents ans. On n'enchaînera pas non plus le cours de notre vie. Si nous le voulons, et si nous savons le demander à Dieu, si nous savons le demander au patron, à ce prédicant de courage qui s'appelait Jean-Baptiste, nous irons, nous aussi, nous irons malgré les hommes, malgré nous-mêmes, jusqu'au bout de notre chemin.



NOTRE MISSION FRANÇAISE *

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Le 24 juin 1940, le premier ministre du Canada, M. King, adressait aux Canadiens français le message que voici: « En ce jour de fête, anniversaire du saint patron du Canada français, je veux adresser un message à mes compatriotes canadiens-français. L'agonie de la France a porté les horreurs de la guerre jusque dans nos cœurs et jusque sur nos rives. Le sort tragique de la France lègue au Canada français le devoir de porter haut les traditions de culture et de civilisation françaises et son amour brûlant de la liberté. Cette nouvelle responsabilité, j'en suis sûr, vous l'accepterez avec fierté. »

En ces paroles faisons la part, si l'on veut, de l'intérêt politique ou autre. Il reste qu'avec une vigueur à laquelle ne nous ont pas habitués nos propres dirigeants, un chef

* Conférence prononcée à la salle académique du Gesù, à Montréal, le dimanche 9 novembre 1941. M. Victor Barbeau présidait.

anglophone de ce pays nous aura rappelé le sens vital de notre Histoire, la ligne de notre destinée ou de notre mission naturelle. De l'aveu de M. King, il appert — ce que n'admettent pas toujours les nôtres ni bien d'autres — qu'il y a des Canadiens français en ce pays, que ces Canadiens français ont une mission et que cette mission est française. Ajouterai-je que, parmi des consignes qui rendent un autre son, ce rappel vient tellement à son heure qu'il prend une sorte d'opportunité providentielle ?

I

Mission française ! Beau mot, lourd d'exigences et de grandeur. Au juste que vient-il nous signifier ? De soi, ce mot « mission » évoque une idée de puissance, l'acte d'un être fort, d'une âme pleine à déborder. Il évoque une volonté d'altruisme, de charité, l'acte d'un être d'amour et de clarté qui sort de ses frontières pour un rayonnement spirituel. Lorsque nous parlons, comme ce soir, de la mission culturelle d'une communauté humaine, que voulons-nous dire exactement ? Quelle est la nature de la haute tâche ? A quelles conditions s'en peut-on acquitter ? Qui, dans la nation, en porte la responsabilité ? Quels obstacles seraient à vaincre ?

QU'EST-CE QU'UNE MISSION CULTURELLE ?

Notre mission culturelle consisterait, nous dit-on, à porter haut les traditions de culture et de civilisation de la France. Il s'agit donc, en tout premier lieu, d'une mission de fidélité au génie français, mais d'une fidélité vivante évidemment, puisque nous avons affaire à un fils de la France, mais à un peuple autonome, qui exprimerait les vertus du génie français dans les formes originales de sa vie. Devrai-je vous définir, pour autant, notre culture de

demain, le butin spirituel dont elle sera chargée, les œuvres d'art, les formes nouvelles de civilisation qu'elle projettera dans le patrimoine commun ? Définition d'un caractère trop subtil, trop pleine d'imprévisible pour que j'ose m'y risquer. Le génie d'un peuple n'est pas quelque chose de statique, de figé, d'achevé. C'est quelque chose d'essentiellement dynamique, en puissance indéfinie de s'enrichir ou de se modifier. Voyez l'écrivain devant son encrier et la page blanche; le peintre devant ses palettes et son chevalet. De l'œuvre qu'ils méditent, l'un et l'autre possèdent bien une forme idéale. Lequel des deux osera vous dire sous quelles formes précises l'œuvre se viendra poser sur le papier ou sur la toile ? L'expérience leur a appris que ce qu'ils produiront aujourd'hui ne sera pas tout à fait ce qu'ils eussent produit hier, ni ce qu'ils produiraient demain, tellement, dans l'esprit de l'homme, se bousculent, capricieux et changeants, les jeux des pensées et des images, pyrotechnie dont les magiques phosphorescences étonnent parfois l'artiste lui-même. A plus forte raison, qui peut se flatter de saisir, en ses créations et en ses virtualités presque infinies, l'œuvre culturelle ou artistique de tout un peuple ? Une définition ne peut être tentée qu'à la condition de se résigner aux formes caractéristiques, aux traits les plus généraux.

Avant toute chose, rappelons-nous qu'à son point de départ, la culture est quelque chose du dedans de l'homme, une projection de sa vie intérieure. On sait le mot de la fin de *Civilisation*, ce livre amer et douloureux de Georges Duhamel: « La civilisation..., si elle n'est pas dans le cœur de l'homme, eh bien ! elle n'est nulle part. » Mauriac dira, à propos des Guérin: « Des siècles de perfectionnement sont nécessaires pour qu'une famille française, à un moment de son obscure histoire, se pare tout à coup à sa cime de deux fleurs fragiles et admirables: Eugénie et

Maurice. » L'aptitude à la culture supposerait donc, dans la vie d'une nation, un long affinement, de lentes et progressives ascensions, une certaine altitude spirituelle. Pourquoi ne pas préciser tout de suite que la culture, c'est le fond spirituel d'une nation, porté, si l'on veut, à un certain point d'excellence. A proprement parler, c'est l'essence même de la nation. C'est son plus haut signe de vie, et tout simplement son signe de vie. Autant nous mettre en face de la grave vérité: où il n'y aurait point de culture: où par suite il y aurait impuissance à assumer une mission culturelle, il n'y aurait point de nation. Qui donc a dit: « Une nation, c'est une vocation » ? Vivre, pour une collectivité humaine, c'est bien autre chose que vivre physiquement. Nulle part l'on ne tient un peuple pour vivant, ou prenant rang parmi les nations, s'il n'incarne un type humain, une civilisation particulière. Dans son *Petit discours à nos amis britanniques*, Georges Duhamel passe en revue les raisons qui peuvent inciter les Anglais à l'étude de la langue et des lettres françaises. Des raisons de commerce ? Non. Votre langue « est parlée... par tous les hommes de toutes les races dès qu'ils ont envie d'échanger un morceau de pain contre un morceau de charbon, une pomme contre un journal ou un diamant contre une locomotive ». Des raisons de voyage ? Non plus. « C'est encore en parlant anglais que l'on a le plus de chances d'obtenir une cabine confortable sur un paquebot, de trouver son chemin dans une gare... ou même de se faire servir, dans quelque restaurant lointain, tel bon plat à la française. » Pour avoir accès aux grandes œuvres littéraires de la France ? Oui, sans doute, mais pour quelque chose d'autre d'abord, et « c'est, conclut Duhamel, que vous êtes justement curieux de l'homme: c'est que vous souhaitez d'élargir votre sentiment de l'univers en apprenant, avec notre langue, une façon, non plus étrangère, mais autre, mais différente et bientôt fraternelle quand même, de juger, de raisonner, de compren-

dre, de sentir, d'aimer, de souffrir, en un mot de vivre, c'est que vous êtes guidés non par les seules raisons de la vie matérielle, mais par un profond amour d'une réalité humaine plus grande que l'individu, plus grande que tel ou tel peuple, par l'amour de la civilisation véritable. »

Propos à bien scruter. Ce que l'on demande aux peuples, même les plus grands, c'est d'exprimer, de figurer devant le monde, des formes de pensée et de vie originales, une humanité distincte, et c'est par quoi un peuple accède à la civilisation. Mesdames, Messieurs, dans cinquante ans, dans cent ans, une race humaine habitera encore la terre que nous foulons. Ces hommes, on peut même le présumer, seront, par le sang, les fils de ceux qui, aujourd'hui, tiennent la place. Pourtant si cette race d'hommes a changé d'âme, trouvant la sienne trop lourde à porter; si plus rien ne la distingue de son entourage que la tragédie de son abdication, cette race d'hommes pourra compter pour dix à quinze millions d'âmes; elle pourra former un État politique puissant, regorger de richesses matérielles; elle n'empêchera point que ce pays n'ait la mélancolie d'un tombeau. Nous serons des Anglais, des Américains, que sais-je ?, mais nous ne serons plus des Canadiens français; nous n'aurons plus de vie à nous, de culture à nous, d'âme à nous, de destin à nous. Une splendeur culturelle, une forme originale d'humanité seront perdues et mortes à jamais. Que les arrivistes ou les esprits légers tiennent ce dénouement pour peu de chose; que, mourir de cette façon leur soit égal, pourvu que leur reste la graisse de ce monde, c'est leur affaire et c'est de leur niveau. Mais aussi longtemps que la hiérarchie des valeurs se fixera ici-bas selon les critères spirituels, les peuples qui pensent ainsi appartiendront à l'espèce inférieure. Et l'élite qui aura conduit ces peuples à de si basses façons de penser — car les peuples ne vont pas là d'eux-mêmes — cette élite d'intellectuels, de

bourgeois ou de politiciens entrera dans l'histoire, mais avec les balayures.

NOTRE MISSION SERA FRANÇAISE

Poursuivons notre analyse. Projection ou rayonnement de notre personnalité nationale, il est assez clair, ce me semble, que notre culture — et notre mission, s'il nous plaît d'en avoir une — sera française, résolument française. Que voulez-vous ? Nous sommes de lignée française. La chose peut ne pas plaire à quelques-uns. Nous n'y pouvons rien. Notre histoire et notre culture prennent leurs racines dans une histoire et une civilisation vieilles de quinze siècles. Nous sommes nés de la France; pendant cent cinquante ans nous avons été sujets de la France; nous avons vécu et grandi de sa substance spirituelle, de son humanisme. Depuis cent quatre-vingts ans, en dépit des pressions de l'extérieur et en dépit des trahisons intérieures de nos classes aristocratiques et bourgeoises, nous nous acharnons à rester de l'essence française. Nous ne pouvons être que ce que nous sommes.

Arrachons-nous, par conséquent, de l'esprit cette chimère ou ce chiendent fatal que nous pourrions être un peuple mi-anglais, mi-français, et qu'il nous serait encore loisible d'exister comme nation et de nous acquitter d'une mission de culture. Renonçons également à cette autre utopie qu'en littérature, par exemple, nous pourrions aussi bien jouer sur un clavier que sur l'autre, *faire* anglais aussi bien que *français*, sans rien d'un caractère dominant, d'un génie spécifique. L'art ni la culture ne peuvent être cette projection diffuse. Ils requièrent un état de vigueur, de plénitude; ils exigent en conséquence l'unité de la personnalité. Comme il est pénible d'avoir à tant rappeler qu'il n'y a pas de nations hybrides. Dans l'ordre moral, il y a des hommes et il y a des peuples à double face; il n'y a pas de

culture, il n'y a pas de civilisation à double face. Il y a et il y a eu des styles composites, des cultures, des civilisations composites, mais à l'état de transition ou de fusion où l'unité s'est refaite au profit de l'élément le plus vigoureux. Nous ne pouvons être 50 pour cent Français et 50 pour cent Anglais; ni même 70 à 80 pour cent Français et 30 ou 20 pour cent Anglais. Nous ne pouvons être que des Français cent pour cent, parlant, si l'on veut, ou plutôt maîtrisant une langue seconde, mais la parlant comme des Français, avec un esprit de Français. Nos réalistes du bilinguisme intégral se scandaliseront peut-être de notre accent. Mieux vaut, pour un Canadien français, commettre contre l'anglais des péchés d'accent que de commettre contre le français des péchés de vocabulaire ou de grammaire. Mieux vaut parler l'anglais comme un Français, que de parler le français comme un Iroquois. L'on aura beau nous vanter nos bilingues parfaits. L'expérience démontre, chez nous, qu'à part quelques exceptions, le bilingue parfait est d'ordinaire un monsieur qui ne sait pas son français. « Une nation, c'est une langue », disait Joseph de Maistre. Sur ce point, hélas ! toujours controversé, un homme, M. Etienne Gilson, à qui l'on ne prêterait pas de préjugés anti-anglais, nous a exprimé, il y a une couple d'années, la vérité de sens commun: « En pensant à ces exigences du français pris comme langue de haute culture, je disais récemment qu'on peut et doit apprendre bien des langues, mais qu'on ne peut en avoir qu'une. Permettez-moi d'ajouter ici qu'à moins d'en avoir une, on n'en apprendra jamais bien aucune autre... On rencontre assez souvent d'aimables personnes qui peuvent dire toutes les sottises du monde en deux ou trois langues différentes, mais un sot n'en est pas moins sot pour être polyglotte, il n'en est que plus redoutable. Chacun de nous n'a qu'une pensée; c'est pourquoi chacun de nous n'a qu'une langue, ce français qu'il ne cesse pas de parler même quand c'est en anglais qu'il s'exprime et

qu'il ne peut pas ne pas écrire même si c'est en anglais qu'il écrit. »

« L'exquis anglais de M. le chanoine Dimnet est un délice, mais c'est d'un bout à l'autre un délice de France. Le style anglais de Joseph Conrad est une merveille; pourtant, comme disait un de ses critiques d'outre-Manche, on voit que Conrad n'a pas joué avec l'anglais quand il était tout petit. L'alsacien René Schickelé, dont la mère n'a jamais su l'allemand, est un des plus grands prosateurs de langue allemande; pourtant, disait Thomas Mann, sa langue « est toujours comme un épithalame qui unirait la France à l'Allemagne ». Son dernier roman, *Le Retour*, n'est pas seulement un retour à la France, c'est un retour à la seule langue qu'ait jamais eue ce maître dans l'art d'en écrire une autre ! *Le Retour* est écrit en français... »

ELLE SERA CANADIENNE-FRANÇAISE

Française, notre culture le sera pourtant avec une couleur, une originalité définies. Quoi que nous fassions, nous ne pouvons être par l'esprit des Français de France, ni le Canada français ne peut être par la culture, une province de France, pas plus que la Belgique wallonne ou la Suisse romande. Encore moins. Nous avons subi et nous allons subir indéfiniment toutes les influences, tous les déterminismes qui enfoncent dans les chairs vives et jusque dans l'âme, une empreinte, un sceau à part: influences géographiques, historiques, sociales, politiques. Au nom de quoi et par quel miracle resterions-nous inchangés ? Ce qui nous reste et ce que nous ne pouvons arracher de notre âme, c'est, je vous l'ai dit, l'essence française. Puisée aux sources de France, notre culture sera un humanisme chargé de tout le butin des meilleures civilisations, repris, assimilé par le peuple d'Europe reconnu comme le peuple le plus accueillant aux idées des autres, mais aussi comme le peu-

ple des idées claires, de la langue claire par excellence, et dont les péchés furent surtout des péchés d'intelligence. Ce sera un humanisme traversé et purifié par l'esprit chrétien, comme la lumière traverse et colore le cristal. D'autre part, notre culture sera de nous et elle sera nous: elle sera canadienne-française ou elle ne sera pas. Exigez-vous davantage? Me demandez-vous, de nouveau, comme tout à l'heure: — « Mais enfin, quel sera le visage de notre civilisation? Quelles en seront les œuvres? » — Je vous réponds: l'important n'est pas de s'en inquiéter. L'important, c'est d'être nous-mêmes; c'est de rester Français, Français d'Amérique, Français du Canada, Français originaux, c'est entendu; mais Français sans repentance et sans hypocrisie, Français non pas effrontés, mais Français entêtés. L'important, c'est de nous arracher à notre gangue, de ne pas rejeter les lois profondes et essentielles de l'esprit. Et alors une chose est sûre: une civilisation jaillira de nous. Quelles en seront les œuvres? En quelles formes précises s'exprimeront la pensée et la sensibilité canadiennes-françaises? Quand naîtra l'œuvre de génie? Après combien d'épures? Une chose encore est certaine: toutes les formes artistiques, tous les signes extérieurs par lesquels se traduisent une culture ou une civilisation: littérature, architecture, musique, peinture, sculpture, langage, enseignement, mœurs, traditions, mobilier, costume, tout cela sera à l'empreinte de l'espèce d'hommes que nous serons restés, tout cela brillera des qualités de fond du génie culturel. Tout cela par conséquent, quoique éminemment original, portera la marque d'un style authentiquement français et aura grand air. Quant au chef-d'œuvre impatientement souhaité, nous aurons conquis le droit de l'attendre. Et il viendra. Il ne nous manquera plus que le don d'un grand esprit, d'un grand artiste, don privilégié que la Providence ne prodigue pas à foison, même aux vieilles et grandes nations; et, l'un de ces jours, un jour fortuné, sans qu'il ait

été nécessaire, comme dirait Mounier, de « cracher » notre âme, ni « de prendre la fausse voix du renégat », la joie, l'orgueil nous seront donnés, joie plus enivrante, j'imagine, pour un petit peuple que pour tout autre, de saluer une forme d'art, pure et géniale, une image impérissable de nous-mêmes.

LA MISSION, FRUIT D'UNE SYNTHÈSE VITALE

Que l'astre tarde à paraître, pourquoi nous étonner ? Sommes-nous tellement prêts que nous ayons le droit de trouver la Providence en retard ? Le chef-d'œuvre ou plutôt le point de culture qui en rend l'éclosion possible exige un état de maturité, une conscience de nation adulte. Une civilisation, cette efflorescence merveilleuse, ne jaillit pas au hasard, par des cultures artificielles, à force de volonté et de technique, par ce que les jardiniers appellent le forçage. Est-ce autre chose que l'épanouissement d'une vie totale, organique, le fruit d'une synthèse vitale ? Le simple progrès de l'esprit se situe à une place bien définie sur le plan civilisation. Il a par en haut ses appuis moraux ; par en bas, ses soutiens matériels. En d'autres termes, une floraison intellectuelle de haute tonalité ne se conçoit pas indépendamment des autres formes de vie nationale : et, par exemple, un progrès de l'esprit obtenu en dépit du désordre politique ou social ou malgré la misère matérielle. Les petits écoliers n'ignorent point ce fait d'histoire que l'apogée des grandes civilisations a toujours coïncidé avec l'existence d'un pouvoir politique fort, auteur lui-même ou bénéficiaire de favorables conditions économiques et sociales. N'exigeons ni l'exception, ni le miracle. La mission culturelle ne va point sans d'expresses conditions de force, de virilité, de pleine et joyeuse indépendance d'esprit. Créer une civilisation, c'est, pour une nation, le suprême accomplissement.

Dirai-je que les petites nations, moins que toute autre, la nôtre tout spécialement, ne sauraient se passer de cette vigueur interne ? Chacun sait où nous vivons. On aura beau nous la prêter, cette étroite prétention n'est pas la nôtre de vivre en solitude, enfermé dans une clôture monacale. Loin de prétendre échapper à l'influence anglaise ou américaine, nous avons bien plutôt le ferme dessein d'en tirer parti. Une culture intellectuelle doit être de plein air, sous peine de s'étioler. Elle ne doit craindre ni le soleil, ni le vent, ni même la tempête, mais se nourrir et se fortifier de toute l'ambiance atmosphérique. Opération quotidienne, propre à tous les peuples de vigoureuse personnalité, à toutes les nations racées qui, loin de craindre l'étranger, lui empruntent volontiers pour s'enrichir. Ainsi fait souverainement la France qui, selon un mot de Valéry, unit au « plus intense pouvoir émissif » « le plus intense pouvoir absorbant ». Ainsi fait le Japon, — dont il faut nous hâter de dire du bien, avant de n'en pouvoir dire que du mal —, pays qui, en nos temps, aura réussi les plus audacieuses assimilations; pays d'éblouissante jeunesse qui n'a pourtant rien sacrifié de son âme antique. « Le Japon, écrit l'un de ses fils, Okamura Kamuzo, a le devoir de rester fidèle à lui-même, malgré la couleur nouvelle que la vie d'une nation moderne l'oblige à prendre. » Malheur aux petites nations qui n'auront pas compris cette loi de la vie. Pour n'être pas absorbés ou écrasés par le progrès anglais ou américain, ni les recettes, ni les mises en garde, ni même les garde-fous ne serviront à grand'chose. Notre seule ressource, notre seul et efficace moyen de défense sera d'avoir une âme, une personnalité et de les avoir fortement. Les forts seuls peuvent joindre à l'art de choisir dans les emprunts de l'étranger, la puissance de les fondre avec leur substance et de donner à ces emprunts comme des lettres de naturalité. Notre logement sera construit avec les matériaux, « à l'aide des procédés et des instruments que fournit

le milieu », fait observer M. Montpetit. « Notre vêtement viendra de Londres ou de New-York; notre ameublement, des mêmes lieux souvent. Cependant, il nous restera une façon de bâtir qui soit de notre esprit et de notre goût. Dans le vêtement et dans le mobilier, il y aura un choix, un arrangement, une disposition des choses qui attesteront une indépendance. » Indépendance que rien ne nous empêche de transporter en de plus hauts domaines. « Il n'y a pas de vérité philosophique française, écrit M. Gilson, mais il y a une manière française de concevoir cette vérité et de la dire. » De même pourrait-on affirmer qu'il n'y a pas de science française, mais qu'il y a une manière française d'ordonner ses recherches et de les exposer.

Epreuve de force, triomphe d'esprit qui exige de nous, vous semble-t-il, un achèvement de conscience nationale, un exhaussement de notre âme française. Où les prendre, à qui les demander ? A nous-mêmes, à nos propres choix, à nos propres déterminations, aux poussées intérieures d'un passé que toutes nos somnolences n'arrivent pas à refouler. Mais pourquoi pas d'abord à notre catholicisme ? Regardons en nous et autour de nous. Notre foi constitue notre plus forte part d'originalité. Rien ne nous manque, au Canada et en Amérique, rien ne nous distingue, — et dans tous les sens du mot, — autant que notre catholicisme. Ceux qui ne nous aiment pas en ce pays, ne nous aiment pas surtout parce que nous sommes catholiques. Si nous n'étions pas catholiques, ils nous pardonneraient d'être français. Nous cherchons un principe qui, dans le corps de la nation, développe l'équilibre de la santé, exhausse l'élan vital. Nous savons les merveilles de rédemption qu'à l'intérieur de l'homme le catholicisme dûment vécu peut accomplir; nous savons comme il purifie et rectifie toutes les sources d'actions, comme il les exalte dans une vie supérieure. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la vie

d'une communauté populaire ? Aujourd'hui, face au cataclysme, les moins pieux des hommes d'État nous promettent un monde reconstruit selon les lois de l'Évangile du Christ. Fils authentiques du catholicisme, serions-nous incapables de croire, autant que ces hommes, autant que Renan, que le Christ « reste pour l'humanité un principe inépuisable de renaissances morales » ? Petit peuple, l'un des plus petits des Amériques, chargés pourtant d'une mission qui ferait plier un géant, attachons-nous à notre foi, non par simple pragmatisme, comme feraient des sociologues ou des historiens agnostiques, n'y voyant qu'une force sociale, une tradition nationale entre bien d'autres, d'une essence supérieure tout au plus, mais trop emmêlée à notre vie pour l'en arracher sans grave dérangement intérieur ; attachons-nous à notre catholicisme pour ce qu'il est, pour sa transcendance, comme à la loi intérieure des meilleures civilisations, comme au levain par quoi les petits peuples deviennent grands. Consacrons-nous au Christ, autant, à tout le moins, qu'à la Démocratie.

II

LES RESPONSABLES DE LA MISSION

Notre mission française, qui regarde-t-elle ? Qui en est investi plus spécialement ? Question, ce me semble, qui paraît un peu superflue. Serait-ce la tâche d'une petite élite de raffinés, élite artistique et littéraire, comme il s'en rencontre même chez les peuples qui glissent vers la décadence, sorte de Vestales intellectuelles montant la garde autour d'un flambeau anémique et délaissé ? Mission bien artificielle que celle-là, qui serait démentie par l'attitude du reste de la nation. Mission bien éphémère, ces sortes

d'élites, si brillantes soient-elles, n'ayant que l'éclat fugitif d'un crépuscule. La mission culturelle éveille de soi l'idée d'une œuvre collective et d'une tâche permanente. Au surplus les véritables élites ont-elles l'habitude de pousser ailleurs qu'en robuste terroir, fleur exubérante d'un pays et d'un Etat bien portants ? La mission culturelle n'est pas l'affaire d'un groupe, d'une caste ; c'est proprement la mission d'un peuple, acceptée, accomplie par un peuple. C'est même la mission d'un pays, puisque c'est au visage de son pays, animé, humanisé par lui, c'est au revêtement de civilisation dont il le pare, qu'un peuple affirme, en grande partie, le travail et la qualité de son esprit. Sa terre, c'est comme le grand livre où un peuple se décrit et se raconte. Que, par toute sa vie et par tout son pays, notre peuple en arrive à crier son âme française, sa pensée française, sa volonté française, serait-il si loin d'accomplir sa mission de culture ? Une civilisation n'est pas uniquement dans ses arts et sa littérature, autrement dit dans les manifestations intellectuelles d'une élite. Elle est tout autant dans les actes quotidiens, dans les sentiments des petites gens, chaque fois qu'ils y mettent un reflet humain. Il y a des mœurs et des actions paysannes, des soucis d'ouvriers, des dévouements maternels qui annoncent et qui promulguent la plus haute humanité. Un laboureur qui s'applique à faire un beau guéret : un artisan qui bâtit sa maison, charpente un meuble domestique avec un souci d'art naïf, contribuent à la culture de leur pays. Un obscur avironneur de Louis Jolliet, tel autre de Cavelier de la Salle, qui, avec joie, regarde s'élargir l'empire français devant le canot épique : un *Menaud*, *maître-draveur*, qui, en son cœur de bûcheron, s'insurge contre le sort fait aux siens : un Samuel Chapdelaine qui aime d'amour la terre neuve et qui, pas plus que Menaud, n'est simple fiction, tous ces humbles entrent de plain-pied dans la grandeur morale et appartiennent aux grands civilisés.

LE PEUPLE ET LA MISSION CULTURELLE

Sans doute quelques formes du grand art peuvent échapper au populaire. Mauriac dira, par exemple, à propos de Racine, qu'on chercherait en vain l'œuvre complète du poète dans les logis de l'ouvrier ou dans les chaumières du paysan de France. Le même Mauriac n'en constate pas moins que si l'ouvrier ou le paysan français ne lisent pas Racine, ils le voient jouer avec plaisir. Et l'on a lu comme le même petit peuple de France acclamait récemment à Lyon la *Jeanne d'Arc au bûcher* de Paul Claudel. Car il y a beau temps, écrit encore Mauriac, que le peuple « a son théâtre qui est le mien, le vôtre, le théâtre français, la comédie française, la tragédie éternelle... » Notre peuple n'est pas plus dépourvu que tout autre. L'éveiller, l'associer à l'accomplissement de la mission culturelle, aux grandes vibrations nationales, ne serait pas plus difficile qu'il ne le fut jadis de l'associer à la construction et à la défense de la Nouvelle-France, et qu'il ne le fut, pendant cinquante ans, de le grouper unanime derrière les chefs qui l'appelaient à la conquête de ses libertés politiques. Que tous ceux, chez nous, maîtres, chefs, qui détiennent le gouvernement de l'intelligence, aient soin seulement de maintenir le peuple dans la ligne de ses ascendances, de son histoire, de son esprit. Et, à ce propos, ses chefs politiques — oui, ceux-là mêmes, car je crois à la conversion des hommes politiques, parce que je crois au miracle — ses chefs politiques ne pourraient-ils de temps en temps laisser leurs variations oratoires sur les gloires du parti, du grand parti, des grands chefs, des grandes victoires, et oser parler au peuple de sa mission, de son destin français, et le faire avec autant de conviction à tout le moins que le roi, la reine, le comte Athlone et M. Mackenzie King ?

Eveiller le peuple au sentiment de sa mission, le rattacher à la ligne de son histoire, celui qui vous parle a trop

de fois abordé des auditoires populaires pour douter de la possibilité de la tâche. Je n'oublierai jamais cette distribution de prix de fin d'année scolaire, dans une petite salle de campagne. Le curé m'invita à dire un mot, puisque c'était un soir de Saint-Jean-Baptiste. Une carte de l'Amérique du Nord était là, appendue au tableau noir. Avec des mots que pussent comprendre ces campagnards, j'entrepris de leur raconter les hauts faits et gestes de ces avironneurs, de ces voyageurs, de ces durs à cuire, de ces entêtés idéalistes, qui menèrent, avec un entrain endiablé, ce que nous appelons, en histoire, la construction de l'empire français dans le Nouveau Monde. Je leur rappelai qu'il y eut une époque où les Français, leurs pères, prétendaient bien que c'était à eux l'Amérique, toute l'Amérique, et à personne d'autre. Je campai devant leurs yeux quelques-uns de ces gars éblouissants, marcheurs aux bottes de sept lieues, gonfleurs de biceps et effroyables consommateurs d'avirons, qui partaient pour la conquête d'un empire avec un canot, un fusil, un sac, un tout petit sac de nourriture, mais du cœur et de l'ambition à faire chavirer le canot. Puis, sur la carte, je leur montrai comment, avironnant, ferrailant, enjambant, chantant, s'arc-boutant d'un point à l'autre, une poignée de Français avait réussi à mettre, sous le signe du fleurdelisé, une tranche énorme du continent, une tranche où noyer dix fois la France. Et je vois encore ces têtes dressées vers le tableau, ces yeux où luisait je ne sais quel réveil d'orgueil. A la sortie, un vieil habitant me jeta ces mots émus: « C'était du ben grand monde, ces Français-là. A côté d'eux autres on est ben petit. Mais, ça fait rien, ça nous brasse quand même ! »

Aussi que de fois, puisqu'il est entendu qu'en Amérique, c'est nous qui pouvons tirer de notre histoire les plus beaux films et que telle chose existe que l'éducation populaire; et puisque l'on émeut et que l'on ébranle un peuple,

non par des abstractions, mais par des images, de grandes images et même par des mythes héroïques, que de fois, dis-je, ai-je rêvé de mécènes ou de gouvernants qui, comprenant la chance appréciable, pour un pays, de posséder des hommes comme le Père Gustave Lamarche, l'abbé Albert Tessier, ces merveilleux créateurs de drames spectaculaires, — l'auteur de *Jonathas*, l'auteur des *Poèmes de la terre et de l'eau* — leur diraient: « Vous allez travailler pour notre peuple; vous allez lui préparer des films éveilleurs, d'émouvants spectacles. Nous voulons que lui soient révélées les magnificences de sa foi, les splendeurs de sa culture et de son passé ! »

L'ÉLITE ET LA MISSION

La mission culturelle, avons-nous dit, n'est pas l'affaire exclusive de l'élite. Encore y tient-elle un rôle, et un rôle éminent. C'est par l'élite de ses intellectuels, écrivains, penseurs, philosophes, artistes, qu'une nation projette dans la vie les monuments les plus remarquables, les plus imposants de sa civilisation; c'est par la même élite qu'elle crée l'atmosphère spirituelle d'un pays, situe, à son point d'altitude, la pensée nationale. Au milieu d'un petit peuple de vocation hésitante comme le nôtre, oserai-je dire que le premier devoir de nos intellectuels pourrait bien être de croire à leur mission d'intellectuels ? En fin de compte, ce n'est tout de même pas au peuple de garder sa foi, envers et contre tous, à notre mission française. A notre élite de nous fournir ce que j'appellerais nos deux convictions de base: conviction sur la valeur toujours actuelle de la culture française, conviction sur la valeur de notre réalité historique. Je ne parle pas inutilement de convictions de base. Si, dans l'Amérique de 1941, la culture française n'est plus qu'un brillant anachronisme, une exquise élégance d'esprit, mais impropre à façonner la sorte d'intelligences qu'exigent

les dures batailles d'un siècle de fer, les partisans d'une éducation réaliste et pragmatiste ont raison: il n'y a pas de place sur le continent pour un peuple français. Si la réalité historique dont nous sommes issus n'a réussi à faire de nous qu'une ébauche, une scorie de peuple; si notre passé, si beau que nous l'ayons cru, n'est qu'un mirage pour historiens romantiques; s'il n'y a pas là ce dépôt de traditions et de réserves morales où puisse s'appuyer l'élan d'un peuple moderne, les défaitistes ont raison: le plus tôt nous tournerons le dos à ce passé et changerons d'âme, le mieux ce sera pour nous-mêmes et pour notre pays. Je ne ferai pas l'injure à notre élite de la croire impuissante à démontrer la modernité de la culture de France. Impuissante, le serait-elle davantage à faire voir la valeur de notre entité historique? Que par une attitude d'esprit dont elle n'est pas entièrement responsable, elle se garde de trop mépriser le peuple dont elle est sortie, petit peuple qui, par ses racines, plonge tout de même dans le vieux passé de la France, et qui, en Amérique et jusqu'en 1760, quoi qu'on dise, s'est enrichi d'un reflet de jeunesse magnanime. Qu'elle ne le croie pas non plus si dégénéré, depuis la conquête. Quand on fait le compte des forces hostiles qui se sont conjurées contre eux, un très haut signe de vie, pour les Canadiens français, et l'on peut même dire un signe extraordinaire de vie, c'est d'avoir duré et même de n'avoir pas réussi à se tuer. Les tentations, les invites ne leur ont pas manqué dans le passé et elles ne leur manquent pas aujourd'hui de livrer leur âme au plus fort. Je ne sache pas que les Canadiens français, en leur ensemble, que vous, jeunesse surtout, soyez disposée à accepter les trente deniers. Que notre élite ne croie pas davantage le petit peuple inapte ou réfractaire à la culture. N'est-ce pas un grand artiste comme le Père Couturier qui relève dans nos écoles d'arts et de métiers ce qu'il appelle les « dons obstinés » des Canadiens français? Pendant cent ans après la con-

quête, je l'ai rappelé ailleurs, laissés à nous-mêmes, vivant de notre fonds, c'est-à-dire de notre pauvreté, nous avons continué à créer français et à créer de la beauté française. Lisez l'ouvrage de Gérard Morisset: *Coup d'œil sur les arts en Nouvelle-France*; lisez les études de Marius Barbeau, de MM. Traquair et Nelson. De l'originalité, de la puissance créatrice, il nous en restait même assez pour conserver et faire évoluer, dans l'architecture et la sculpture, la tradition française de la Renaissance, laquelle en France s'était éteinte. M. Marius Barbeau a pu écrire: « La tradition française fit plus que se conserver chez nous, après la Conquête; elle s'élargit, s'individualisa et s'imprégna du pays où elle avait plongé ses racines. »

Nous avons cédé, rétrogradé, j'en conviens. Un motif, entre quelques autres, devrait incliner notre élite intellectuelle et nos classes bourgeoises à l'indulgence. On parle de la déchéance de l'esprit français, parfois même de l'abâtissement populaire. Mais le culte de la laideur, ou simplement l'affaïssement de l'esprit français, nos historiens et nos critiques d'art ne les retracent-ils que dans les humbles couches de notre population ? Quelle est, du reste, en ce malheur, la responsabilité de ceux d'en haut ? Il existe encore chez nous une excellente bourgeoisie qui veille jalousement sur ses fidélités. Serait-il si difficile d'en trouver une autre ? Et cette autre, quel exemple a-t-elle donné au peuple ? De quelle force de soutien a-t-elle été pour lui ? Ne parlons pas, si vous voulez, de foi morte; mais ne peut-on parler de foi moribonde ? Cette bourgeoisie n'en est pas encore à la démission. Est-elle si loin du défaitisme ? Oh ! je sais, à l'occasion, au passage parmi nous d'un Français de marque, le jour où la France leur remet une décoration, — car il arrive que quelques-uns de ces messieurs sont des décorés — ils feront des discours sur le thème banal de la survivance ou de notre attachement « iné-

branlable » à la culture française. Ils les font d'autant plus éloquents qu'en leur esprit et en leur vie quotidienne ces discours n'engagent à rien. Ils les font d'ailleurs dans ce style officiel qui est le vêtement naturel de la pensée vide. Ces émigrés à l'intérieur, plus Français de France que Canadiens français, n'oublient qu'une chose: et c'est que notre tâche ou notre mission n'est pas de défendre la pensée française, la vie française en France, où les Français, à la rigueur, peuvent s'en charger, mais que notre ligne de front — celle-là du moins — est ici au Canada.

L'ART ET LA CULTURE NATIONALE

Un petit problème d'histoire n'a pu laisser de vous intriguer. C'est vers 1850, alors qu'avec la France nos échanges intellectuels se font plus réguliers et abondants, que nos arts commencent à dégénérer. C'est l'époque où la sève française se dilue ou s'anémie, où les artistes s'adonnent surtout à l'imitation. Qu'est-ce à dire ? Qu'a-t-il manqué aux artistes de ce temps pour garder, autant que leurs prédécesseurs, la puissance créatrice ? Non pas toujours le talent ni la technique de leur art; mais, semble-t-il, cette vertu de fond que ne donne pas la technique et par quoi le talent atteint à sa plus haute puissance et qui s'appelle la personnalité. Personnalité, originalité, puissance créatrice, n'est-ce pas tout un pour l'artiste ou l'écrivain ? Mais d'où vient la personnalité ? Du fond même de l'être humain, sans doute, du dégagement de l'esprit de toutes les puissances inférieures de l'homme et d'une prise de possession de tout l'homme par l'esprit. Elle vient aussi d'influences multiples, physiques et morales, qui parachèvent l'homme, l'arrachent à l'abstraction, lui confèrent ses notes individuanes, le situent sur une terre, dans une race, dans une époque. Autant dire que le milieu national, reconnu

par tous pour un milieu générateur, apporte à l'homme, à l'artiste, un supplément à tout le moins de personnalité. Nos artistes étaient-ils assez de chez eux ? N'en doutons pas, se dénationaliser est une piètre préparation à l'œuvre d'art. Il manque quelque chose, il manque beaucoup, à celui qui n'est ni de sa race, ni de son pays. Une œuvre qu'aucune nation ne peut réclamer pour sienne est proprement l'œuvre insignifiante. Pascal, Corneille, Racine, Molière, Bossuet n'étaient pas, que je sache, des nationalistes. Mais, pour faire œuvre de grands artistes, il leur a fallu faire œuvre de Français et être des Français de la grande espèce. Le fond, le caractère de leur génie, ce qui est à eux, ce qui est spécifique et personnel dans leur œuvre et dans leur art, ce qui est incommunicable, ce n'est pas ce qui s'y trouve d'humain, mais ce qui s'y trouve de français. Au surplus, qu'artistes ou intellectuels ne s'effraient point : je ne leur demande pas de faire chrétien ou catholique. Je ne leur demande pas davantage de faire canadien-français ; Canadiens français, je leur demande simplement de l'être. Qu'ils soient hommes en plénitude : et que, pour l'être, ils soient racés et racinés ; que, depuis l'artiste contemplatif, créateur de grand art, jusqu'au modeste artisan aux prises avec son rêve ingénu, ils soient fidèles à leur esprit, à la technique que cet esprit inspire et guide ; et je ne m'inquiète plus de leur œuvre. Qu'ils n'imaginent pas, non plus, je ne sais quelle antinomie entre l'originalité et l'universalité, entre la culture nationale et la culture humaine. L'originalité jaillit, avons-nous dit, lorsque l'homme arrive à révéler son fond d'homme. Sans l'ombre d'un paradoxe, l'on peut soutenir que, plus une littérature, plus un art sont originaux, plus ils sont humains, et par cela même plus ils portent en eux de l'universel.

L'ÉLITE ET L'ENSEIGNEMENT

Puis-je parler du rôle de l'élite à l'égard de notre mission française, sans dire un mot de l'une de ses fonctions maîtresses, l'enseignement ?

Si nous avons besoin de savoir qui nous sommes, à défaut d'autres indices ou d'autres démonstrations, nous n'aurions qu'à regarder notre système d'enseignement. Depuis trois cents ans il porte un caractère bien défini. La conquête, la Confédération n'y ont rien changé. En dépit de ses lacunes, trop réelles, ce n'est pas un système d'enseignement pour des cosmopolites, pour des Canadiens indéterminés; c'est un système pour Canadiens français.

Il faut qu'il le reste. Je ne sache pas que nous ayons autorisé qui que ce soit à le révolutionner. Je ne sache pas davantage que tel motif ou tel autre autorise cette révolution. Je ne prétends point que nous devions nous isoler du reste du monde, encore moins de notre entourage immédiat. Je l'ai dit tout à l'heure, une culture humaine doit être une culture de plein air. Mais je prétends bien que nous devons emprunter à la culture ou à la langue seconde, non pour nous orienter vers je ne sais quel métissage ou quelle hybridation franco-anglaise, mais pour nous enrichir du bien des autres et devenir en somme plus français. Il faudrait donc nous épargner la fantaisie de propagandes ou de consignes mal avisées qui exposent le menu peuple à perdre la tête; consignes qui induisent des enfants de village à se dire entre eux — comme on me l'a rapporté — que l'étude du français ne sert plus à rien: consignes qui font se récrier, sur un ton assez dépité, il est vrai, tel brave habitant que j'ai entendu: « Dans vingt-cinq ans, vous verrez, ils — (*ils*, vous savez qui) — ils nous auront tous *angliqués* (*sic*). » Je ne ferme pas les yeux, veuillez le

croire, sur l'ambiance redoutable où notre petit peuple doit réaliser son destin. Cette ambiance, je ne l'ai pas découverte, comme d'autres, en ces derniers mois. Voilà vingt ans peut-être que je ne cesse d'attirer les yeux des miens sur leurs conditions tragiques de vie. On me rendra toutefois ce témoignage que je me suis gardé de le faire pour les pousser à des concessions hasardeuses, mais bien au contraire pour leur montrer l'urgence de fortifier leur résistance française. Si l'on prétend transporter le débat sur le plan réaliste, pratique ou utilitaire, je conviens de l'opportunité d'une certaine dose de la langue seconde, pourvu toutefois que reste inviolable la primauté de la culture et de la langue originelles, non pas seulement dans les discours, mais en pratique et en fait, dans la mystique scolaire, dans l'esprit de l'enfant et dans l'esprit du peuple. Et je répète, pour la centième fois, que le plus pratique, pour gagner sa vie, réussir en affaires, dans la province de Québec, au Canada et dans le monde entier, ce n'est pas de parler anglais; c'est, en premier lieu, de bénéficier, par en haut, d'une saine politique économique; et c'est de posséder la compétence technique ou professionnelle, et c'est d'être volontaire, ambitieux, débrouillard, travailleur, et par-dessus le marché, si l'on en a le moyen, intelligent: vertus ou qualités qu'au-dessus de bien d'autres nous avons le droit de demander à notre éducation publique et d'abord à la famille.

La tâche de notre enseignement à l'égard de notre mission nationale apparaît donc bien nette: à lui plus qu'à tout autre de nous fixer dans la ligne de notre esprit. A lui de s'équiper, d'améliorer ses méthodes, pour nous livrer à flots larges et continus, et le plus abondamment possible, la culture de France. Sur notre besoin en quelque sorte instinctif de cette culture, observez ce phénomène historique. En 1776, alors que les colonies de l'Amérique du

Nord se détachaient de l'ancien monde, seuls nous sommes restés sur l'axe européen, en partie, pour des motifs d'ordre culturel. Depuis lors, quoique les plus Canadiens de ce pays, et, bien qu'inclinés par sens géographique et politique vers l'axe d'Amérique, cependant, intellectuellement, nous persistons à demeurer dans notre attitude de 1776. Les Canadiens français, a-t-on dit, tireront le dernier coup de canon pour la défense du drapeau britannique. Il serait plus juste de dire que, non point par attachement politique, piété impériale, ni orgueil de race, les derniers, ils resteront fixés sur l'axe intellectuel européen, tout simplement parce que, en dépit de leur volonté d'être eux-mêmes et de n'accepter aucun colonialisme moral, leur premier pôle culturel, c'est encore la France.

A notre enseignement, nous demandons, en second lieu, de nous attacher à notre entité historique et d'abord de nous la révéler. Pourquoi un peuple que tous ses visiteurs d'esprit cultivé ne se défendent point d'admirer, s'ignore-t-il si lamentablement ? Alors que tous les historiens de quelque envergure s'inclinent devant son histoire, pourquoi est-il le seul à la tenir pour petite chose et, ce qui est pis, à n'en rien savoir ? Pourquoi surtout, chargé de tant d'élan et de tant de grandeur, cette vie languissante et traînante qui fait penser à l'albatros captif de Baudelaire :

Ses ailes de géant l'empêchent de marcher.

En cet état d'esprit déplorable, notre enseignement, notre éducation familiale et scolaire n'ont-ils rien à se reprocher ? Puisqu'il serait si naturel que l'on fût Canadien français fier, enthousiaste, et qu'il soit si difficile apparemment de l'être et qu'il arrive si rarement qu'on le soit, il faut tout de même qu'il y ait quelque part des responsables. L'on était sûrement plus Canadien français qu'aujourd'hui avant l'Union des deux Canadas; on l'était encore davan-

tage sous l'Union. Pourquoi, à mesure que la nécessité s'impose de l'être toujours plus, le sommes-nous de moins en moins ? Telle commission scolaire que vous connaissez, organise, à l'usage de ses professeurs, des cours supplémentaires pour un enseignement plus perfectionné de l'anglais. Ne croyez-vous point qu'il serait tout aussi opportun d'apprendre à ces maîtres à former des petits Canadiens français ?...

« L'Histoire, écrit M. Montpetit — et non d'abord la géographie — a déterminé le Canada français. » On peut ajouter que l'Histoire le maintient. Le Canada français ne vit que pour ce qu'il a été et pour l'avenir que lui assure cette grandeur. Car enfin, mettons que nous n'aurions point derrière nous cette prodigieuse histoire; que nous ne serions qu'un groupe d'immigrants débarqués d'hier sur le continent, sans rien des appuis moraux dont les ancêtres et la Providence nous ont pourvus. Qui oserait parler, en ce pays, de survivance française ? Quelle erreur — pour ne pas dire quelle sottise — ce serait donc que de négliger la culture historique ou de la considérer comme une culture de luxe. Bien au contraire, dirions-nous, le Québec, le plus vieux pays de l'Amérique après l'Acadie et la Virginie, et le plus lié, par son passé, à tout le sol de l'Amérique du Nord, et l'une des sources de la première histoire du continent, le Québec devrait posséder la plus grande école d'Histoire canadienne. Et ce serait, entre autres, une manière de s'acquitter de sa mission française.

L'histoire, du reste, *magistra vitae*, maîtresse de vie par définition, conduira, de façon toute naturelle, notre enseignement à nous axer sur nous-mêmes, sur notre pays, dans notre ambiance. Entendez par là cet autre devoir de notre enseignement qui consisterait à nous situer dans notre réalité terrestre. A lui de nous l'apprendre, avec ses ressources, ses grandeurs, avec ses servitudes aussi, ses réa-

lités tragiques; à lui de nous adapter à notre milieu; à lui de nous préparer aux luttes qu'il exige, à l'assistance qu'il peut nous promettre pour le plein accomplissement de notre destinée d'hommes et de notre mission de Canadiens français.

En cette besogne d'enseignement et d'éducation, ai-je besoin de tracer le devoir ou la tâche de nos Universités? Il n'y a pas grand mérite ni grande originalité à soutenir que les hauts lieux de culture sont les universités et qu'on établit assez bien le niveau intellectuel d'un peuple par le niveau de ses universités. Encore qu'il s'appuie sur quelque instruction des masses, le progrès intellectuel ne monte pas de soi de bas en haut, mais reçoit d'en haut son impulsion. Le temps est fini, espérons-nous, où, toutes proportions gardées, nos institutions d'enseignement supérieur nous apparaissaient moins équipées que nos petites écoles. Formons le vœu, qui n'a rien d'excessif, qu'on persévère dans cette voie et que les premiers foyers de culture française, au Canada et en Amérique, même pour les étrangers, soient Laval et Montréal.

III

LES OBSTACLES D'ORDRE INTÉRIEUR

Mais j'aborde le point névralgique. Les Canadiens français veulent-ils encore d'une mission française? N'est-elle pas trop lourde pour eux? N'est-il pas trop tard? Quelques-uns qui feraient douter de la jeunesse de notre peuple n'ont d'yeux que pour notre misère, nos misères. Où n'en voient-ils point? Je sais des frileux qui, pour justifier leur pessimisme, trouvent commode d'accuser le climat de ce pays. Dans sa rigueur, dans la nature trop austère, trop démesurée, disent-ils, à l'endurance humaine, ils perçoivent je ne sais quelle puissance maléfique d'en-

gourdissement, une entrave invincible à toute efflorescence notable de l'esprit ! Comme si des pays aussi froids ou plus froids que le Canada, pays norvégiens, pays finlandais, n'étaient habités que par des races en dégénérescence; et que ces mêmes races se seraient montrées incapables de toute réussite intellectuelle. Comme s'il n'était pas dans le destin des pays durs, revêches à l'effort facile, d'exalter les facultés de l'homme au lieu de les diminuer. Claudel, qui a vu, dans les pins du Japon, l'image ou le symbole de la race nipponne, écrit : « J'ai vu les pins japonais soutenir leurs luttes contre les puissances de l'air; en vain, le vent de l'Océan les couche; agriffé de toutes ses racines au sol pierreux, l'arbre invincible se tord, se retourne sur lui-même et monte vers le ciel. » Si le symbole vaut quelque chose, allez écouter, dans une érablière de chez nous, un orage d'été ou une rafale d'hiver. Ces bois de haut fût, attachés au sol comme par des chaînes qui auraient cerné les roches profondes; ces troncs droits comme un i, à qui l'ouragan n'arrache qu'un imperceptible frémissement; ces arbres qui sèchent et qui meurent sur pied, mais qui ne savent pas tomber, vous diront peut-être de quelle race vous êtes, ou du moins de quelle race nous avons été.

NOTRE MALAISE MORAL

Plus inquiétant serait le spectacle de notre désintégration morale, l'anémie persistante de notre sentiment national, et qui se révèle à ce petit nombre qui portent dans leur âme le souci d'une patrie, de leur nationalité, et surtout au petit nombre de ceux qui souffrent de cet inconcevable vide. Notre mal véritable et pitoyable, c'est de ne pas même savoir pourquoi nous vivons; c'est de n'être entraînés, soulevés par la foi en aucune grande mission; état d'âme qui ne peut aboutir qu'à un niveau inférieur de vie spirituelle et qu'à développer chez nous un individualisme

anarchique. Notre désunion, voilà bien un autre aspect et peut-être l'indice principal de notre misère. Et je ne parle pas de nos divisions politiques, quelque terrible responsabilité qu'en ce domaine porte la politique. Je veux parler d'une autre division qui éclate dans les idées, au plus profond des esprits. Un jour ou l'autre, il vous est arrivé de faire le compte des entours tragiques de notre vie, des impitoyables pressions qui nous menacent d'étouffement. Quelles raisons plus catégoriques et quelles impulsions plus impérieuses, vous êtes-vous dit, ont jamais commandé à un peuple la plus robuste union, la plus liante des fraternités ? Ces raisons ou impulsions, vous vous êtes même pris à les dénombrer : même sang, même foi, même histoire, même culture, même enseignement, même philosophie, mêmes maîtres, et tous engagés dans la même destinée, acteurs du même drame historique. Cependant, chaque jour, à tout instant, au hasard d'un débat public, d'une conversation, d'un événement insignifiant, ces Canadiens français si faits pour s'unir, vous les avez découverts si loin les uns des autres, à des pôles opposés parfois, et sur des idées fondamentales, sur les objets les plus indispensables à la vie collective. Vous les avez vus plus prompts, plus zélés à chercher la bonne-entente avec les autres qu'à l'établir entre eux ; ne jetant, dans la bataille économique, qu'un effort distrait, dispersé, follement éparpillé ; se désintéressant de la direction de leur propre vie sociale, leurs associations de type national et pour fins nationales n'arrivant pas à les grouper ; l'expérience démontrant, au contraire, qu'il est plus facile de grouper les Canadiens français sous l'étiquette d'une société ou d'une ligue anglo-canadienne ou américaine, où ils ne figurent qu'à titre de section ou de caudataires, que sous l'étiquette d'une société canadienne-française dont ils auraient la suprême direction et où ils serviraient les leurs : bref se comportant comme des étrangers, sinon des frères ennemis les uns à

l'égard des autres. Devant ces constatations qui ne sont qu'une des faces de notre misère, et qui vous ont laissé une impression poignante, vous vous êtes demandé: Qui nous a ainsi divisés, séparés, tournés les uns contre les autres? Quel démon, Seigneur, nous a fait tant de mal? Et n'ont-ils pas cent fois raison ceux qui pensent et ceux qui disent que les Canadiens français ne s'aiment pas?

Mais enfin, ce mal, quelques causes secondaires ou superficielles mises de côté, est-ce autre chose que le mal de tous les peuples qui, dans l'anarchie ou la pénurie des doctrines, et qui, pour avoir abandonné leur vie à des impuissants ou à des exploiters, ont laissé se dissoudre leur idéologie nationale? L'anarchie dans les sentiments et dans la conduite est-elle jamais autre chose que le fruit naturel de l'anarchie dans les idées? Mais ce mal est-il si inguérissable? Nous vivotons, c'est vrai, plus que nous ne vivons. Et nous vivotons sans nous demander pourquoi, par force d'habitude ou de routine. Mais ne serait-ce pas aussi par un commandement intérieur, inconscient, qui attesterait malgré tout la vigueur de nos racines françaises, l'indestructible poussée des ancêtres? Un sens religieux un peu plus éveillé ne pourrait-il nous réapprendre jusqu'à quel point nous sommes frères, et jusqu'à quel point des frères doivent s'aimer et s'entr'aider, s'aimer et s'entr'aider avant d'aimer et d'aider les autres? De même, est-il au-dessus des moyens d'une éducation nationale intelligente et vivante, éducation que nous demandons depuis si longtemps et qu'on nous refuse, ou qu'on ne nous accorde qu'au compte-gouttes et qu'en rechignant, serait-il au-dessus des moyens d'une telle éducation de nous réapprendre la même fraternité et les profits et les devoirs de la vie en nation, et de nous réapprendre encore que, sur tous les points du monde, les hommes de même sang, de même culture, de même histoire, de même destinée, de même misère, de même

me patrie, ont généralement pour coutume, non de s'ignorer, de se diviser et de se combattre, mais de se connaître, de s'aimer et de s'unir ?

L'OBSTACLE ÉCONOMIQUE

D'autres se laissent décourager par notre misère économique qu'ils refusent de croire surmontable. Le Canadien français, vous diront-ils, n'est pas équipé pour gagner chez lui la guerre économique; point équipé, par conséquent, pour gagner la bataille de sa survivance. Que nous parlez-vous de mission française ?

Nous ne sommes pas équipés pour la bataille économique ? Attendez donc, impatients ! Laissez-nous le temps d'apprendre l'anglais... Pas équipés ? Est-ce à dire que nous ne pouvons l'être ? Serions-nous le premier et le seul peuple au monde qui aurait eu à réorganiser sa vie matérielle ? Je ne sache pas que la petite Irlande soit sortie des mains des land'lords ni bien riche, ni bien organisée économiquement. Je ne sache pas, non plus, que le petit Portugal fût le plus prospère des Etats lorsque un Oliveira Salazar entreprit de le tirer de sa faillite financière. Nous équiper ! Nous pourrions le faire à tout le moins autant que les nègres des Etats-Unis qui, partis de l'esclavage, possèdent aujourd'hui leurs institutions économiques, leurs établissements de commerce, leurs compagnies d'assurances-vie, d'assurances-feu, leurs banques, sont propriétaires de 20,000,000 d'acres de terre, possèdent en outre leur presse, leurs *high schools*, leurs collèges, leurs universités. L'université nègre de Washington a un budget annuel de près d'un million de dollars: presque autant que l'Université de Montréal. Bref, les Noirs américains constituent un Etat dans l'Etat. Et avant longtemps, on ne pourra plus les lyncher sans leur demander la permission de se laisser faire. Partis, nous, non de l'esclavage, mais descendants

des bâtisseurs de l'empire français d'Amérique: explorateurs, trafiquants de grand style, ancêtres, prototypes, pourrait-on dire, des grands capitaines de finance et d'industrie d'aujourd'hui, évoluant comme eux, dans l'immensité et dans l'entreprise gigantesque et, comme eux, rêvant de créer pour leur pays une richesse fabuleuse, ayant ce sang dans les veines, ne pourrions-nous affronter la mêlée économique avec un autre idéal que celui d'esclaves ou de suiveurs ?

Les moyens nous manquent-ils de nous ressaisir, de nous refaire ? Nous nous plaignons d'avoir été dépossédés de la meilleure part du patrimoine national: nos forces hydrauliques, nos mines, nos forêts. Certes, je ne prétends pas que nos politiciens d'il y a trente à quarante ans, lorsqu'ils ont aliéné ces biens nationaux, souvent pour un plat de lentilles ou pour une chanson, l'ont fait dans un moment d'exaltation patriotique. Sommes-nous pourtant des gueux à qui ils auraient tout pris ? Je compte trois choses au moins qu'ils n'ont pu nous prendre: notre sol-culture, notre épargne, notre pouvoir d'achat de consommateurs, le pouvoir d'achat des quatre cinquièmes de la population de la province. En usant intelligemment de ces ressources, disais-je récemment à un groupe d'étudiants, nous pouvions encore nous refaire. Nous pouvions édifier des institutions de commerce et de finance, une armature économique qui nous eût permis, non point peut-être de mater la dictature financière, mais d'en circonscrire l'influence pernicieuse. Or qui osera soutenir que nous avons tiré parti de notre agriculture, de notre épargne, de notre pouvoir d'achat, comme eût su le faire une race active et énergique, déterminée à repousser tous les jougs, en particulier le joug avilissant des puissances d'argent ? Croyez-vous, par exemple, que, s'il y a quarante ans, nous avons développé chez nous le mouvement coopératiste au rythme où nous le menons depuis quelque temps; que si nous avons su

jouer d'une manière plus avisée de notre sou et de notre piastre d'acheteur, su nous mêler de nos affaires, comme les autres se mêlent des leurs, croyez-vous que nous ne serions pas un peu plus maîtres et plus respectés chez nous, et qu'à la porte de tant de grands employeurs, nous trouverions l'équivalent du *French need not apply* ?

J'ai reçu fréquemment la visite d'Anglo-Canadiens ou d'Américains, journalistes, hommes de lettres ou de politique, enquêteurs plus ou moins inquiets de ce qui se passe dans le Québec, parce qu'ils prennent parfois nos bâillements pour un réveil. A ces chercheurs d'entrevue, pour expliquer certains mouvements de jeunesse, souvent j'ai exposé ce que je crois être, au point de vue économique, la situation imméritée des Canadiens français. Presque chaque fois ces messieurs m'ont jeté à la tête cette observation assez embarrassante: « Mais enfin, monsieur l'abbé, vos compatriotes, si nous ne faisons erreur, ont soixante députés à Ottawa, une vingtaine de sénateurs; vous êtes maîtres du gouvernement de la province de Québec; vous êtes maîtres de toutes vos administrations municipales, des petites et des grandes villes. Alors... ? » « Alors ! » cela voulait dire: de quoi vous plaignez-vous ?

Précisément, m'objecterez-vous, pouvons-nous attendre de la politique une renaissance économique, une renaissance nationale, une préparation effective à notre mission française ? J'avoue que la question m'embarrasse. Si j'appartenais à la politique, je me sentirais fortement ébranlé, je vous le confesse, par un sentiment, une attitude qui se propage en notre province; sentiment que je perçois grandissant dans notre élite intellectuelle, encore plus dans l'élite morale, surtout parmi la jeunesse, et qui s'appelle: le dégoût de la politique. Les hommes politiques peuvent ne pas aimer cet état d'esprit. Ceux-là seuls le nieront qui, dans l'art de se cacher la vérité, possèdent des ressources

309.112-7MA2

infinies. Les plus intelligents parmi eux ne se font pas illusion. Ni les coups de chapeaux que provoquent encore, sur leur passage, les élus de la nation; ni les tapageuses effervescences électorales ne leur donnent le change. Ils ont appris que le peuple suit et acclame les politiciens moins pour ce qu'ils sont et pour ce qu'ils font que pour ce qu'ils distribuent. Ils savent que la foi est morte aux dieux politiques et qu'aujourd'hui ils ne lient plus que par l'intérêt ceux qu'hier ils liaient par la foi. Symptôme inquiétant, ai-je dit, car il n'est pas sain et il n'est pas rassurant, pour un pays, que, pour la chose ou le personnel politiques, son élite entretienne ce pessimisme amer. On aura beau dire: mal universel après tout. Mal des démocraties. En quoi la gravité du mal serait-elle diminuée? Je ne crois pas non plus me tromper en affirmant qu'au Canada ce dégoût n'est nulle part aussi vif que parmi l'élite de la province de Québec. Et si l'on cherche les raisons de ce dégoût, on constate qu'elles ne tiennent ni uniquement, ni peut-être principalement à l'amoralisme ou à l'immoralisme des mœurs politiques, le divorce avec la morale n'y apparaissant, à tout prendre, ni moindre ni pire que dans le monde des grandes affaires ou de la grande finance où il n'arrive pas à scandaliser notre population. Mais alors d'où viendrait ce dégoût? D'un scepticisme ou d'un désenchantement qui atteindraient jusqu'à l'essence même de la politique? Serait-ce qu'en notre province la politique aurait la garde d'intérêts plus considérables et plus élevés? Que par conséquent toute omission, toute erreur ou toute faute prendraient ici une gravité exceptionnelle, feraient plus de mal à la nation? Et, pour cela même, serait-ce qu'à notre élite, l'écart apparaîtrait plus saisissant entre l'idéal politique et la réalité politique, entre ce qu'on est convenu d'appeler le pays *légal* et le pays *réel*?

Maritain, qui n'a pas caché aux démocraties leurs faiblesses désastreuses, la trahison trop habituelle de leur

principe de fond, leur a indiqué aussi à quel prix elles peuvent se ressaisir. Est-il téméraire d'espérer qu'après une guerre épouvantable soutenue principalement pour la défense des démocraties, les démocraties démontreront aux peuples qu'elles restent capables d'entreprendre leur purification et que, s'il est beau et facile de proclamer le régime démocratique le plus parfait du monde, il est encore plus beau et plus pratique de faire qu'il le soit ?

Quant à nous, ne disons pas, pour autoriser nos scepticismes ou nos découragements, que notre peuple ne sera jamais mieux gouverné parce qu'il manque de sens ou d'expérience politique et qu'il est le jouet trop facile des politiciens. Le petit peuple qui, au lendemain de 1760, aux prises avec les formidables problèmes que l'on sait, a quand même accompli cette merveilleuse réussite politique qui va de la conquête à 1867, réussite sans pareille peut-être en nos temps modernes; le petit peuple, qui, colonie encore plus infime, possédait déjà, sous le régime français, assez le sens de ses intérêts pour forcer l'absolutisme métropolitain à lui permettre d'en délibérer, ce petit peuple a démontré, ce me semble, qu'il peut s'intéresser à ses problèmes de fond. Est-ce uniquement la faute des Canadiens français si leurs meilleures vertus restent sans emploi ? Non, Mesdames, Messieurs, notre peuple n'est pas plus difficile à entraîner qu'un autre. Encore faut-il que, pour l'entraîner, il y ait des entraîneurs et qu'on l'entraîne vers autre chose que la boîte à scrutin. L'on a dépensé beaucoup d'encre et de paroles en ces derniers temps pour persuader les Canadiens français que, sans l'enseignement de l'anglais, ils vont mourir de faim; je demande qu'on dépense maintenant un peu d'esprit pour leur apprendre à rectifier leur idéal national et politique, à se passionner pour leur culture, leur être historique et pour les persuader que mourir de bêtise, c'est aussi grave que mourir de faim.

UNE CRISE DE CONSCIENCE

L'obstacle politique revêt pour d'autres un aspect peut-être plus redoutable. Ils observent le resserrement progressif de la vie politique à l'intérieur du Canada, resserrement singulièrement accru par la guerre. Une diminution de l'autonomie provinciale ne peut se traduire, pour nous, que par une diminution de notre autonomie française. En cette conjoncture, que devient notre mission culturelle ?

Il faut l'admettre: les Canadiens français n'ont jamais subi une crise de conscience comparable à celle qui les paraît torturer depuis qu'à coups de discours l'on tente de créer l'unité nationale. Rester Canadiens français, y pouvons-nous encore prétendre ? Ne serait-ce pas un péché ? Le phénomène, c'est que les brouillons aient pu déterminer cette crise dans la province qui, sans contredit, a le plus largement pratiqué l'esprit fédéraliste ou l'esprit de bonne entente au Canada. Qu'elle l'ait pratiqué et qu'elle le pratique encore, par faiblesse parfois, par excès de confiance dans la parole de ses chefs et dans les promesses de l'associé, il se peut. Mais quand l'on accuse les Canadiens français d'étroit provincialisme et de patriotisme ratatiné, j'ai bien le droit de demander pour la vingtième fois: qui, plus et mieux que les Canadiens français, et par générosité naturelle et par scrupule de justice et d'honneur, a observé, en ce pays, le respect des minorités, l'esprit et la lettre de la Constitution ? Qui a consenti, depuis soixante-dix ans, qui consent à l'heure qu'il est, les sacrifices les plus nombreux et les plus coûteux à la Confédération et à l'unité nationale ? Hélas ! ce n'est pas l'une des moindres misères des nôtres qu'ils interrogent aussi piteusement leur conscience en face de provinces qui, trop souvent, n'ont mesuré leur respect de la constitution et des minorités que selon la règle de leurs intérêts.

LES CANADIENS FRANÇAIS ET LA CONFÉDÉRATION

Mais pourquoi ces assauts de *confiteurs* ? Quand tout le monde perd un peu la tête, est-ce une raison de perdre la sienne ? L'on nous crie sur tous les tons les avantages de l'Etat démocratique. Il appartiendrait à l'esprit de la démocratie de ne pas transformer l'Etat central en Etat unitaire ou totalitaire, fût-ce contre le sentiment de la seule province de Québec. Nous vivons en Confédération. Il faut le dire résolument : l'on n'a pas le droit — je parle de droit naturel, de droit positif, constitutionnel — l'on n'a pas le droit de nous convier à l'unité nationale au prix de la moindre parcelle de notre entité française pas plus qu'au prix de l'autonomie provinciale. Et si l'on tentait, ce qu'à Dieu ne plaise, de réaliser cette unité, en imposant ces sacrifices et ces humiliations à trente pour cent de la population canadienne, aurait-on le droit de s'étonner si ces trente pour cent osaient enfin répondre : tant pis pour l'unité nationale ! Que d'ailleurs les Canadiens français se rassurent : nous vivrons longtemps sous le signe politique de la Confédération, ou ce sera la fin du Canada. On peut tenir qu'il ne serait pas plus facile, en ce pays, de supprimer les provinces qu'il ne le serait aux Etats-Unis de supprimer les Etats particuliers. Les esprits chimériques peuvent s'y essayer, si cela leur plaît. Ils ne prennent que le risque de voir les particularismes et les provinces renaître sous une autre forme. Je dirai d'avantage : les Canadiens français pourront empêcher tant qu'ils voudront la démolition de la Confédération. On ne bâtit rien de durable contre l'homme, contre sa terre, contre ses aspirations essentielles, contre ses besoins profonds. Aucune lisière politiques ne sauraient tenir par conséquent contre les forces réactionnaires de la géographie, de l'économie, de la vitalité morale, nationale. Point d'entraves

que les Canadiens français ne brisent irrésistiblement, s'ils deviennent un peuple vivant, fort, qui, pour l'épanouissement de sa vie, exige toute sa liberté.

Que voilà un patriotisme bien québécois, bien ratatiné, me diront les grands esprits de chez nous. Je ne m'en défends pas. A quoi bon brouiller tous les concepts ? Ce n'est pas un désordre que de songer à soi. Le désordre, c'est de ne songer qu'à soi. Mais dans un monde dominé par la loi égoïste et monstrueuse du chacun pour soi, les petits peuples, plus que les autres, doivent apprendre à ne compter que sur eux-mêmes, persuadés que s'ils ne se chargent point de leurs intérêts et de leur avenir, bien peu de voisins s'en chargeront pour eux. L'unité nationale, au nom de quoi tant de naïfs seraient prêts à tout sacrifier, implique l'acceptation d'une certaine coordination des pouvoirs politiques, un esprit largement ouvert sur les intérêts généraux du Canada, une volonté de collaboration pour la prospérité et la grandeur de tout le pays. Et cette collaboration, nous sommes prêts à la donner comme dans le passé. Mais elle n'implique et elle n'exige aucune atténuation, encore moins un alanguissement du sentiment provincialiste et, en particulier, de notre sentiment canadien-français. Même pendant la guerre, on peut être Québécois et Canadien français sans péché. Des Canadiens, du reste, qui ne seraient que des Canadiens, ni français ni anglais, cela existe peut-être parmi les Canadiens français; ça n'existe pas parmi les Canadiens anglais. L'année dernière, devant la jeunesse, je me suis expliqué plus longuement sur ces problèmes. Et je me permets de vous renvoyer à mes *Paroles à des étudiants*. Je ne conteste pas l'existence de la grande patrie non plus que les devoirs et les services qui lui sont dus; je ne conteste pas davantage la connexion ou l'interdépendance de tous les problèmes canadiens; et je n'ignore point qu'une disette ou une mévente

de blé dans l'Ouest peut affecter gravement la vie économique de notre portion de pays. Mais, de même que, pour mon pays, je m'en tiens à la formule de lord Tweedsmuir et professe que le premier devoir de loyalisme d'un Canadien s'adresse en premier lieu au Canada et à son roi, de même, me souvenant que la Confédération a été bâtie pour satisfaire aux postulats de légitimes particularismes, je me persuade qu'avant de nous occuper des emblavures des prairies, de la vente du saumon et du bois de la Colombie canadienne, ou de la grève des charbonnages du Cap-Breton, je crois, dis-je, que le premier devoir d'un Québécois et d'un Canadien français, dans l'ordre de la charité et de la justice constitutionnelle, s'adresse à la province de Québec et à sa nationalité, et que le plus efficace moyen de parer aux répercussions des troubles économiques des autres parties du Canada, c'est de bien connaître et de bien résoudre d'abord les problèmes de sa province.

IV

LES OBSTACLES D'ORDRE EXTÉRIEUR

Que faites-vous, me diront encore les pessimistes, des pressions sûrement plus redoutables qui nous viendront de l'extérieur ? Certes, il y a des heures d'histoire, et les heures que nous vivons sont de celles-là, où il semble que les petits peuples ne comptent pour rien ou peu de chose : drames farouches où il n'y a de place que pour les grands rôles, le rôle des petits étant d'être enveloppés dans le destin tragique des grands. Le monde s'achemine, c'est trop évident, vers de gigantesques concentrations de forces, vers des consortiums économique-politiques aux serres incommensurables. En Amérique même nous assistons à un resserrement progressif de la vie continentale. Les Amériques prennent conscience de leur bloc. Notre gouverne-

ment central vient même de découvrir l'Amérique latine. Une réorganisation économique des nouveaux mondes va s'imposer, du moins pour une assez longue période, et dans le cadre d'une autarchie américaine où le rôle prépondérant sera dévolu à qui l'on sait. Tout fait donc prévoir un accroissement périlleux des pressions qui déjà s'exerçaient sur notre pays et sur notre petite nation. L'on peut même penser que le rigide encerclement militaire auquel nous aurons assujettis les nécessités de la guerre, ne se desserrera pas du jour au lendemain, et qu'il nous fournit déjà un symbole et un indice de notre prochain avenir.

Et pendant que se rétrécit le cercle de fer et que nous cherchons de plus solides appuis, nos yeux se heurtent à la plus douloureuse catastrophe de ces temps, à une France vaincue. Sans aller aussi loin que certains messieurs à la boutonnière pourtant fleurie de rosettes, qui parlent d'un désastre irrémédiable et qui y trouvent prétexte à se soulager d'une fidélité pourtant bien légère, on ne saurait nier qu'une défaite porte à un grand pays une bien vive et bien profonde blessure. La catastrophe militaire ou matérielle ne laisse pas d'étendre son retentissement dans la région de l'esprit. Un peuple défait ne peut reprendre, du jour au lendemain, son même rôle mondial, sa même fonction de leader dans la vie universelle. Faudrait-il prévoir une éclipse au moins passagère du génie français, une France repliée sur soi, occupée à panser ses blessures, ayant presque l'air de se faire oublier ? Et faudrait-il mesurer, de là, le contrecoup désastreux que pourrait éprouver notre fragilité de nation mineure ?

NOS RECULS

D'aucuns, en présence de toutes ces pressions, de tous ces périls, entreprennent une revue panoramique de l'Amérique française. Ils y notent les pertes que nous y avons

subies ! Ils dénombrent, depuis le Labrador jusqu'à la Californie, en passant par les grands lacs, l'ouest américain, le Haut-Mississipi, la Louisiane, la Nouvelle-Angleterre, tous ces tombeaux sans mausolée de notre petite race française. Ils observent les fléchissements du Québec, ce Québec jadis assimilateur des autres races, aujourd'hui plutôt assimilable et assimilé. Après la décapitation sociale que nous a valu l'anglicisation de nos vieilles familles seigneuriales, ils nous montrent nos classes bourgeoises en train de se prêter à la même opération. En quelques mois, par de simples coupures de photos de jeunes mariés, dans les carnets mondains de nos journaux, un de mes amis s'est composé un album de 92 pages qu'il a intitulé la « Nécropole nationale ». Les mêmes observateurs nous prient de constater encore la disparition de deux de nos principales traditions françaises : la tradition manuelle des arts et métiers, la tradition orale qui, d'une génération à l'autre, sans passer par l'écriture ou le livre, transmettait, dans le milieu rural et dans le milieu urbain, le conte français, la chanson française. Des étrangers sympathiques, comme M. Ian Forbes Fraser, dans son livre *The Spirit of French Canada*, font écho à ce pessimisme, relèvent l'américanisation progressive du Canada français. Et l'on se demande si la vague niveleuse, après avoir battu les frontières du Québec, ne va pas tout balayer sur son passage, ne laissant plus émerger, comme les eaux de nos grands lacs, à la place d'îlots hier verdoyants, que des croupes de calcaires mélancoliques.

LES ESPOIRS

Tableau sombre assurément. Enveloppé, coincé dans ce réseau de forces contraires, un peuple menu comme le nôtre reste-t-il pour autant sans espoir ? Les vastes concentrations économiques et politiques sont-elles un phénomène

si nouveau et dont il y ait lieu de tant s'effrayer ? Voilà cent ans au moins que l'histoire du monde nous présente ces deux séries de faits parallèles et l'on peut dire corrélatifs : d'un côté, la constitution de vastes États, ogres toujours affamés, dévorant autour d'eux et de par le monde l'espace vital ; de l'autre, et en réaction contre la glotonnerie impérialiste, le réveil général et parfois l'insurrection des petits peuples. L'on a dit bien du mal de l'explosion des nationalismes. Assurément ces explosions ont parfois jeté dans l'air des gaz malsains — elles ont surtout dérangé bien des digestions. Mais combien de ces explosions n'ont été, après tout, que des réactions de la liberté humaine contre l'oppression trop lourde, des revanches de l'homme contre le caractère trop souvent inhumain de la politique des grands États ? Le réveil des nationalités, on l'a attribué à des réveils de culture historique, à la prise de conscience, par les petits peuples, de leur vieux fond culturel. Pourquoi rester à mi-chemin, et en ces retours vers le passé et vers les traditions de la race, pourquoi ne pas reconnaître un sentiment, un élan qui sourd de plus loin et qui n'est rien d'autre que l'aspiration indestructible de l'homme vers la vie libre, et vers la vie pleine, vie individuelle et vie collective ? Le resserrement des Amériques, cette prise de conscience du bloc continental, ne vont-ils pas nous offrir au moins cette compensation de nous ramener à nos pôles géographiques et politiques naturels ? Le mal ne sera pas si grand de découvrir enfin que nous sommes un pays du Nouveau Monde et que nous pourrions organiser davantage notre vie en tenant compte de cette réalité. Une fois sur le chemin de cette découverte, peut-être apercevrons-nous, sur ce continent américain, des territoires assez vastes, où fleurit une culture latine, sœur de la nôtre. Et qui sait si l'exemple ne nous sera pas bienfaisant de tant de petits peuples, souvent ni plus riches ni plus forts que nous, qui n'ont pourtant pas cru que la fidélité à leurs traditions spiri-

tuelles pût les empêcher de se forger une vie prospère et indépendante ?

LE MORAL FRANÇAIS

Faut-il également nous imaginer un monde d'où la France serait perpétuellement absente et où la culture française prendrait rang parmi les cultures mortes ? Nous nous sentons à l'aise pour parler de la France défaite. Nous ne l'avons pas piétinée, nous, ni laissé piétiner, — pas même la France de Pétain — la rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière. Nous avons tout simplement appris, dans notre sauvagerie, qu'un homme bien né est tenu à de la déférence envers les grandes infortunes et qu'on ne marchande pas sa pitié au pays de ses pères et à la patrie de son intelligence, surtout quand ils sont malheureux. Qui oserait d'ailleurs soutenir qu'en 1940, c'est le génie de la France qui a été vaincu ? Nous le savons aujourd'hui : ce n'est pas même l'armée française qui a été défaite. La supériorité de l'armement militaire l'a emporté. Et de cette supériorité elle-même de l'adversaire, faut-il tenir responsable l'industrie française ? Nous savons qu'elle est impuissante à une équipe de déplorables politiciens. La France, au reste, n'était pas seule en 1940 à souffrir de l'infériorité de son armement. Nous le savons encore, et nous le saurions davantage si, entre les grandes nations, la France n'avait pas été la première attaquée ; ni l'usine anglaise, ni l'usine américaine, ni l'usine russe n'étaient de taille, en 1940, à se mesurer à l'usine de guerre allemande.

Presque au lendemain de la défaite, un jeune Français, le comte Roger de Chambrun, emmenait un journaliste des Etats-Unis visiter les arènes de Nîmes. Là, lui montrant cet amphithéâtre bâti par les Romains, il y a deux mille ans, il disait à l'Américain : « Après chaque invasion, la France est demeurée la France. Elle reste elle-même,

comme ces vieilles pierres que les Romains ont descendues des montagnes dans leur essai de coloniser pour toujours la terre que César avait arrachée à Vercingétorix... » Qui n'a dans l'oreille l'accent fort des *Paroles au Maréchal* de Paul Claudel :

Monsieur le Maréchal, il y a un devoir pour les morts qui est de ressusciter.

Et, certes, nous ressusciterons tous au jour du jugement dernier,

Mais c'est maintenant et aujourd'hui même qu'on a besoin de nous et qu'il y a quelque chose à faire...

Ce n'est pas un coup de trompette d'un seul coup qui fait revivre les morts !

C'est l'exigence d'aujourd'hui même et l'idée poignante du devoir à faire... »

Les propagandes ont beau brouiller les filtres, tout ce qui nous vient de France est de cette marque, de cette veine, respire je ne sais quoi de grave, de calme, de sain, une volonté de se reprendre, de se refaire que je souhaiterais à quelques petits peuples de l'espèce du nôtre. On vante le moral de certaines nations. Convenons qu'il y a aussi le moral français. Nous connaissons tous d'ailleurs un vieillard impavide qui joue en maître la partie la plus difficile qu'ait à jouer actuellement un chef d'Etat. Et, à ce grand Français que peu de ses pires adversaires osent attaquer de front — ce qui suffirait à faire de lui la plus haute incarnation de son pays — on peut reprocher de ne pas se rallier à celui-ci ou à celui-là. Qui peut lui reprocher de ne pas se rallier, autant que d'autres, à Jeanne d'Arc et à la France ?

Au surplus, je ne dirai pas qu'importe le resserrement du monde et qu'importe l'avenir de la France. Mais je di-

rai: la pire erreur des petits peuples qui n'ont pas renoncé à la vie, c'est d'être perpétuellement en quête de tutelle et d'espérer vivre en ne cultivant que les vertus de résignation, de soumission aux fatalités. Apprenons donc que le rôle et le devoir d'un vivant, agent volontaire et libre, ce n'est pas de se résigner à ce que l'on appelle les fatalités historiques, mais de les affronter pour les vaincre. Apprenons que la vie est de soi-même, contre l'essentielle et quotidienne contingence, un effort, une réaction d'immortalité et que l'homme et que les peuples façonnent leur histoire. C'est le grand humaniste suisse, Gonzague de Reynold, qui nous dit: « En définitive, l'Histoire est faite par les hommes, et c'est l'intelligence humaine mouvant la volonté humaine qui crée, maintient, transforme la civilisation. » L'Histoire, affaire d'intelligence et de volonté ! Quoi de plus consolant et quoi de plus vrai ! Le réveil irlandais, le réveil portugais, le réveil espagnol, le réveil flamand, le réveil turc ont-ils été autre chose que des actes d'esprit et de volonté ? Pour apocalyptique que nous apparaisse l'avenir, souvenons-nous que nos pères ont digéré bien d'autres infortunes et que, dans la longue suite de leurs misères, il y a un bien qu'on n'a jamais pu leur prendre et qui est le bien imprenable des petits: l'espoir en la Providence.

CONCLUSION

Mesdames, Messieurs, vous cherchez, nous cherchons tous une idée, un but passionnants qui nous sortent de notre histoire en grisaille, une gamme supérieure où chanter notre vie. Il n'y a de solide contentement, de joie absolue pour un homme que dans la possession de sa vie en plénitude, que dans la réalisation totale de sa personnalité et de son destin. Il n'y a d'allégresse intérieure et de fierté de vivre pour une nation que dans l'accomplissement de sa

mission, dans la réalisation du destin national. Ce serait bien peu de chose que l'apport d'un petit groupe comme le nôtre, devenu anglophone, apport anonyme à l'énorme civilisation américaine. Hissons cette idée au plus haut mât de notre vie qu'un Canada français, cramponné magnanimement à son passé, donnant l'exemple de la plus haute fidélité morale, laissant déborder par-dessus ses frontières la plénitude de sa vie française, pourrait être l'étonnement et le joyau de l'Amérique.

Vous êtes de ceux qui pensent à tout le Canada français, à tous ces frères dispersés qui attendent de nous que nous cessions de les oublier et de les scandaliser, que nous devenions leur appui, leur pôle culturel. Vous savez qu'il n'y aura point d'Amérique française ni même un Canada français, s'il n'y a ici, pour être leur soutien, un Québec français. Et bien des fois, vous avez rêvé d'un Québec grandement gouverné, petit Etat, mais Etat d'une structure interne presque impeccable, d'un organisme économique et social florissant d'équilibre et de santé, illustration du règne de l'intelligence et de la puissance de la foi dans la vie intérieure des peuples, centre d'attraction, orgueil des fils de la race, comme l'est devenu, pour tous les Portugais du monde, le Portugal régénéré. Une conscience haute et ferme de notre mission pourrait nous donner cette magnificence de vie. Et alors, vers nos frères du Canada et de l'Amérique, tout ce qui jaillirait de nous, tout ce qui franchirait nos frontières, toutes nos manifestations d'esprit, nos livres, nos œuvres d'art, seraient autant d'ambassadeurs de la pensée française.

Un problème se pose, le problème angoissant de l'entente entre les races au Canada, le problème de l'unité nationale. Quelques-uns, las de trop de déceptions, seraient portés aux revendications tapageuses; d'autres, partisans du laisser-faire, marchands d'onguents et d'orviétans, achè-

teraient la paix au prix de toutes les concessions, oubliant que, dans le monde où nous vivons, les faibles qui ne comptent que sur la pitié ne récoltent que le mépris. Entre les deux n'y a-t-il place pour une autre méthode: imposer le respect de sa vie par la fierté et l'excellence de sa vie? Avec des peuples idolâtres du *matter of fact*, qui ont le culte de la force et souvent ne respectent que la force, nous permettre moins de palabres sur la bonne-entente, la réconciliation nationale, sur notre inaltérable et deux fois séculaire loyauté, mais devenir forts économiquement, forts politiquement, forts intellectuellement, forts moralement. Et selon ce programme que traçait récemment Salazar aux peuples petits et pauvres: point d'inutile agressivité, point de déclarations de guerre don-quistottesques, mais par le travail, par le resplendissement moral, par la réussite de toute sa vie, par le serment fait devant Dieu d'aller jusqu'au bout de notre mission, conquérir le droit de rester debout, le front haut, et même la tête couverte devant les peuples riches et grands.

POURQUOI NOUS SOMMES DIVISÉS *

Le sujet n'est pas tout à fait nouveau. Je le sais plein de fondrières, plein d'embûches. *Radio-Canada*, la plus impartiale, la plus indépendante de nos institutions nationales ! ne permet pas à tout le monde de le traiter. Je l'aborde quand même — ai-je besoin de vous le dire ? — en toute objectivité, sans enfarges, sans fil à la patte. Je crois savoir ce que m'impose de retenue et de discrétion l'habit que je porte. Je n'oublie point pour autant ce qu'exige parfois de hardiesse légitime le service de la vérité.

I

CAUSES DE DIVISION D'ORDRE GÉNÉRAL

Pourquoi sommes-nous divisés ? Question qui court la rue : ce qui est déjà un pénible aveu. Quand les chefs d'un pays ont toujours à la bouche les mots *union* ou *unité nationale* et qu'ils en parlent à temps et à contretemps, c'est qu'ils n'en peuvent parler qu'au nom d'un désir ou qu'au

* Conférence prononcée au Monument national (Montréal), le 29 novembre 1943, sous les auspices de la Ligue de l'Action Nationale. Présenté par M. Jacques Perrault, avocat, le conférencier fut remercié par M. Roger Duhamel, journaliste au *Devoir*. 75,000 exemplaires de cette conférence ont paru en français; 35,000 en anglais, traduction de M. Gordon O. Rothney.

nom de leur repentir. Nous sommes désunis, profondément désunis, c'est un fait brutal. L'union nationale n'a jamais si peu existé au Canada que pendant cette guerre. Et, sous prétexte de la préserver ou de la maintenir, jamais, pouvons-nous ajouter, on ne l'a si gauchement trahie.

Mais quelles causes et quelles gens nous ont divisés ? Mystère ? Question insoluble ? Non pas, à condition de ne pas louvoyer à côté de la question et de ne pas chercher les responsables où ils ne sont pas. Nos divisions, comme toutes les divisions entre pays, peuples ou nationalités, tiennent d'abord à des causes de caractère universel. L'homme s'est éloigné de l'homme le jour où il s'est éloigné de Dieu. Dès lors que les hommes ne se croyaient plus les fils d'un même Père, la fraternité humaine était frappée à mort. Toute négation de Dieu est une négation du prochain. Depuis Caïn, pouvons-nous dire, ou plutôt depuis le péché, nous avons dans le sang l'atavisme fratricide. Caïn a d'ailleurs fait école. A son exemple, non seulement l'homme a refusé de se constituer le gardien de son frère; les hommes ont commencé à se haïr, à s'entretuer. La haine s'est propagée d'individu à individu, de clan à clan, de classe à classe, de tribu à tribu, de peuple à peuple, à mesure que les groupements humains se sont amplifiés, diversifiés, et qu'on les a vus s'opposer par l'intérêt, par leurs dissemblances de sang, de culture ou d'esprit. Pour reconstituer la fraternité des peuples, les empires politiques ou militaires, les grandes concentrations économiques n'ont été, dans les temps anciens comme dans les temps modernes, que des entreprises à rebours. A l'intérieur, les empires ont trop souvent brimé, écrasé les petits peuples, et, par là même, les ont exaspérés. A l'extérieur, par leurs convoitises, par leur accaparement anormal des terres et des richesses du monde, empires et concentrations économiques ont provoqué des compétitions, des concentrations rivales,

déchaîné des guerres féroces. Les Sociétés des nations dominées, régentées par les *Big Four* ou les *Big Five*, n'ont pas fait mieux. Le christianisme reste, dans l'histoire du monde, la seule vraie tentative pour reconstituer la fraternité humaine. Il nous a réappris notre origine commune; il nous a réappris à dire: « Notre Père qui êtes aux cieux ». Il y a ajouté cette autre conception d'un Dieu assumant notre nature, se constituant notre frère et notre chef, établissant pour nous cette incomparable fraternité qu'est l'Eglise, fraternité, communion des saints qui associe les hommes, non seulement dans la même foi, mais dans les mêmes espérances et dans le même amour et pour le partage du même bonheur dans une cité éternelle. Mais lorsque François 1er, pour sauver la France menacée, il est vrai, d'étranglement, par l'étau austro-espagnol, fit alliance avec le Turc et avec les princes protestants; et lorsque la Réforme eut déchiré, mis en pièces la robe sans couture, la chrétienté, la république chrétienne, admirable réalisation de fraternité accomplie par le Moyen Age, étaient bel et bien abolies. Les anciennes causes de division, un moment atténuées, amenuisées par le christianisme, se sont de nouveau débridées avec une violence inouïe. Dix-huit cents ans après la mort du Christ, Joseph de Maistre a pu écrire cette amère mais juste constatation: « Les nations ne s'aiment pas. » Partout elles continuent à se diviser sur des frontières devenues classiques: les frontières de la race ou de la couleur, de la langue, de la foi, de l'intérêt. On peut et l'on doit regretter pareil état de choses. Un politique, un sociologue, un historien qui font profession de sain réalisme, n'ont pas le droit d'ignorer, ni même de donner pour superficielles, ces causes profondes de division. Nous avons d'ailleurs cruellement éprouvé, au Canada, combien ces oppositions de croyances, de langue, de culture, nous ont désunis plus encore peut-être que les oppositions d'intérêts. Démontrer qu'Anglais et Français ont partagé pendant dix

siècles la même foi catholique et romaine: que les langues des deux peuples s'empruntent des milliers de vocables, et qu'après tout, pour reprendre un mot de Clemenceau, l'Angleterre n'est « qu'une ancienne colonie française qui a mal tourné », toutes ces belles considérations n'émeuvent qu'assez médiocrement un Orangiste de Brockville ou de Toronto. D'ailleurs, pour se rapprocher, il ne suffit pas de démontrer qu'on est tout proche par le sang et par la culture, sans quoi les Polonais n'auraient pas de meilleurs amis que les Russes.

II

CAUSES D'ORDRE PARTICULIER — L'HISTOIRE I

Outre ces motifs d'ordre général, le démon de la division en aurait-il ramassé quelques autres, plus particuliers à notre pays ? Selon les uns, la grande responsable de notre mésentente entre les races, ce serait l'Histoire. Et l'on a vu des esprits chimériques, pour ne pas dire davantage, prôner le rêve assez bizarre, — je ne dis pas grotesque, en dépit de l'envie que j'en ai — le rêve d'un enseignement uniforme de l'Histoire du Canada d'un océan à l'autre, par le moyen d'un manuel unique, où l'Histoire elle-même, passée au rabot ou à la lime, ne serait plus écrite naturellement qu'avec une encre mêlée de miel et... d'un peu de suif de mouton. Certes, je ne veux pas d'une histoire haineuse, inutilement passionnée. Mais il n'existe pas deux sortes d'histoire; je n'en connais qu'une: l'histoire objective, véridique. Et, pour ma part, à quelques messieurs de l'Université (aujourd'hui disparus) qui voulaient me forcer à écrire de l'Histoire officielle et qui me donnaient à choisir entre ma chaire d'université et ma liberté, j'ai dit, dans le temps, que je choisirais ma liberté. L'Histoire, instrument

de propagande — ou l'Histoire officielle, ce qui revient au même — c'est la négation même de l'Histoire. Je ne connais que l'Histoire qui dit, non pas ce qui aurait pu être, ni ce qui aurait dû être, mais ce qui a été, rien que ce qui a été, mais tout ce qui a été; l'histoire qui dit bien ce qui est bien, qui dit mal ce qui est mal; qui tient compte, assurément, des idées de chaque époque, de l'ambiance des personnes et des faits, voire des aspects accidentels de la morale, mais qui ne se connaît pas le droit d'altérer en rien la vérité, encore moins de tout absoudre, parce qu'il y aurait la morale des vainqueurs et des forts, la morale des amoraux et la morale des immoraux. Une telle histoire, qu'on soit tranquille, n'enseigne pas la haine de l'Anglais; elle enseigne tout au plus à voir une espèce d'Anglais tels qu'ils sont. Elle ne ferait pas l'affaire, je le veux bien, des politiciens, entrepreneurs d'union nationale à tout prix, non plus que des partisans plus ou moins conscients du *melting-pot*; elle aurait l'inappréciable avantage de ne pas enseigner le mensonge et de ne pas saboter le passé. J'ajoute même qu'elle travaillerait plus intelligemment que les apôtres intéressés ou naïfs du rapprochement entre les races, à la bonne-entente légitime et possible. Quand l'histoire objective ne ferait rien d'autre qu'enseigner aux Canadiens français à ne pas considérer nécessairement la conquête anglaise comme un « bienfait providentiel », l'expulsion des Acadiens comme une entreprise de tourisme un peu bousculée, un thème poétique à l'usage d'un Longfellow; à ne pas confondre un Craig avec un Sherbrooke, un Sydenham avec un Bagot, un Metcalfe avec un Elgin; à ne pas prendre le Rapport Durham pour des souhaits du jour de l'an ou pour le simple accès de bile d'un lord qui aurait trop bien dîné; l'Union des Canadas pour une accolade fraternelle, les lois scolaires des provinces anglaises, un Règlement XVII, pour des monuments de sagesse législative ou une chance unique d'apprendre l'anglais; quand,

pour tout dire et pour faire trêve à la boutade, l'histoire objective, école de vérité, n'apprendrait rien d'autre à nos compatriotes qu'à faire quelque distinction entre la justice et l'injustice, entre le respect du droit et le mépris du droit, à ne pas prendre nécessairement un coup de pied pour une politesse, à savoir enfin en quel pays nous vivons et avec qui nous vivons, et à régler là-dessus nos attitudes morales et politiques, pareille histoire, j'ose le dire, travaillerait efficacement à la bonne-entente au Canada, parce que la bonne méthode pour faire la paix avec les Anglo-Canadiens — j'aurai l'occasion de m'en expliquer plus clairement tout à l'heure, — ce n'est pas de faire des Canadiens français un peuple de naïfs et d'esclaves, mais un peuple aux yeux ouverts et d'une échine aussi dure que l'échine anglaise.

Au reste, cette histoire uniforme ou unique, la pouvons-nous faire nôtre, sans nous résigner à voiler, à trahir quelques-uns des aspects les plus grands, les plus originaux de notre passé ? S'il est une ligne de force, dans ce passé, c'est le catholicisme. Le Canada français est, plus que toute chose, le fils de l'Eglise. Toute une époque de son histoire procède même d'une foi et d'un esprit mystiques. Ses institutions sociales fondamentales, ses mœurs, ses traditions, lui viennent en droite ligne de l'esprit chrétien et de son droit français. S'il est une constante, dans la vie de notre petit peuple, c'est son prosélytisme et son expansion apostoliques : évangéliste d'abord des Indiens de l'Amérique, pourvoyeur ensuite de pasteurs à tous les diocèses du Canada et d'une notable partie des Etats-Unis ; puis, en ces derniers temps, pépinière d'apôtres pour la conversion des continents infidèles. Or, je le demande aux esprits de bonne foi, comment une histoire uniforme, au goût des sectes et des agnostiques, comment une telle histoire peut-elle s'écrire et s'enseigner, sans risquer d'altérer ou de voiler, à

notre détriment, quelques-uns des aspects essentiels et le fond même de notre vie ? Fût-il, au reste, possible de l'entreprendre, cette histoire varloquée ou limée, au profit de qui se ferait-elle ? Laquelle des deux races a le plus de pardons à consentir ? Laquelle a, dans son passé, le plus d'actes désagréables à se faire biffer ? Vous retrouvez encore ici la vieille doctrine d'abjection, la vieille tradition politicienne, conseillère de la concession unilatérale et illimitée. On nous demande d'oublier le passé ; j'en suis, mais pourvu qu'on oublie des deux côtés, et que, par exemple, d'une part, l'on ne se croie pas toujours sur les Plaines d'Abraham ou devant la signature de la capitulation de Montréal. J'accepte l'oubli qui peut servir à nous rapprocher les uns des autres ; je ne veux pas de l'oubli qui ne peut servir qu'à nous endormir. Au reste, cette histoire camouflée, éminemment propre à faire de nos compatriotes une race d'encaisseurs joyeux de soufflets et d'injures, une race de résignés à toutes les humiliations, les politiciens de tout poil peuvent essayer, si cela leur plaît, de l'imposer à nos écoles. Pour ma part, je crois connaître des maîtres qui ne l'enseigneront pas et des petits Canadiens français et des petites Canadiennes françaises qui ne l'apprendront jamais.

D'ailleurs, il ne paraît point que tous nos amis anglo-canadiens croient d'une foi bien ferme à l'efficacité de l'histoire bonne-ententiste. A propos d'un ouvrage de Sophy L. Elliott, *The Women Pioneers of North America*, ouvrage d'histoire idéaliste et qui se donne pour fin de cimenter l'amitié et la bonne-entente entre les races au Canada, M. R. M. Saunders, de l'Université de Toronto, s'élève, dans la *Canadian Historical Review* (mars 1943), contre un usage de l'histoire où il voit de la « naïveté et un manque de réalisme ». « Les écrivains qui nourrissent de telles aspirations devraient se rendre compte, affirme encore M.

Saunders, que s'il y a lieu de cultiver entre les deux groupes une plus grande harmonie, il leur faut se rencontrer l'un et l'autre et étudier leurs problèmes actuels, tels qu'ils se posent. »

Vérité de bon sens. Une histoire frelatée, à l'usage des Dauphins de la bonne-entente, ne corrigerait rien, pour l'excellente raison que, chercher nos causes de divisions dans l'histoire, c'est les chercher où elles ne sont point. Que seulement le pacte de 1864-67 soit exécuté de façon loyale; que les Canadiens français soient traités, d'un bout à l'autre du pays, non pas comme des frères, nous ne demandons pas tant, non pas avec générosité, mais simplement avec justice, comme des associés à droits égaux, et plus simplement, comme une race d'hommes qui aurait droit, à l'égal de tout le monde, aux quatre libertés, aux prescriptions grandiloquentes de la Charte de l'Atlantique; et à qui fera-t-on croire que les exploits de Winslow, de Lawrence, de Wolfe, de Craig, de Dalhousie, de Colborne, de Durham, de Metcalfe, même racontés, même enseignés dans leur virginale intégrité, empêcheraient nos deux peuples de se comprendre et de se respecter, empêcheraient surtout un peuple qui a toujours eu la main tendue pour le pardon chrétien, de la tendre encore une fois pour enterrer les passions de races et pour donner la paix au Canada ? Ce n'est pas ce qui s'est passé hier qui nous divise; c'est ce qui se passe aujourd'hui; ce sont les injustices qu'on perpétue.

L'EXTRÉMISME ?

Quoi qu'en disent, en effet, les caudataires de la race anglo-saxonne chez nous, nous ne sommes pas des extrémistes. Et notre prétendu extrémisme n'est pas plus que l'histoire la cause de la désunion. Je ne sais point, dans notre vie, de phénomène plus étrange et plus attristant que cette propension morbide à nous rapetisser moralement, à

nous accuser, par exemple, de tous les péchés, et plus particulièrement de ceux que nous n'avons pas commis. Comptez si vous le pouvez, les bonnes âmes qui ne cessent de nous prodiguer les: *Attention ! les: Prenez garde !*, comme si nous étions des foudres de guerre toujours prêts à partir en campagne, des fanatiques enragés toujours en appétit de dévorer le voisin. En conclusion de statistiques sur la position avantageuse faite au Québec par sa haute natalité, n'ai-je pas lu, dans un grand journal catholique de langue française, ces lignes ineffables et incroyables: « La famille nombreuse est un précieux monopole pour l'élément français au Canada. Nous ne devons pas abuser de ce monopole... » S'il fallait en croire les doléances de quelques-uns de ces singuliers bonne-ententistes, tout miel pour les autres, tout fiel pour les leurs, plus sensibles à la désunion entre les races qu'à la désunion entre leurs compatriotes, si zélés pour la réconciliation générale qu'ils seraient prêts à l'opérer au prix de la brouille entre leurs propres frères, pour ces bons apôtres, disais-je, c'est nous qui serions les loups au Canada; les autres seraient les agneaux, avec ce résultat paradoxal que ce seraient les agneaux qui auraient mangé les loups. Décidément nous sommes à l'époque de l'histoire romancée. Un moyen bien simple s'offre, à mon sens, de régler, une fois pour toutes, cette question d'extrémisme. Des droits ont été foulés aux pieds en ce pays et l'on sait où; des lois, des promesses jurées ont été violées et l'on sait combien de fois. Chacun peut montrer du doigt les contempteurs de la justice, les briseurs de constitution. Eh bien ! aux faiseurs d'histoire à rebours qui veulent absolument que nous ayons un estomac et des dents de loup, je ne demande qu'une chose: qu'ils se décident donc à nous montrer nos victimes ! Qu'ils nous montrent la minorité, le faible que nous avons écrasés, le droit que nous avons piétiné. Qu'ils nous citent un cas, un seul où la passion nationale nous aurait emportés

hors des frontières de la justice et du droit. Et si ces messieurs n'ont pas de victimes accusatrices à brandir, le moins que nous puissions leur demander, ne serait-ce pas de se taire ? Ils veulent savoir qui nous a divisés ? Qu'ils se hasardent à chercher ailleurs que dans le Québec; qu'ils aillent le demander à Charlottetown, à Halifax, à Fredericton, à Toronto, à Winnipeg, à Regina, à Edmonton, à Ottawa, surtout à Ottawa; et si, en ces lieux, on ne veut pas le dire, il y a peut-être moyen de s'informer et de l'apprendre. Extrémistes, les Canadiens français ! Je ne connais chez eux qu'une forme d'extrémisme: l'extrémisme dans la candeur et la bonasserie; l'extrémisme dans l'aplatissement devant l'Anglais. Si nos compatriotes méritent un reproche, ce n'est pas d'avoir la rancune tenace, ni le pardon difficile; c'est d'avoir la mémoire trop courte et de croire ingénument que le coup qu'on leur porte, c'est toujours le dernier. Certes, nous sommes un peuple blessé, mortifié; depuis cent cinquante ans, nous avons été souvent trompés, humiliés, brimés, trahis. Mais il faut le dire fièrement: nous sommes restés un peuple sans haine. Extrémistes que nous sommes, aux coups nous n'avons jamais répondu par des coups. Dieu merci ! nous ne convoitons le bien ni le droit de personne en ce pays; nous ne nourrissons contre personne le moindre désir de vengeance. Et si l'on voulait seulement nous laisser tranquilles et nous donner, non pas deux parts de justice, mais notre petite part de justice, on pourrait démobiliser tous les prédicants de bonne-entente et les renvoyer à leur effort de guerre.

CAUSES VÉRITABLES: MÉCONNAISSANCE DU FAIT FRANÇAIS

Imputables ni à l'enseignement de l'histoire, ni à notre prétendu extrémisme, où donc chercher les causes de la désunion ? Question capitale que personne ne peut élu-

der. On peut palabrer indéfiniment sur l'unité nationale, sur sa nécessité, sur la stupidité de la désunion. Rien ne sera changé, aussi longtemps que l'on n'aura pas décidé d'aller à la racine du mal, et que, ce mal, l'ayant découvert, l'on n'aura pas le courage de l'envisager. La première charité que se doivent Canadiens anglais et Canadiens français; et, j'oserai le dire, la première condition de la bonne entente, c'est la franchise. Pour ma part, je renonce à subtiliser. Je me dis tout simplement qu'une division aussi profonde que celle qui oppose les deux races au Canada ne peut avoir que des causes profondes, indiquer un désaccord sur des points capitaux. Disons-le tout net: les deux races ne s'entendent pas, parce que l'une veut bien l'égalité de droit, mais à la condition de se réserver la part du lion. Vérité qui n'a rien d'original, je le sais; vérité crue, je le sais encore; mais vérité vraie. Au fond, ce qu'une catégorie d'Anglais ne nous pardonne pas, c'est d'exister. Et c'est de prétendre exister avec les mêmes droits que ces messieurs, la même liberté, la même dignité. En d'autres termes, ce qu'ils ne veulent pas reconnaître ni accepter, au Canada, avec ses conséquences juridiques et politiques, c'est le fait français. Il existe une catégorie d'Anglais d'esprit ouvert et généreux avec qui nous pouvons nous entendre; mais il en existe une autre qu'on dirait incapable d'admettre que tout le monde ne pense, ne sente point à l'anglo-saxonne, n'ait point de réactions qu'anglo-saxonnes, comme si la race humaine habitait un univers anglo-saxon. Certes, je ne conteste pas et personne, chez nous, ne songe à contester la grandeur anglo-saxonne. Mais ne pourrait-on pas s'apercevoir, en certains milieux, ainsi que le rappelait l'autre jour l'ex-président Hoover, que la race anglo-saxonne ne compte que pour dix pour cent de la population du globe, et qu'il se trouve, par conséquent, sur la planète, quelques poignées d'hommes qui se croient Français, Espagnols, Portugais, Allemands, Russes, Italiens, Grecs, Bulgares,

Norvégiens, voire Japonais, Chinois, Birmanais et Hindous, et qui, après tout, ne s'en trouvent pas si mal ? Pourquoi, chez nous, cette lutte opiniâtre faite au français, non pas seulement à l'usage officiel et légitime de la langue dans le domaine politique, mais jusqu'à son enseignement dans les écoles des minorités ? Pourquoi ce rationnement de culture imposé aux descendants de l'une des plus hautes cultures du monde ? Pourquoi cette opposition à l'influence française dans le fonctionnarisme fédéral et jusqu'au sein des ministères ? Pourquoi cette persistance à limiter le fait français aux frontières québécoises et à lui défendre de les dépasser ? Pourquoi ? Comment expliquer de pareils faits ? Et si les coupables, c'était nous, qu'apercevraient au fond de tels faits, nos amis anglo-canadiens, sinon et à bon droit, les réflexes d'un racisme resté virulent, un vieil esprit de conquérant toujours assoiffé de domination et qui entend bien maintenir, entre les races, une distance respectueuse ?

Duncan McArthur, historien, ancien principal de Queen's, si je ne me trompe, et ancien ministre de l'éducation dans le cabinet Hepburn, pensait à cette sorte d'Anglais, lorsqu'il a écrit, dans un de ses ouvrages d'histoire : « Au Canada français, après la conquête, comme partout ailleurs et à d'autres époques, le plus grand obstacle à l'anglicisation du peuple fut l'Anglais lui-même. »

Nous n'avons plus à chercher par quel simple phénomène le droit de penser, de sentir, d'agir canadien-français devient de l'étroit provincialisme, et, en temps de guerre, de l'isolationnisme. En quoi, d'ailleurs, ces Anglo-Canadiens sont d'accord avec nos renégats et nos grands politiciens. Au témoignage d'un bon observateur, le journaliste américain, William Henry Chamberlin, « l'esprit particulariste est puissant au Canada... Chaque province canadienne, a-t-il noté dans son ouvrage : *Canada to-day and to-morrow*,

possède une personnalité bien arrêtée. » Il n'empêche que seuls les Canadiens français seraient tristement affligés de l'esprit particulariste; seul leur particularisme serait un péché. Et notre péché de particularisme serait de penser parfois à notre pays avant de penser au pays des autres. S'est-on demandé d'où vient ce particularisme ? Que, de 1604 à 1760, le fait français ait seul existé au Canada, je ne sache pas que nous ayons des excuses à présenter. Et depuis 1760, avec l'assentiment ou la complicité de qui le fait français s'est-il maintenu, fortifié ? Je m'excuse de revenir ici sur des choses que j'ai rappelées tant de fois. Dès 1764 nous refusions de devenir des Anglais, dans l'empire britannique. Dix ans plus tard, l'Acte de Québec, c'est-à-dire le parlement impérial, consacrait, et nous savons avec quel éclat, cette volonté isolationniste. Consécration que le même parlement renouvelait en 1791 par la formation du Bas et du Haut-Canada, et ce, à la demande particulière des loyalistes et des immigrants britanniques qui allaient constituer le Haut. Ce fait déplorable en résulta, contre lequel nous ne pouvons rien, que, pendant un demi-siècle, le Bas-Canada continua de vivre sa vie comme province ou État distinct. En 1841 on tentait de revenir à la politique assimilatrice de 1764. Nous nous entêtions dans notre isolationnisme. Nous faisons bloc autour de LaFontaine comme, pendant 20 ans, nous l'avions fait autour de Papineau. En 1842, Bagot, puis le gouvernement impérial s'inclinaient de nouveau devant l'irréductible fait français, parce qu'ils ne pouvaient se passer de notre collaboration politique. Dernière et plus solennelle consécration en 1867. La Confédération n'était pas possible sans le Québec, et nous refusions d'entrer dans la Confédération, sinon en qualité de province autonome. Province autonome, province française, nous sommes alors redevenus. Une fois, deux fois, trois fois, quatre fois ! Combien de fois faudra-t-il faire reconnaître et consacrer le fait français pour que certaines

gens se décident à l'accepter et à le respecter, sans limitation indue, sans équivoque, sans marchandage blessant ? Là pourtant, dans une politique qui n'a pas cessé d'être une politique à balancement, ou, si l'on préfère, une politique à double visage: reconnaître et ne pas reconnaître le fait français, le reconnaître, mais s'efforcer toujours de le limiter, et, si possible, de le supprimer, là réside, et nos bonne-ententistes feraient bien de s'en aviser, l'une des causes principales de nos divisions et de nos querelles. En 1774 on s'inclinait apparemment devant le fait français. Mais, dans ce pays que l'on voulait français, à qui confiait-on le pouvoir politique ? A qui allait le plus gros des fonctions d'Etat ? A l'immense majorité canadienne-française ? Non pas. A une poignée de loyalistes américains et de frais immigrants des îles britanniques. Et le premier mouvement de cette infime minorité, c'était d'entamer la lutte contre les lois françaises de la province et pour le rappel de l'Acte de Québec. Après 1791, dans cette province à laquelle, au dire de Pitt, de Grenville, de Burke et de quelques autres, l'on voulait maintenir son caractère français, qui continue de gouverner ? A-t-on fait confiance, encore cette fois, à la majorité et à la population autochtone de la province ? En face d'une Chambre élective aux trois quarts canadienne-française, l'on a dressé un gouverneur omnipotent, responsable uniquement à Londres, puis un Conseil exécutif et un Conseil législatif où jamais, pendant cinquante ans, les Canadiens français ne détiendront la majorité. C'est-à-dire que, sous un régime politique que l'on prétendait représentatif ou démocratique, la minorité, ou plutôt une caste bureaucratique qui d'abord ne formait pas le dixième, puis, sur la fin, le quart de la population, a possédé et exercé la réalité du pouvoir. Pendant un demi-siècle, cette caste a gouverné le Bas-Canada à sa guise, fait fonctionner des institutions qui n'étaient pas seulement en opposition radicale avec le caractère national de la province, mais

qui étaient la négation même de la démocratie. Et l'on s'étonne, après cela, que nos pères aient été parfois des mécontents et qu'il y ait eu, dans notre histoire, un 1837-38. Ce régime, voulez-vous savoir en quels termes un historien l'a jugé ? « Ce fut, a-t-il écrit, ce procédé trop dépourvu assurément de franchise qui consistait à saper la politique de l'Acte de Québec pendant qu'on faisait profession de le respecter, qui progressivement exaspéra les Canadiens français... Leur assurer tous les éléments essentiels de leur nationalité, puis d'autre part, leur refuser les conséquences logiques et nécessaires d'une pleine gouverne de leurs affaires domestiques, et leur ôter, par surcroît, les moyens de se libérer de façon définitive de l'humiliation du joug étranger, ce n'était rien d'autre qu'un raffinement de cruauté raciale, cruauté que le peuple anglais, par bonheur et pour la réputation de l'humanité britannique, a condamnée chaque fois que d'autres peuples s'en sont rendus coupables. » « Se flatter que les Canadiens français, continue le même historien, renonceraient volontairement à leur nationalité, pour accepter avec une résignation paisible, la citoyenneté britannique, c'était le comble de l'absurdité. » Et cet historien, qui parle ainsi, ce n'est pas un historien canadien-français, et ce n'est pas un professeur de l'Université de Montréal, c'est un historien anglo-canadien, M. Adam Shortt.

MÉSENTENTE SUR LA CONFÉDÉRATION

La dernière consécration du fait français eut lieu, vous disais-je tout à l'heure, au moment de la Confédération. C'en fut aussi la plus haute consécration, la plus catégorique. Personne n'ignore ce que devait être ce régime de 1867. Dans la pensée des pères, il serait l'expression juridique d'une franche collaboration : collaboration entre les races, collaboration entre les provinces. Le fait français, la

question des races et des langues, on prétendait les avoir mis, à tout jamais, hors de dispute. Un article de la constitution proclamait l'égalité juridique et politique du français et de l'anglais. Selon le commentaire du chef le plus autorisé des Anglo-Canadiens, il n'y avait plus, au Canada, ni vainqueurs, ni vaincus, mais des associés possédant, en tous domaines, des droits égaux. Le nouveau régime affirmait, en politique, l'idée de décentralisation. L'on avait écarté l'Etat unitaire, ou ce que l'on appelait alors l'union législative, pour se rallier à une fédération de provinces autonomes, ce qui restituait à l'ancien Bas-Canada, sa pleine individualité politique et nationale. Le Québec obtenait même, dans cette fédération, une situation privilégiée, un supplément de garanties. Le paragraphe 13 de l'art. 92 de la constitution nous assurait la propriété et les *droits civils dans la province*. Et, comme au jugement du Conseil privé d'Angleterre, il faut entendre ces mots dans le même sens qu'en l'art. 8 de l'Acte de Québec, le parlement fédéral serait donc incapable de rien trancher dans le domaine de notre droit civil. En outre, par l'art. 94 de la même constitution, le parlement se réservait le droit d'uniformiser le droit civil de l'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, mais s'interdisait le même droit à l'égard du droit de la province de Québec qui devenait ainsi doublement intangible.

Telles étaient les idées de fond qui ont donné naissance à la Confédération, telles étaient les stipulations maîtresses du contrat de 1867. Or quelle a été, dans les provinces anglo-canadiennes, et quelle a été à Ottawa, par rapport au fait et au droit français, la politique généralement suivie depuis soixante-seize ans ? Exactement le contre-pied de ce qu'elle devait être. Dans toutes les provinces, les minorités françaises ont été soumises et sont encore soumises au rationnement de leur culture, et sont même gênées dans

l'enseignement de leur religion. A Ottawa, au centre de la Confédération, dans ce parlement et dans ce gouvernement de la capitale qui devraient être les protecteurs des droits minoritaires, les minorités françaises et catholiques, l'une après l'autre, ont vainement imploré protection contre les spoliateurs de leurs droits. Dans le domaine fédéral, la langue française n'arrive malaisément à tenir ses positions qu'au prix de la défensive perpétuelle. Les Canadiens d'origine française sont contraints de disputer à une bureaucratie vorace, et encore sans trop de succès, une maigre part d'emplois ou d'influence dans le fonctionnarisme. Le parlement fédéral, par sa législation sociale, ne cesse de saper savamment notre droit civil. La bureaucratie fédérale s'emploie, jusque dans notre province, à fausser et parfois à démolir notre type d'organisation ouvrière. Que dis-je ? Ottawa ne respecte même pas le principe fondamental de la Confédération. La tendance générale de sa politique à l'égard des provinces, c'est de grignoter leur autonomie. Ce grignotement déjà commencé avant la guerre. Ottawa a pris prétexte de la guerre pour le continuer avec une sorte d'entêtement sombre. Partout où il l'a pu, il a essayé d'étendre son ambitieux centralisme, centralisme, uniformisme, je n'ai pas besoin d'y appuyer, qui affecte surtout la province la plus différenciée, la plus originale, la province de Québec, met en péril ses institutions fondamentales, sa liberté d'action et par conséquent son avenir. Parqués dans la « réserve » québécoise, voici que notre « réserve » elle-même est soumise à l'assaut. Non décidément, et quoi qu'en pense un collaborateur d'une récente livraison de *Relations*, le Canada ne mérite point d'être cité en exemple au monde pour sa libérale solution du problème des nationalités et des droits minoritaires, à moins qu'une nationalité, la nôtre, c'est-à-dire trente pour cent de la population, ne se tienne pour satisfaite de se faire servir, à la table de famille, les os déjà rongés par le lion.

Parlons franc. Nous voici encore divisés sur un point d'une extrême gravité: l'interprétation et l'exécution du pacte confédératif. Ce qui est grave, en effet, pour l'avenir, c'est ce désaccord grandissant sur le principe même de l'Etat fédéral. C'est la conviction qui se forme lentement dans l'une des provinces-mères et dans l'esprit inquiet d'une nationalité que, non seulement elle ne saurait plus compter sur le pouvoir central comme sur un pouvoir protecteur et comme sur un arbitre impartial, mais qu'en tête lui-même des éléments les plus hostiles, ce pouvoir conspire contre les droits les plus sacrés d'une province et comme l'avenir national de près du tiers de la population canadienne.

MÉSENTENTE SUR LA PATRIE

Et la mésentente, hélas ! ne s'arrête pas là. En même temps qu'ils nous apportaient cette immense déception, les hommes d'Ottawa ont trouvé le moyen de jeter, entre les races, une autre semence de division. Quand les groupes ethniques d'un même pays sont trop divers par le sang, par l'histoire, par leurs hérédités culturelles, il leur reste au moins à se rencontrer et à s'entendre dans une affection commune pour la même terre, dans une même conception de l'idée de patrie. Une patrie, donner aux Canadiens une patrie, ce fut l'un des rêves et l'une des promesses solennelles des hommes de 1867. L'ont-ils crié assez haut leur dessein de créer une âme, un esprit canadien, a « new nation », comme ils disaient, et à cette nation nouvelle, de n'assigner d'autre foyer national que cette grande terre que nous habitons ? Après avoir hésité sur le nom dont ils l'appelleraient, avoir pensé à *Columbia*, *New Britain*, etc., ils se ralliaient à celui de *Canada*, parce que le mot évoquait à la fois toute une histoire et une superbe entité géographique, celle qu'avaient bâtie les immortels explora-

teurs. Et pour que ce Canada fût bien aux Canadiens, John A. MacDonald parlait d'en faire une « grande monarchie britannique »; il voulait ériger la Confédération en une vice-royauté, mettre à sa tête un membre de la famille royale; et lui et ses collègues proposaient d'appeler le nouveau pays: « Kingdom of Canada ». Vous savez ce qu'est devenu ce rêve de grandeur et de liberté. Depuis quarante ans, les retours offensifs du plus abject colonialisme ont fait rétrograder le Canada vers l'enfance politique, pour nous ramener, sur plusieurs points, au régime du « Crown colony ». Que n'a-t-on pas fait pour nous désaxer, pour tuer le sentiment canadien ? L'on a exigé de nous, pour un autre pays, des sacrifices qu'on oserait à peine nous demander pour notre propre terre. J'entends que de bons esprits s'interrogent et ne savent plus qui dirige notre politique extérieure. Bref, à l'heure où nous sommes, rien ne divise tant les Canadiens que l'équivoque, le désaccord sur la réalité même de la patrie. Car l'honnête opinion vous dira que sur les onze millions d'habitants du Canada, pas moins de sept millions se voient contester le droit d'aimer par-dessus tout leur patrie naturelle, et ce, au profit de la patrie qu'il plaît à une minorité d'impérialistes de leur imposer.

Etait-ce pour aboutir à ces misères, à ces retours vers le servage colonial que les « Pères » ont fait la Confédération ? Mesdames, Messieurs, je ne suis pas séparatiste, quoi que l'on ait dit et quoi que l'on persiste à dire. Je crois et j'enseigne à mes étudiants de l'Université de Montréal que la Confédération aurait pu être accueillie en 1867 comme une grande victoire française. Les maux dont nous souffrons, ai-je encore l'habitude de soutenir, tiennent moins aux institutions qu'aux hommes, je veux dire à l'espèce d'hommes qui, depuis soixante-seize ans, ont tenu ou plutôt ont galvaudé chez nous le rôle de chefs. Je crois tou-

jours qu'une race intelligente et énergique et qui n'endurerait pas d'être trahie par ses politiciens, pourrait, en dépit de ce statut politique, vaquer, en toute liberté, au développement de sa vie totale, même économique. D'autre part, je ne crois pas trahir la pensée de fond de mes compatriotes, de ceux du moins qui se tiennent encore debout, quand je l'exprime par ces quelques formules: Nous voulons d'un pouvoir central à Ottawa, nous ne voulons point d'un pouvoir centralisateur. Nous ne voulons pas d'un super-Etat dont le principal souci soit de démolir les Etats provinciaux. Rien au monde, et point surtout les intérêts ou les combinaisons des vieux partis ne nous feront rester dans la Confédération, pour y tenir le rôle d'un Cendrillon ou pour permettre aux hommes d'Ottawa de faire indéfiniment la paix nationale sur le dos de la province de Québec. C'est dire que l'on ne fera pas de nous le Jonas perpétuel qu'on jette à l'eau chaque fois que la barque va de travers. C'est dire encore que, dans la maison de famille, nous voulons notre place au salon comme les autres et que nous n'acceptons pas d'être renvoyés à la petite chambre de la servante. Enfin et surtout, racinés dans ce pays depuis trois siècles, ayant contribué, pour notre part, à conquérir, par étapes glorieuses, son indépendance au moins théorique, convaincus, au reste, par l'expérience historique et par le droit naturel, qu'un homme libre et sensé n'a qu'une patrie et ne peut avoir qu'une patrie, jamais, nous n'accepterons pour patrie d'autre pays que la terre de nos pères, le Canada, d'autre chant national qu'un hymne canadien, d'autre drapeau que le drapeau du Canada.

III

LE REMÈDE POSSIBLE

J'ai essayé de vous dire les vraies causes de nos divisions. N'ayant rien du politicien, du moins je l'espère, ces

causes, je n'ai pas cherché à vous en camoufler la gravité. Méconnaissance ou acceptation limitée du fait français et du pacte confédératif, c'est-à-dire désaccord absolu sur la structure nationale et politique du pays, puis mécontente sur la réalité ou l'idée même de patrie, je vous demande s'il est possible que les citoyens d'un pays se disputent sur des points plus graves ? Voilà pourtant notre désaccord, dans son impitoyable mais juste réalité, débarrassé des emmiellures des dupes. Est-ce à dire que le mal reste pour autant sans remède ? Je ne le crois pas. Mais le remède, pour l'indiquer avec un sûr coup d'oeil, je mets encore cette condition, qu'en réalistes toujours, nous cherchions dans quelle mesure, chez nous, le mal de la division peut être guéri, ou, plus exactement, jusqu'où peut aller ce que l'on appelle l'union des races ou l'*union nationale*. Je ne dis pas *unité nationale*; je dis *union nationale*, selon le conseil que nous donnait, il y a quelques années, un juriste qui sait la valeur des mots, M. Antonio Perrault. Union, unité, c'est toute la différence entre le possible et l'impossible. Notre pays étant bâti comme il l'est, avec ses diversités géographiques, son mélange de races et de croyances, le caractère fédéraliste de sa constitution politique, demandons-nous, en toute objectivité, ce qui est humainement réalisable, ce qu'autorise d'espoir légitime l'ordinaire de l'histoire et s'il n'y a pas une perfection, un sommet de bonne-entente que nous ne pourrions jamais atteindre et qu'il serait folie d'espérer. Pour quelques-uns des nôtres, vous ne l'ignorez pas, qui sont quelquefois conscients et le plus souvent ne le sont pas, le rapprochement des races, bien suprême, bien transcendant, doit s'opérer, coûte que coûte, dussions-nous en payer tous les frais, et en devenir moins français.

De là ces consignes pour un bilinguisme, une assimilation des méthodes d'enseignement, des manières de vivre,

dont on ne marque plus les frontières et pour des prises de contact qu'on souhaite sans mesure ni discernement. Je ne crains pas de le dire: fausse orientation, vaine stratégie! A quoi bon rêver l'impossible? Toute histoire obéit à des lignes de force qui suivent leur direction propre. Des peuples différents par la foi, par la langue, par le droit, par les traditions, par leur philosophie de la vie, ne pourront jamais penser, sentir, réagir, de même façon. Notre pays est trop vaste et trop divers pour empêcher, même dans les provinces anglo-canadiennes, la formation de régionalismes irrésistibles. Nous, Canadiens français, nous sommes trop différents. Tenter, sous prétexte d'union nationale, d'amoindrir nos caractéristiques, le fond même de notre être, c'est prendre le risque de les entamer ou de les perdre, sans aucun profit pour nos voisins. Souvenons-nous qu'il n'est pas sain, qu'il n'est pas avantageux pour un pays de tendre vers l'uniformité trop absolue. Cette vérité, vieille comme le monde, un journal anglo-canadien, le *Halifax Chronicle*, nous le rappelait, il n'y a pas si longtemps: « Mais l'entente nationale est un dieu que les Canadiens n'adoreraient pas sans danger. Car donner à ce terme un sens absolu, embrassant les domaines social, culturel, économique, serait une sottise de la pire espèce. » Prenons garde, par conséquent, à l'illusion du bilinguisme, thaumaturge de l'union nationale. Anglo-Canadiens et Canadiens français pourraient avoir besoin de causer davantage si leurs différends ne reposaient que sur ces malentendus; mais nous avons vu qu'il y a bien autre chose que des malentendus. Les Irlandais d'Irlande avaient fini par apprendre la langue de leurs oppresseurs. Se sont-ils pour autant mieux entendus? En général Irlandais et Anglais parlent aujourd'hui la même langue. S'entendent-ils davantage? Nous-mêmes avons poussé le bilinguisme jusqu'aux limites de l'imprudence. Nous avons méprisé l'expérience universelle, oubliant que le bilinguisme généralisé, c'est d'ordi-

naire, à sa première phase, l'agonie d'une nationalité. On nous a entraînés à ces imprudences, au nom de la libération économique et de l'unité nationale. Cependant, je n'ai pas grand mérite à constater que le bilinguisme ne nous a pas empêchés de devenir plus que jamais les domestiques de la minorité dans notre province; et je ne vois pas que, pour avoir appris leur langue plus qu'ils n'apprennent la nôtre, nos compatriotes anglo-canadiens nous pressent davantage sur leur cœur.

Prenons garde, et pour les mêmes raisons, à l'enrôlement en masse dans les sociétés ou les clubs anglo-saxons, infailible recette, paraît-il, pour faire tomber tous les préjugés de races. Je vois bien ce que les Canadiens français perdent trop souvent à ces contacts; j'en suis encore à découvrir ce qu'ils y gagnent. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons entrer en troupeau dans les sociétés des autres, faire partie, à titre de filiales, de toutes les associations neutres, anglaises ou américaines, nous montrer incapables par conséquent de nous constituer, chez nous, des cadres, des sociétés à notre convenance et selon notre esprit, et garder la prétention d'être une race fière, des catholiques d'initiative et d'imagination créatrice, et, par surcroît, les *leaders* de la vie sociale dans notre province. Nous ne pouvons nous amuser, nous habiller, nous bâtir, manger, penser, sentir à l'anglaise et à l'américaine, prendre, en un mot, tous les risques de l'anglicisation et nous flatter de rester indéfiniment d'esprit français. Trêve à la chimère, aux rêves insensés ! Pour s'entendre avec les Anglais, disait Jacques Bainville, point n'est nécessaire de tousser ou de cracher comme eux. Nous pouvons nous unir; nous ne pouvons et nous ne devons jamais nous unifier. Et, pour l'amour du bon sens, cessons donc de rêver d'un mariage d'amour où il n'y a de possible qu'un mariage de raison.

FAUSSE STRATÉGIE

Ce mariage de raison, la bonne-entente raisonnable et réalisable, pour y parvenir, me demandez-vous, quelle méthode employer ? Avons-nous jusqu'ici sagement manœuvré ? En croirions-nous les conseils d'une école de politiciens et d'invertébrés, la bonne, l'unique méthode pour apaiser, dompter le fanatisme, ce serait de toujours lui céder, de faire assaut contre lui de gentillesse, de modération, de résignation. Ce serait de ne jamais oublier qu'après tout nous ne sommes qu'une minorité, et que l'habileté, la prudence nous commandent de ne jamais parler trop haut, de marcher à pas feutrés, d'abdiquer notre liberté de penser et notre droit de critique, d'écouter et d'exécuter à genoux les quatre volontés de la majorité, de dire *amen*, par exemple, à toutes les extravagances impérialistes, de régler nos réflexes, tous nos réflexes, sur les réflexes anglo-saxons. « Quand un Anglais aime la France, disait sir Austen Chamberlain, c'est comme on aime une femme. » Il y a tels de nos bonne-ententistes qui, pour se faire aimer des Anglais, seraient capables de changer de sexe, si même ça n'est déjà fait. Encore une fois : fausse méthode, fausse stratégie. J'en appelle à tous les esprits réalistes qui connaissent un peu la psychologie de l'Anglo-Saxon : paraître timide, craintif, faire le bonasse devant lui, est-ce une tactique qui vaille pour gagner son respect ? Est-il dans les moyens de l'agneau d'appivoiser le loup ? Dans nos rapports avec l'Anglo-Canadien, l'historien de l'avenir, je ne crois pas me tromper, nous reprochera plus que tout le reste, de nous être comportés comme de pauvres psychologues. Nous n'avons rien appris de la psychologie des forts. Certes je ne veux pas ignorer l'existence d'une élite anglo-canadienne, animée de l'esprit de justice envers les Canadiens français, prête à admettre la dualité de culture au Canada et qui même n'a d'autre patrie que la nôtre. Le

mérite est assez grand de ces Anglo-Canadiens d'être et de paraître ce qu'ils sont, pour ne pas leur ménager notre estime et notre admiration. Est-ce une raison de nous cacher que, pour un quarantième peut-être d'Anglo-Canadiens qui ont les yeux ouverts, trente-neuf quarantièmes ont encore les yeux fermés, et que, s'il existe une élite intelligente et généreuse qui s'applique à ouvrir les yeux fermés, il y a aussi une élite à rebours qui s'applique à fermer les yeux qui veulent s'ouvrir ? Vous voulez traiter avec l'Anglo-Saxon ? Commencez par vous souvenir qu'il appartient à une race impérialiste qui, depuis deux cents ans, détient sur le monde une incontestable hégémonie. On n'exerce pas une telle puissance, on ne joue pas un pareil rôle, pendant deux siècles, sans que l'idée de domination descende de l'esprit dans l'instinct pour y allumer un terrible orgueil de race. A cette passion dominatrice, l'Anglo-Saxon du Canada ajoute un élément quelque peu trouble. Pour paradoxale que puisse paraître mon affirmation, j'oserai dire qu'il souffre d'un complexe d'infériorité. Rappelez-vous que, dans le Bas-Canada d'avant 1867, il a vécu pendant près de cent ans à l'état de minorité; dans les Canadas-unis, jusque vers 1850, il est resté minorité. Aujourd'hui, dans ce pays si divers, de nationalités si mal fondues, en passe de devenir encore une minorité, il semble qu'il ait toujours peur que les rênes lui échappent. Pour sauvegarder sa suprématie, vous le voyez se cramponner périodiquement à des projets d'immigration britannique massive, mais surtout et toujours à l'idée impérialiste. L'impérialisme, c'est pour lui son idée-force, sa prime d'assurance contre son inquiétude. En définitive, l'Anglo-Canadien est un impérialiste intransigeant, fougueux, plus impérialiste que l'impérialiste d'Angleterre, parce que c'est un impérialiste inquiet, d'une passion de race constamment exacerbée. Très attaché, en outre, à la petite île européenne qui a fait de lui l'un des grands de ce monde, il prend du temps à s'en-

raciner dans une autre terre. Il n'est pas rare, vous l'aurez observé, qu'en mettant le pied sur le sol canadien, un frais débarqué d'Angleterre prenne des airs de petit maître, parce qu'il croit encore fouler le sol d'une possession coloniale de la métropole, aidé, du reste, en sa conviction, par les attitudes enfantines d'un pays qui n'a pas cessé de se cramponner aux jupes métropolitaines. Etat d'esprit de métropolitain, d'immigrant de fraîche date, disons-nous, avec un sourire. N'oublions pas toutefois que, pour perdre cette superbe de frais débarqué, il faut en moyenne à l'Anglo-Canadien, un séjour au Canada de quatre à cinq générations. Quelle maladresse alors de faire devant lui le colonial plus qu'il ne faut ! Vous voulez savoir pourquoi nous sommes divisés ? A ceux qui cherchent toujours à côté de la question, je pourrais simplement répondre : parce qu'il y a trop de fierté et trop d'orgueil d'un côté et parce qu'il n'y en a pas assez de l'autre ; parce que, d'un côté, il y a abus de la volonté de puissance et de domination, et que, de l'autre, il y a abus de la résignation et de la naïveté.

FAILLITE DE LA DIPLOMATIE ROUCOULANTE

Si le temps et l'expérience peuvent, en effet, enseigner quelque chose, c'est la faillite éclatante, totale, de notre politique de candeur excessive, de coopération sans condition, et plus encore, de ce que j'appellerais notre diplomatie roucouillante ou soupirante, d'autres diraient : bêlante ou rampante. Car enfin si les Canadiens français sont encore maltraités chez eux, serait-ce qu'ils auraient refusé de coopérer à l'édification et à la paix de ce pays ? Coopérer, ils l'ont toujours fait jusqu'à la faiblesse, jusqu'au sacrifice de leurs intérêts les plus sacrés, par conséquent jusqu'à la sottise. Nous avons coopéré, collaboré dès 1760. « Tant que lesdits habitants obéiront et se conformeront aux dits ordres, ils jouiront des mêmes privilèges que les an-

ciens sujets du Roy », promettait Amherst. Lord Egremont lui écrivait d'Angleterre: « Comme vous l'observiez très justement, ils sont devenus les égaux des autres sujets de Sa Majesté. » Des sujets égaux aux autres ! Avez-vous jamais entendu dire qu'aucun des gouverneurs de l'époque nous ait fait des reproches d'indocilité ? Cependant je constate que, dès 1764, la métropole se hâtait de déclarer nos pères, parce que catholiques, déchus de tous droits civiques et politiques et sujets de deuxième zone. Nous avons quand même coopéré en 1776, alors que nos nobles et notre clergé, par leur loyalisme, et notre peuple, par sa neutralité, sauvaient le pays à l'Angleterre. Nous avons coopéré, au temps de la révolution française; nous avons même, en ce temps-là, proclamé « bienfait providentiel » la conquête anglaise. Nous avons coopéré en 1812, au lendemain des brigades de Craig. Nous avons coopéré en 1842, alors que la machine de l'Union braquée contre le Bas-Canada eût pu justifier une reprise de l'insurrection. Nous avons coopéré en 1848, pour doter enfin le pays du « gouvernement responsable » et pour empêcher, contre les tories loyalistes, l'annexion aux Etats-Unis. Nous avons coopéré en 1867, en dépit des périls que représentait pour nous la Confédération. Et, depuis 1867, bien qu'on ait fait du pacte fédératif, comme nous l'avons montré, un marché de dupes et souvent un traquenard, nous avons continué de collaborer; nous l'avons fait en dépit des traitements indignes infligés à nos minorités, à notre langue trop souvent traitée comme un dialecte hottentot. Chaque fois que l'un de nos droits nous a été disputé, il s'est trouvé de nos chefs politiques, pour nous demander, au nom de la paix et de l'unité nationale, de céder une partie de notre bien; et, pour la paix et pour l'union nationale, chaque fois nous avons cédé. Des députés canards de bois, des sénateurs, des ministres canards de bois, chargés de rallier leurs compatriotes vers l'affût de ces grands chasseurs que sont les maîtres d'Otta-

wa ou vers les princes de la dictature financière, nous en avons eu, je ne dis pas tant que nous en avons voulu, mais tant qu'il en a fallu pour nous arracher, lambeau par lambeau, notre patrimoine et notre antique fierté. L'histoire politique depuis la Confédération enseigne que la plupart de nos prétendus grands hommes ont été avant tout des *yes men*. Nous avons collaboré pendant la guerre de 1914 et pendant celle-ci, quoi que disent tant d'autres majors canards de bois. Sans doute, n'avons-nous pas cru qu'il fût nécessaire d'aller comme d'autres, jusqu'à l'hystérie et jusqu'au délire. Nous avons refusé de confondre collaboration avec politique de servage colonial ou politique de suicide national. Autant que qui que ce soit, nous avons donné quand même notre argent et nos enfants. Dans nos critiques de la politique de guerre, nous n'avons jamais dépassé les bornes d'une juste liberté, de cette liberté que nous sommes censés défendre sur toutes les plages du monde. Nous avons collaboré, en 1914, quand l'on profitait de la guerre pour égorger nos minorités. Depuis 1939 nous collaborons, quand l'on profite encore de la guerre pour nous évincer plus que jamais des services de l'État, pour nous marchander, dans la marine, dans l'aviation, dans l'armée, les postes de commandement; nous avons collaboré alors même qu'on déchirait la constitution, pour nous faire entendre, sans doute, que le culte de la démocratie, l'affranchissement et le droit des petits peuples, ce sont surtout des articles d'exportation. En un mot, de toutes les concessions possibles, laquelle n'avons-nous pas faite, même de celles que nous ne devons pas faire? Et qu'avons-nous gagné? Des miettes, rien que des miettes, et, par surcroît, ce mépris hautain et subtil de nos compatriotes anglo-canadiens qui, en accordant des miettes, se donnent l'air de toujours accorder trop. La preuve la plus flamboyante de la faillite de la collaboration sans retour et de la diplomatie roucouillante nous a été fournie, en ces derniers

temps, lorsque pour amender la constitution fédérative, l'on a passé outre à la volonté formelle du Québec. En cette grave conjoncture, quel cas le gouvernement d'Ottawa a-t-il fait des avertissements des plus hautes autorités de la province ? Il s'en est occupé comme une locomotive s'occupe d'une poussière de rail. En hâte, il a posé, contre le Québec, l'acte le plus dangereux que le gouvernement central ait jamais posé, à ce point que M. Godbout qui, en ces circonstances, n'a pas coutume de pécher par excès de pessimisme, n'a pu retenir cette parole de désenchantement. « Si on peut amender la constitution canadienne sans consulter les provinces, la constitution ne vaut plus rien pour nous. »

UNE DIPLOMATIE RÉALISTE

Que reste-t-il à faire ? Un enfant répondrait: ne pas nous entêter dans la faillite, dans l'absurde: changer de stratégie. Particulièrement à Ottawa. A la diplomatie roucouillante, substituer la diplomatie de la dignité. A la collaboration sans retour ou sans profit, substituer la collaboration fondée sur l'intérêt, sur le *donnant-donnant*. Notez-le bien: je ne propose pas une politique d'inutile roideur, encore moins de violence. Je ne demande pas la guerre et je ne songe pas à la guerre. Je propose le seul parti dont on nous ait laissé le choix et qui est le parti de la légitime défense. Je ne prêche pas une attitude de repliement ou de refoulement à l'intérieur; je veux une politique de présence, partout où il y a lieu d'être présent; mais je veux que la présence se maintienne sur le pied de l'égalité et de la dignité. La paix nationale au Canada, nous n'avons pas à démontrer que nous la voulons plus que personne, puisque nous y avons consenti plus de sacrifices que personne. Nous nous gardons la main toujours ouverte et tendue; mais nous ne tendons plus une main molle qui invite à se faire broyer.

Nous cessons de mendier l'union, comme si nous étions coupables de la désunion, ou comme si le problème de l'entente, au lieu d'être un problème canadien-français, n'était pas au moins pour 95 pour cent, un problème anglo-canadien. En résumé nous ne refusons pas de collaborer; mais nous collaborons à deux et nous y mettons le prix. Notre collaboration n'est plus inspirée, guidée, par le servilisme des partis, mais par l'intérêt de la province et de la nationalité, quand cet intérêt ne vient pas en contravention avec l'intérêt général; et notre collaboration reste toujours libre de se reprendre. Politique bien terre à terre, me dira-t-on. Politique réaliste. Politique obligatoire. Le temps est passé, pour nous, d'une politique ou d'une stratégie facultative. Puisque l'esprit de justice et de charité s'avère impuissant à faire la paix nationale au Canada, que reste-t-il à tenter, sinon la faire sur la ligne ou sur la base de l'intérêt? Sur cette base prosaïque se concluent tous les jours et depuis longtemps les accords entre nations. Appelons cela, s'il plaît aux âmes sensibles, une entente cordiale. Nous connaissons tous de ces « ententes cordiales », où il ne manque que la cordialité. L'entente cordiale entre la France et l'Angleterre est née, écrit Jacques Bainville, « le jour où l'Angleterre se prit à craindre la flotte allemande ». Elle reste cordiale, nous le savons, tant que dure le péril allemand et tant que l'armée française vaut quelque chose. Certes, un peuple chrétien peut et doit mettre du sentiment dans ses relations politiques; n'y mettons point de sentimentalité; n'en mettons pas surtout où les autres n'en mettent point.

DANS LE QUÉBEC

Dans le Québec, soyons forts de toutes nos forces. Prenons conscience de l'incomparable valeur de notre position géographique. En 1867 la Confédération ne pouvait

se faire sans nous; nous sommes restés indispensables à la Confédération. Nous sommes l'arche qui relie l'est à l'ouest. Par le fleuve, nous gardons la grande porte de la mer; par notre territoire, nous fournissons le passage aux chemins de fer transcontinentaux, vers les ports de l'Atlantique et vers ceux du Pacifique. Terre canadienne la plus rapprochée de l'Europe, le Québec fournit au transport aérien ses ports d'attache et ses ports d'atterrissage les plus accommodants. Il existe des terres plus riches que la nôtre; nous n'en possédons pas moins quelques-unes des plus opulentes richesses du Canada et de l'Amérique; et nous en possédons d'assez variées pour bâtir l'une des économies les mieux équilibrées du monde. Ces richesses, n'allons plus les offrir à l'étranger pour quelques poignées de sous ou de piastres. Celles que nous avons perdues, travaillons à les ressaisir par tous les moyens que nous enseignent nos économistes, en particulier par le système coopératif. Nous avons un considérable pouvoir d'achat; à l'exemple de tout le monde, servons-nous-en pour nous-mêmes d'abord. Serions-nous insultés, minés sournoisement par telles races mercantiles, si nous cessions de faire leur fortune? Nous avons une main-d'œuvre; n'en avilissons pas le marché; de ceux qui vivent et s'enrichissent à nos dépens, et sans qu'il leur en coûte bien cher, exigeons à tout le moins l'entier morceau de pain qu'ils nous doivent. N'abandonnons pas nos ouvriers à des meneurs d'outre-frontières ou d'ailleurs qui ne demandent pas mieux que de nous vendre le cheval de Troie.

Nous avons un pouvoir politique. Gardons-le pour nous, entièrement pour nous. Arrachons-le à la domination des puissances financières, aux tentacules d'Ottawa. Sur-tout ayons une politique. Nous avons besoin de faire grande figure dans la capitale fédérale. Souvenons-nous que, pour un Etat, la première condition d'une forte politique

extérieure, c'est une forte politique intérieure. Voyez où nous a conduits une politique vidée de tout souci national canadien-français. A Québec, elle nous a amenés à faire les affaires de la minorité; à Ottawa, à faire les affaires de la majorité. Dans le Québec, la minorité en a profité pour saboter notre structure économique et sociale; à Ottawa, la majorité en a profité pour saboter notre structure politique et nationale. Sur la position constitutionnelle des provinces en regard du pouvoir central, nettoignons nos esprits de toute idée surannée; révolutionnons nos conceptions politiques. L'autorité politique du Québec n'exerce aucunement des pouvoirs délégués. Elle n'est, en aucune façon, « une émanation du gouvernement canadien ou du gouvernement anglais ». En d'autres termes, et contrairement à ce que l'on nous a trop longtemps enseigné, les provinces ne tiennent pas leur autorité du gouvernement d'Ottawa; elles ne lui sont pas subordonnées. Quant à la compétence que leur concède l'article 92 de la constitution fédérative, leurs pouvoirs sont exclusifs et suprêmes; en sorte que, pour la souveraineté interne, les provinces canadiennes sont proprement des Etats souverains. Et je ne fais là, ai-je besoin de l'ajouter ? que transcrire l'enseignement de nos meilleurs juristes, commentateurs eux-mêmes de maintes décisions du Conseil privé d'Angleterre. Laissons donc à d'autres la dénonciation à temps et à contretemps du provincialisme. Retenons plutôt que les provinces ont toutes les raisons du monde de se refuser à devenir des colonies d'Ottawa. En résumé, quand nous tiendrons notre vie économique bien en mains, nous commencerons d'être respectés. Quand nous aurons trouvé le courage et les moyens de nous gouverner nous-mêmes et pour nous-mêmes, on nous baisera les mains. Et nous pourrons nous dispenser des prêches bonnetentistes.

POLITIQUE DE PROVOCATION I

Cette politique réaliste, je ne l'ignore pas, d'aucuns la prendront pour une politique de provocation. Quoi de plus propre, diront-ils, à soulever contre nous la majorité de ce pays ? Et vous les voyez déjà brandir, comme si nous étions un peuple-enfant, le croque-mitaine anglais, si cher à nos politiciens et à nos chevaliers de la frousse. Ma réponse sera brève: le croque-mitaine anglais n'existe pas. Les Britanniques ne forment plus la majorité en ce pays; et, nous l'avons dit, il s'en faut que tous les Britanniques soient des fanatiques. Les hommes justes et sincères sont capables de comprendre que défendre son droit n'est pas attenter au droit des autres. Et s'ils ne le pouvaient comprendre, à quoi bon parler plus longtemps d'entente ou de paix nationale ? La preuve que le croque-mitaine des voisins n'est pas si redoutable, c'est qu'ils nous redoutent autant que nous les redoutons. Pendant, en effet, que nos opportunistes dressent devant nous le croque-mitaine anglo-canadien, les fanatiques anglo-canadiens dressent devant les leurs le croque-mitaine français. Au reste, nous ne sommes pas seuls sur cette terre. Si les Anglo-Canadiens ne veulent pas de notre alliance, de notre collaboration, et même s'ils en veulent, tournons-nous plus que jamais vers les néo-Canadiens. Avec eux nous avons au moins ceci de commun, qu'ils n'ont et qu'ils ne veulent avoir d'autre patrie que le Canada et qu'ils y sont venus pour vivre, comme nous, un idéal de liberté généreuse. Nous ne sommes pas seuls, non plus, en Amérique. La guerre aura eu au moins ce résultat de rapprocher les peuples de ce continent. Nous avons même découvert que l'Amérique ne se confond pas avec l'Amérique du Nord. Une convergence et un équilibre de forces se sont établis qu'on ne pourra plus briser. S'il arrive que des chefs politiques nous fassent des menaces, et cela arrive, et que nous soyons assaillis d'inquiétude, rap-

pelons-nous que notre situation n'est pas pire après tout que celle de l'Irlande de de Valera, devenue libre, mais aux portes de son ancien geôlier, et d'un geôlier assez mal réconcilié avec son expulsion de l'Île Verte. Rappelons-nous surtout que nous sommes trois millions d'âmes au Canada et qu'il n'est au pouvoir d'aucun pays, d'aucun Etat, de gouverner contre trente pour cent de sa population, quand ces trente pour cent n'acceptent pas d'être gouvernés contre eux-mêmes.

POLITIQUE ANTICHRÉTIENNE ?

Quelques bonnes âmes me diront, pour leur part: que faites-vous de l'esprit chrétien qui enseigne à ne jamais abandonner le rêve d'une fraternité toujours plus étroite des races ou des nations dans la charité du Christ ? A ceux-là je réponds: gardons intact notre idéalisme chrétien, gardons le rêve, l'espoir d'une paix nationale toujours plus ferme, toujours plus généreuse; mais gardons-nous tout autant d'oublier que nous vivons dans un monde terrestre et charnel et que le chrétien, si grand de toute façon, n'est pas nécessairement un grand naïf. Le « génie chrétien, dit fort bien Gonzague de Reynold, est un spirituel qui se soumet au réel. » Que le réel, le pratique, restent donc, au moins de temps à autre, notre terrain d'atterrissage.

J'insiste: nous ne demandons pas mieux que d'entretenir avec nos associés ce que le réaliste Franklin Roosevelt appelle des relations de « bon voisinage ». Pour la paix, pour la bonne-entente, nous restons la même race chevaleresque, loyale à sa parole et à ses engagements, disposée à tout oublier et à tout pardonner, toujours prête à faire la moitié du chemin; mais je ne vois point que l'esprit chrétien, qui est un esprit de sagesse et même de sagesse politique, nous oblige à faire seuls tout le chemin, encore moins à prendre l'attitude du vaincu qui arbore le drapeau blanc.

Que cette solution, que cette attitude soient une attitude et une solution exemplairement chrétiennes, je m'en rapporte aux illustres exemples d'O'Connell, de Windthorst, qui, pour sauver la patrie ou le christianisme chez eux, n'ont pas craint de recourir à ces moyens pratiques. Solution essentiellement chrétienne, parce qu'elle oppose au puissant, à l'usage immodéré de sa force, le seul frein qui vaille; parce qu'elle conserve au faible, au petit, la conscience de son droit, de sa dignité; et parce que enfin elle prépare une atmosphère, un état d'esprit d'où ne peuvent manquer de surgir, non plus le mépris des races l'une pour l'autre, mais le respect, l'estime à défaut de charité, seules conditions et pour longtemps, je le répète, de l'union nationale ou réalisable ou possible au Canada.

APPEL AUX MAÎTRES

J'aperçois devant moi, dans cet auditoire, beaucoup de maîtres et beaucoup de jeunes. Maîtres, jeunes et vieux maîtres, puissé-je vous avoir convaincus qu'il n'y a d'avenir, de redressement énergique, pour notre peuple, que dans une sorte de sublimation de sa vie. Elevez le plus haut que vous pourrez l'idéal spirituel de l'éducation; élevez le niveau moral de la jeunesse. Réhabilitez notre race. Coûte que coûte, il faut que diminue, chez nous, le nombre effarant des renégats ou des canards de bois. Il faut que disparaisse de nos mœurs politiques cette éthique abominable par quoi tant de catholiques en arrivent à se croire tout permis contre leur province, contre leur nationalité, tout, sans excepter la trahison, pourvu que le parti soit sauvé ou simplement en profite. La grande tristesse pour tout homme qui a essayé de mener sa vie en fidélité et droiture, ce n'est pas, je vous le dis, d'avoir été discuté ni incompris, ni même insulté: c'est le spectacle déprimant des lâchages et des reniements de ses anciens compagnons de route. C'est le

cynisme des hommes d'âge mûr, ses amis d'hier, qui, pour tâcher d'expulser de leur conscience les cadavres d'idéal qui n'achèvent plus d'y pourrir, s'essaient au sarcasme, au rire en grimace sur les enthousiasmes et les emballements de leur jeunesse; c'est la procession funèbre de ces chiens crevés qui s'en vont au fil de l'eau, symbole poignant d'une race trahie par ses chefs.

Maîtres, pour mettre fin à ces tristesses, à ces misères morales d'un peuple catholique, vous savez, aussi bien que moi, l'immense parti que vous pouvez tirer de notre catholicisme. Je n'insiste pas. Puis-je vous prier d'avoir pitié d'un pauvre peuple, si grand hier, et qui aujourd'hui ne sait plus où il va, ni ce qu'il veut ni ce qu'on veut de lui? Apprenez davantage à la jeunesse le sens de la continuité et la beauté de notre destin. Apprenez-lui surtout que nous avons un destin et combien magnifique! Dites-lui, plus souvent, que restés malgré tout d'essence française et restés un peuple de croyants, nous pourrions être, pour le Canada, dans l'estime de ceux qui ne s'arrêtent pas à la grandeur matérielle, un ferment de vie merveilleux, et, pour tout le continent, le dispensateur de l'une des grandes cultures du monde. Rappelez encore à cette jeunesse nos grandeurs historiques, nos titres, nos droits à la fierté devant l'Anglo-Canadien. Rappelez-lui que nous ne sommes ni une nuisance ni une honte pour le Canada, et que, dans l'édification de la patrie commune, notre part, quoique différente, est aussi considérable que la part de qui que ce soit. Pour rappeler nos services à la patrie canadienne ou à l'ancienne métropole anglaise, nous avons coutume d'évoquer deux dates: 1776, 1812. C'est indûment rapetisser notre histoire. Pendant 150 ans nous avons bâti seuls ce pays; nous l'avons découvert, exploré, défriché, évangélisé; sans le vouloir, sans doute, mais sans un profit moindre pour elle, nous avons préparé un joyau à la couronne britannique. Aujourd'hui nous pouvons l'affirmer hardiment: s'il y eut un jour

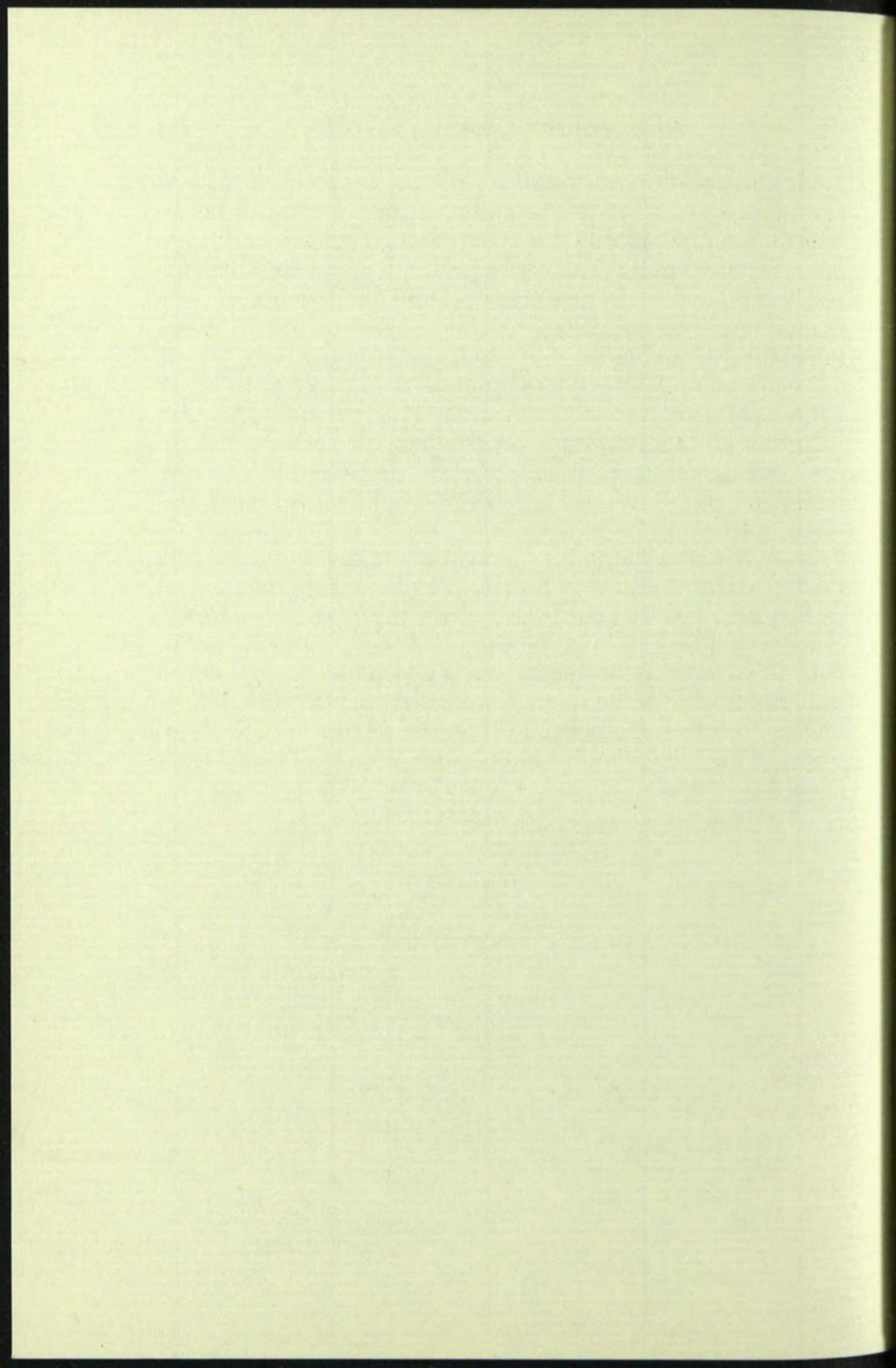
un Canada, possession anglaise, et s'il y a aujourd'hui un Canada tout court, c'est parce qu'il y a eu d'abord un Canada français, et que ce Canada, nous l'avons maintenu français à l'encontre de ses conquérants. Si, au traité de Saint-Germain-en-Laye, la Nouvelle-France fût restée aux Kirke et que toute l'Amérique du Nord fût devenue possession anglaise, qui peut douter que ce qui s'appelle aujourd'hui le Canada, n'eût pas été arraché à l'Angleterre dans la tourmente de l'indépendance américaine ? Si, au lendemain du traité de Paris, les Canadiens avaient émigré comme ils avaient le droit de le faire, et s'ils avaient laissé le champ libre aux Américains du sud et aux immigrants britanniques ; si en 1763, nous avions courbé le cou sous la dure loi de la Proclamation royale ; et si, pour avoir cédé à la politique d'assimilation du gouvernement de Londres, nous eussions perdu ou laissé s'affaiblir nos raisons de rester catholiques et français, qui peut prétendre que le Canada eût résisté en 1776 au séduisant appel qui lui venait de Philadelphie ? Si, en 1849, nous avons fait cause commune avec les tories annexionnistes, c'est-à-dire avec la fine fleur du loyalisme britannique en pleine révolte contre la métropole anglaise, qui eût pu empêcher le Canada de passer sous le drapeau étoilé ? Disons-le, répétons-le à ces messieurs de la *Gazette*, du *Star*, du *Globe and Mail* de Toronto, de la *Free Press* de Winnipeg : si un Canada existe, dont ils peuvent faire aujourd'hui un contrefort de l'Empire, c'est parce que ce Canada, nous en avons bâti une part à la française et parce que, en 1776 comme en 1849, nous avons refusé de nous joindre à ceux de leurs ancêtres qui voulaient le livrer aux États-Unis.

APPEL À LA JEUNESSE

Jeunes Canadiens français, jeunes Canadiennes françaises, quelle œuvre plus ardue, mais plus excitatrice de

volonté s'offrit jamais à plus ardente jeunesse ? Ne dites pas trop: une génération d'égarés nous a tout pris: notre présent, notre avenir, et jusqu'à la fierté qui nous gardait le goût de vivre. Une chose vous reste qu'on n'a pu vous prendre parce qu'elle est imprenable: votre âme de jeunes Français et de jeunes catholiques. Faites-nous un peuple fort, un peuple fier. Un peuple fier, ce serait un peuple qui en aurait fini avec l'épine dorsale en accent circonflexe devant les puissants, parce qu'il porterait à fleur de peau le sentiment de son droit, l'orgueil de son passé et de sa mission, sa dignité de nation humaine. Un peuple fort, ce serait d'abord un peuple uni. Par ignorance ou passion, par la folie de l'esprit de parti, les politiciens de la vieille école ont détruit en nous les grandes idées, les grands sentiments qui sont à la base de la notion de patrie ou de la fraternité nationale. Ces vides idéologiques dans nos esprits ont déplorablement accru notre individualisme de Français. Aujourd'hui, non seulement nous sommes désunis, mais cet anarchisme nous est si bien entré dans le sang qu'il semble que les meilleurs d'entre nous ne puissent s'exorciser du démon de la discorde. Jeunesse qui as jeté aux orties les vieilles défroques partisans, génération plus homogène par la possession d'une plus solide doctrine nationale, tu auras compris que, dans les mauvais jours qu'ils traversent, le premier devoir des Canadiens français, c'est d'établir d'abord chez eux, non pas ailleurs, le front de l'unité. Ce faisant, jeunes gens, vous servirez mieux que personne, mieux que les professionnels de bonne-ententisme, l'union canadienne. Si, en effet, la désunion existe entre les races, en particulier parce que les Canadiens français sont trop divisés pour se faire respecter et pour faire respecter la justice, nous en arrivons à cette conclusion qu'il n'y aura d'union nationale au Canada que le jour où il y aura union nationale parmi les Canadiens français.

Un peuple fort, ce serait un peuple accroché à ses forces morales, à sa foi, à son catholicisme, par toutes les fibres de son âme, planté dans son passé, dans ses traditions, dans sa terre québécoise, à la profondeur de l'érable. Ce serait un peuple en possession d'une vie organique: vie économique, vie sociale, vie politique, vie culturelle, puissamment hiérarchisées. Ce chef-d'œuvre de force et de foi, vous nous le ferez, vous nous le donnerez. Vous ne le bâtirez point en empruntant à droite et à gauche, à des philosophies étrangères, à des programmes de restauration sociale qui ne sont pas de notre fonds, de notre climat spirituel. Un catholique est trop riche pour emprunter à des communistes ou à des socialistes. Le Canada français de demain, création originale, sera la chair de votre chair, la fleur de votre esprit. Il jaillira resplendissant de jeunesse et de beauté, de votre souffle de jeunes Français, de votre sociologie de fils du Christ. Vous nous le ferez pour qu'enfin, dans la vie d'un petit peuple qui n'a jamais eu, quoi qu'on dise, beaucoup de bonheur à revendre, il y ait une heure, un jour de saine revanche, où il pourra se dire comme d'autres: j'ai un pays à moi; j'ai une âme à moi; j'ai un avenir à moi!



MESSAGE AUX JEUNESSES LAURENTIENNES *

Mes jeunes amis,

Dois-je vous assurer que je me sens en famille au milieu des Jeunesses laurentiennes ? Je n'ai pas oublié ce soir, où quatre d'entre vous m'apportiez vos constitutions alors à l'état d'ébauche. Depuis ce premier contact vos

* Prière de ne pas confondre ces « Jeunesses laurentiennes » avec d'autres plus récentes portant le même nom. Celles auxquelles s'adressait le conférencier ont pris naissance en 1939. Elles avaient pour fin: *l'éducation nationale de la jeunesse*. Leur premier président fut M. Raphaël Beaudette, aujourd'hui juge. M. Paul-Emile Robert, ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, succéda à M. Beaudette; Rosaire Morin, à Paul-Emile Robert. Cette association de jeunesse compta un moment 144 groupes. Elle prit fin en 1947, faute de finances, faute de chef qui pût accepter la tâche gratuitement, faute de certaines autorités paroissiales qui refusèrent de lui prêter un local où se réunir. L'abbé Groulx, d'abord aumônier officieux, devint l'aumônier officiel de ces jeunesses laurentiennes, sans pourtant éviter l'opposition de certains clercs qui soupçonnaient ces jeunesses de tendances séparatistes. *Message aux Jeunesses laurentiennes* a été prononcé lors du banquet qu'offraient ces jeunesses à leur aumônier, le 28 février 1946, au Cercle Universitaire, à l'occasion de ses trente années d'enseignement à l'Université de Montréal.

jeunesses me sont devenues chères. J'ai été frappé de votre esprit de foi, de votre attachement à l'Eglise, de la primauté que, dans vos âmes et dans votre action, vous aviez décidé d'accorder au spirituel. En outre, j'ai trouvé en vous un vif esprit national: une vision extrêmement concrète des grandeurs et des misères du Canada français. Je vous ai trouvés avides d'action et de dévouement, plus avides d'action que de paroles, à la recherche par-dessus tout de résultats pratiques. Et cela m'a reposé de tant de jeunes vieillards à cheveux noirs et à intelligence grise, que j'ai rencontrés dans ma vie.

I — TOUR D'HORIZON

Vous m'avez demandé des directives. Si je commençais par un tour d'horizon.

Dans vingt ans, un peu plus, un peu moins, que sera notre pays ? Des indices non trompeurs nous en avertissent: l'un des plus infortunés peut-être de ce monde. Nous avons voulu jouer au grand peuple, au grand Etat sur le plan international. Nous avons lié notre système militaire et notre destin au système et au destin des impérialismes anglo-saxons. Dans les choses humaines, quand on prépare l'inévitable, il est rare qu'on puisse l'éviter. Regardez du côté du Pacifique nord. L'empire moscovite est devenu notre plus proche voisin. Vous savez ce que cela signifie. De par sa position et ses attitudes passées, le Canada est d'avance désigné comme l'un des lieux stratégiques de l'inévitable et gigantesque conflit, l'un des points du monde où les formidables adversaires tenteront de s'écraser. Votre génération, mes jeunes amis, connaîtra la troisième grande guerre. Sur votre terre, cette fois, se produira le plus terri-

ble choc guerrier de l'histoire, avec ce qu'il laisse ressentir d'événements apocalyptiques. La perspective n'est pas gaie. Vous auriez tort de la négliger.

En attendant, dans notre pays, un problème politique et national se pose d'une extrême gravité, le plus grave peut-être qui se soit posé depuis 1867: rester en Confédération ou substituer au régime actuel un Etat unitaire. Vivre en provinces libres, souveraines, ou céder aux tentacules de ce que j'appellerais un impérialisme de l'intérieur. On peut essayer de camoufler le problème, d'en brouiller les données. De savantes parades n'empêcheront point qu'il ne se pose avec l'acuité que je viens de dire.

Problème économique

Dans notre province, un autre problème reste toujours étreignant, le problème économique. Au fond ou au principe de tous les maux ou de tous les désordres qui nous menacent, presque toujours, c'est sur lui que nous trébuchons. On quête, de ce temps-ci, par toute la ville. On veut un million. Pour réparer quoi? Vous savez comment la chose est arrivée. Nous avons de splendides richesses naturelles: hydrauliques, forestières, minières. Pour les exploiter, nous manquons de préparation. Au lieu de nous préparer, nous avons demandé au capital et à des capitalistes étrangers de se charger de l'exploitation. C'est l'origine de cette histoire qui ressemble de si près à celle du vieux cheval de Troie. Pas plus intelligents que les Troyens, nous sommes nous-mêmes allés chercher le cheval grec. Pour l'introduire dans nos murs, nous lui avons pavé la route; dans la muraille sacrée de nos traditions, nous lui avons fait large la brèche; nous lui avons préparé la crèche la mieux fournie peut-être

au monde pour ces sortes de ruminants. On a parlé d'une seconde défaite des Plaines d'Abraham, d'une nouvelle conquête. Les mots sont à peine exagérés. En fait, un nouvel envahisseur, aussi redoutable que celui de 1760, se trouvait installé chez nous, qui n'avait ni nos conceptions sociales, ni notre philosophie de la vie, qui ne pouvait partager, quoi qu'il pût faire, ni notre idéal national, ni notre idéal religieux. Notre vie en fut révolutionnée. Aujourd'hui, dans tous les domaines, rien de plus facile que de mesurer les conséquences: la perte, pour un temps indéfini, des grandes sources et des grands moyens de l'enrichissement national; une dictature de capitalistes érigée, à même notre bien, souvent contre le bien commun; la centralisation industrielle à outrance et en vitesse; la campagne désertée pour des villes-champignons; dans ces villes, l'ouvrier canadien-français, hier agriculteur ou fils d'agriculteur, petit propriétaire ou fils de petit propriétaire de village, transformé soudainement en prolétaire, c'est-à-dire en ce type social déchu, dépourvu de propriété, ne possédant en propre que sa force physique et le loyer de ses bras. Que sais-je encore? Nos familles ouvrières, tout un peuple de travailleurs pliés, résignés peu à peu à leur triste condition, s'habituant à considérer comme des bienfaiteurs, comme des pères nourriciers, ces monopoles qui ne leur servaient trop ordinairement qu'une pitance; nos pauvres gens bien persuadés d'ailleurs, sur la foi de leurs propres chefs, que leur rôle n'était pas si méprisable de brosser chaque jour le cheval grec, de lui préparer sa litière et de lui servir régulièrement sa portion d'avoine. Et que d'autres conséquences! Notre complexe d'infériorité considérablement accru; la confiance perdue en la fécondité de l'idéal national; la conviction toujours grandissante, dans les masses ouvrières et même ailleurs, de l'inaptitude du Canadien français à bâtir ou à gérer les vastes entreprises; la conviction même d'une sorte d'antinomie foncière entre le pro-

grès moderne, le maniement des grandes affaires et la culture française, culture de finesse, mais impratique. Et combien d'ouvriers et même de bourgeois qui croient discerner une antinomie aussi invincible entre le progrès matériel et la foi catholique, foi idéaliste, qui, de pauvreté, ferait vertu ?

A tous ces malheurs et à tous ces dérangements dans les idées et dans les choses, il fallait, hélas ! ajouter l'embrigadement de nos ouvriers dans des associations étrangères, étrangères à eux non seulement par le pays d'origine, en certains cas, mais par la foi, par la langue, par la philosophie sociale, avec tous les risques qui en peuvent résulter pour la culture, pour les traditions religieuses, pour notre structure sociale. Ici encore nous étions impréparés. Nous nous sommes laissé devancer.

De ce complexe d'infériorité, vous pourriez suivre les inspirations funestes, jusque dans le domaine de notre enseignement public. Enseignement qui se donne trop l'air de chanceler sur ses bases traditionnelles. On eût aimé le voir se replier indéfiniment sur les lignes de force de sa culture, lignes de *torres vedras* pour tout peuple; puis de là, s'organiser pour une offensive vigoureuse, pour la conquête de l'autonomie économique, pour le relèvement du prestige culturel. Il semble qu'il ait plutôt le souci de s'organiser en vue d'une résignation, ou peut-être d'une fatalité qu'il croirait irrémédiable. Et voilà qu'après avoir livré tant de batailles pour notre autonomie scolaire, nous donnons le spectacle d'un peuple qui ne sait plus quels sacrifices consentir, dans son enseignement, aux exigences de la dictature financière, en somme aux exigences de la minorité, en attendant que nous consentions d'autres holocaustes — on nous y invite déjà — aux diktats de l'impérialisme militaire.

Que faire ?

J'arrête ici ce tour d'horizon. Je ne l'ai pas entrepris sans dessein. Il vous rappellera — comme il me plaît de le redire à mes étudiants — que les pires catastrophes en histoire ne proviennent pas tant de fausses doctrines ou d'actes criminels, que de négligences accumulées, de volontés passives et d'idées trop courtes. Il vous permet en plus de vous situer dans votre milieu, dans votre temps, en face des problèmes que l'un et l'autre vous posent.

Devant la guerre prévisible et qui pourrait bien être le calvaire de notre pays, que faire ? Je ne trouve que deux mots à jeter à des jeunes catholiques : Prière, Providence ! Ne perdez point de vue toutefois la tragique perspective quand ce ne serait que pour apprendre comment les peuples préparent, dans leur vie, l'irréparable. Pour le reste, n'allez pas vous forger un avenir sans issue ou qui ne s'ouvrirait que sur des chemins noirs. Travaillez plutôt à donner à votre nationalité, à votre province, l'armature la plus résistante qui soit. Ce ne sera pas la première fois dans l'histoire que les grands empires se seront entre-dévorerés et que les petits peuples, qui s'en seront donné la peine, vivront.

Autonomie provinciale

Sur la question de l'autonomie provinciale, je n'ai pas besoin d'y insister, nous ne cédon pas et nous ne pouvons céder. Que nul autre régime que le régime fédératif ne puisse convenir à un pays comme le Canada, je n'en veux d'autre preuve — s'il me fallait cette autre preuve — qu'en 1867, nous étions seuls, ou à peu près, à réclamer ce régime, alors qu'aujourd'hui, même si les autres provinces tiennent inégalement à leur autonomie, aucune n'entend sacrifier la sienne à un Etat unitaire. Nous, de la province de Québec, nous ne cédon pas ; nous ne cédon pas d'un pou-

ce, d'une ligne, pour la raison très simple, qu'il y va d'une question de vie ou de mort. Est-ce tout à fait notre faute si, pour la sauvegarde de nos droits et des prérogatives essentielles au développement de notre vie française et catholique, nous n'accordons point au gouvernement central une confiance illimitée ? Depuis 1867, lui-même s'est chargé de nous démontrer et copieusement, qu'il peut violer ou laisser violer contre nous la constitution ; qu'il peut miner, consciemment ou inconsciemment, les bases mêmes de notre vie, mais qu'il est inutile de compter sur lui pour le redressement de nos griefs, inutile d'espérer qu'il légifère convenablement pour un Canada français. Chaque fois qu'il s'est mêlé de nos affaires, il s'en est généralement mêlé de travers.

Québec d'abord

Pareil état de choses dispose de soi-même de deux autres questions : celle de nos devoirs respectifs envers notre province et envers l'Etat fédéral, et celle de la bonne-entente entre les races au Canada.

Nous sommes d'abord des citoyens de la province de Québec, rappelait l'autre jour, au Conseil législatif, M. Thomas Chapais. Il était temps que cette vérité fût rappelée par un homme dont l'on n'a pas coutume de discuter l'autorité. Quand il s'agit du partage de nos devoirs de citoyens entre l'Etat fédéral et notre province, il est manifeste que nous ne saurions nous en rapporter uniquement au statut constitutionnel ou à la prééminence des deux pouvoirs ou des deux entités politiques. Ce qu'il nous faut examiner avant tout, c'est la capacité et la bonne volonté de ces puissances politiques pour la protection et l'épanouissement de ce qui fait l'essence même de notre vie nationale : nos biens culturels et religieux. La question ainsi posée, et après ce que nous connaissons de l'attitude historique d'Ot-

tawa, est-il bien nécessaire de conclure et de vous redire à qui, nous, Canadiens français catholiques, devons réserver notre plus fervent amour et notre plus haute allégeance, si ce n'est à la vieille province, patrie de notre culture et de notre vie spirituelle.

Du reste, s'occuper de ses affaires, avant de s'occuper des affaires des autres, a toujours passé pour une formule de bon sens. Rien ne nous impose de régler les problèmes de la Colombie ou de l'Île du Prince-Edouard, avant de régler nos propres problèmes. Certes, nous devons collaborer à la solution des problèmes de tout le Canada; mais rien ne nous oblige à régler ceux-là avant les nôtres, et encore moins au détriment des nôtres. A quoi bon tourner le dos à d'impérieuses réalités? Voulons-nous vivre, oui ou non? Si oui, prenons-en les moyens. Croyons-nous que le privilège de vivre catholiques et français vaut quelque chose? Si oui, acceptons d'en payer le prix. Parce que nous sommes distincts des autres, au Canada, et parce que cette distinction se fonde sur notre culture et sur notre foi, et que ces biens transcendent toute politique et tout autre intérêt, qu'il soit donc bien entendu que nous ne pouvons collaborer, comme les autres, avec le reste de la population canadienne. Toujours notre collaboration se devra tempérer d'une prudente mais nécessaire réserve.

Nous devons collaborer en politique avec Ottawa; mais là-même, nous ne pouvons laisser d'avoir notre politique et de préserver l'autonomie de notre province.

Nous devons collaborer dans le domaine économique; et cependant le devoir nous reste de posséder, de défendre notre propre vie économique.

Nous devons collaborer dans le domaine social; et cependant, préserver nos institutions sociales, défendre notre droit social prime tout.

Nous devons collaborer dans le domaine culturel et cependant défendre notre culture prime également.

En de certaines limites, nous devons collaborer dans le domaine religieux; et cependant, nous ne devons rien faire contre la discipline ou l'intégrité de notre foi.

Ces paroles peuvent paraître étranges et dures aux esprits superficiels ou contaminés qui font bon marché de notre survivance nationale et religieuse. Mais après tout, notre sort n'est pas pire que le sort des plus grandes nations qui, si elles veulent vivre, ne peuvent se permettre toutes les imprudences et toutes les concessions.

La bonne-entente dans la race

J'hésite à reparler encore de la bonne-entente: sujet si nouveau, si rafraîchissant, qu'on ne traite bien que dans un salon de vieilles dames au moins septuagénaires, et dans une douce odeur de coquetel. Des curieux se demanderaient peut-être pourquoi tant de fervents apôtres ne commenceraient pas par prêcher la bonne-entente chez nous, entre nous, — la bonne-entente *dans* la race avant la bonne-entente *entre* les races, comme disait M. Antonio Perrault — puisque la charité bien ordonnée commence, paraît-il, par soi-même, et qu'il n'y a pas, au Canada, à l'heure actuelle, de groupe plus divisé que le peuple canadien-français. Et le pire mal, ajouterai-je, ce n'est point que nous soyons divisés; c'est que, divisés par des intérêts aussi puissants que crapuleux, le mal soit apparemment incurable. Au pays de Québec, Gribouille est roi. Plus de point cardinal qui tienne. Tout est remis en question de ce qui constituait les assises de la nationalité. Où il importerait que nous apparussions unis et forts, surtout là, il semble que l'on ne sache que faire pour apparaître désunis et fai-

bles. Au souvenir d'une époque pareille en France, le duc Victor de Broglie écrivait: « Il fallait être aussi étourdis que nous le fûmes pour faire ce que nous fîmes. » Chez nous, pas plus, du reste, que ce ne le fut en France, n'est-ce bien que de l'étourderie ?

La bonne-entente entre les races

Mais enfin, puisque la mode prévaut de s'occuper des affaires des autres avant de s'occuper des siennes, parlons de la bonne-entente entre les races. Certes, je ne connais ni un Canadien français, ni un catholique qui ne souhaite et de tout cœur cette bonne-entente, ne serait-ce que pour être soulagé de certains discours et de certains discoureurs. Nulle divergence d'opinions sur la chose; tout au plus dans le choix des moyens: moyens que, pour ma part, je veux compatibles avec la justice et la dignité, les seuls, du reste, qui aient garantie d'efficacité. Et c'est pourquoi je n'admets point, par exemple, que l'on dépense tant d'encre ou de paroles pour prêcher la bonne-entente aux Canadiens français qui n'ont jamais péché contre cette sorte de bonne-entente. Quand chacun sait ou peut savoir, de quelle façon nous avons été traités, en ce pays, depuis 1867 et depuis 1760, quels traitements de parents pauvres et souvent de parents méprisés l'on nous a faits et l'on nous fait encore à Ottawa et ailleurs; quelle situation l'on persiste à infliger à nos minorités d'un bout à l'autre de la Confédération, je l'ai dit et je le répète: je n'accepte point cette prédication agaçante et humiliante qui se donne l'air de nous tenir responsables de la mésentente au Canada. Qu'à quelques-uns des nôtres, les griefs que j'énumérais tout à l'heure, paraissent assez légers; qu'ils ne ressentent ni les injures ni les coups comme nous les ressentons; possible. Mais de quel droit ces gens-là pourraient-ils exiger que nous ayons le cœur où ils l'ont ?

L'emploi des « sunny ways »

Partisans de la bonne-entente autant que quiconque, mes jeunes amis, vous ne compterez pas trop, pour l'obtenir, pour vaincre certain esprit agressif, certain parti-pris d'intolérance, vous ne compterez pas trop sur les simples ressources de la logique, sur l'appel à la conscience et au droit des gens, en un mot sur l'unique emploi des *sunny ways*. Surtout vous ne prêcherez pas à vos compatriotes l'oubli de l'injustice, l'usage rituel de l'éponge ou de la gomme à effacer en histoire, comme si la réparation de l'injustice et la rentrée dans notre droit n'étaient pas essentiels à notre survivance et à la durée de la paix. Vous choisirez plutôt, jeunes gens, de prêcher aux vôtres la fierté. Vous leur apprendrez à exceller dans tous les domaines, à devenir un peuple vigoureux, maître chez soi, dans une province souveraine; parce que, connaissant un peu la psychologie de nos associés pour l'avoir apprise dans leur propre histoire, ayant pu sonder leur mépris pour tout ce qui est faible ou tout ce qui se donne l'apparence de la faiblesse — mépris plus hautain peut-être chez eux, que chez tout autre nation — vous vous serez convaincus que le jour où nous serons un peuple fort, en état de parler fort, la bonne-entente pourra se passer des bonne-ententistes.

On veut que nous soyons frères; oui, soyons-le comme de bons chrétiens et de bons compatriotes; mais frères dans la charité et frères dans la justice. Il n'y a pas ici Isaac et Ismaël, l'un né pour la liberté et l'autre pour la servitude.

II — QUI ÊTES-VOUS ?

Des jeunes catholiques

Qu'ajouterai-je à ces quelques réflexions ? Avant tout, j'aurais dû commencer par vous définir, puisqu'il n'y a de

directives, pour un groupe quel qu'il soit, qu'en raison de sa définition.

Qui êtes-vous ? Vous êtes de jeunes catholiques. Vous ne vous en cachez pas. Vous croyez au spirituel; vous en affirmez la primauté dans vos vies et dans votre action. Et, pour la bien établir, dans vos esprits, cette primauté, vous pratiquez la retraite annuelle. Votre dernier Bulletin l'annonce, vous entrez demain en retraite fermée à la Villa Saint-Martin. Rien d'utile, pour un jeune homme chrétien et un jeune homme d'action qui veut suivre la ligne droite, comme de s'arrêter, de temps à autre, et de faire le point.

Des jeunes d'action nationale

Vous êtes aussi de cette espèce de jeunes catholiques qui croient au temporel. Si vous êtes d'avis que le temporel n'a de valeur et de raison que si le spirituel l'ordonne à soi, vous croyez néanmoins que, dans notre état de civilisation, le temporel n'accepte point cette ordonnance d'un mouvement automatique, mais qu'il faut que les hommes l'y aident, l'y plient, l'y ordonnent. De là le choix de votre secteur: l'action nationale. Secteur, vous le dirai-je en passant, que vous pouviez choisir de plein droit. Réglez toujours votre action selon les prescriptions de votre foi et de la morale chrétienne, et je ne vois pas pourquoi on ne vous laisserait pas autant de paix et de liberté qu'aux sociétés neutres et aux clubs de raquettes.

Vous êtes une jeunesse d'action nationale dans le Canada français. Vivre en pays de culture française et de foi catholique vous a paru un bonheur et une chance providentielle de quelque prix. Votre mouvement est né de cette conviction. Et elle vous a tracé l'envergure de votre programme. C'est une synthèse de force que vous vous appliquez à forger: force politique, force économique, force sociale, force culturelle, force morale et religieuse, parce que

c'est au prix de cette synthèse, organique et totale, qu'une nationalité obtient le droit de vivre, se perpétue et s'acquitte de sa mission. Tenez vos yeux bien ouverts sur l'ampleur de votre programme et de votre action.

Vous êtes une oeuvre de jeunesse.

C'est comme oeuvre de jeunesse que vous prétendez faire de l'action nationale. Vous allez donc aux problèmes de la jeunesse comme à ceux qui vous préoccupent par-dessus tout. Jetez-y le meilleur de vous-mêmes. Ne refusez pas l'intervention parfois opportune des pouvoirs publics pour la solution de problèmes trop difficiles ou trop vastes. Mais souvenez-vous que les problèmes les mieux résolus seront toujours ceux que vous résoudrez vous-mêmes.

Pour l'ordre économique

Je vous ai dit tout à l'heure la gravité du problème économique dans notre vie nationale. En cet ordre, n'omettez rien de ce qu'il vous est possible de faire. A l'inverse de trop de sociétés, même nationales, ayez soin de ne pas présenter à vos membres un programme trop exclusivement spéculatif. Je vous le répète: travaillez dans le concret, dans le positif.

Apprenez à vos camarades à transposer leur idéal dans des besognes, des réalisations pratiques. Demandez à chacun de l'action, du dévouement, pour des fins précises. Il est de vieille expérience que l'on s'attache à une oeuvre, non pas pour la piastre qu'on lui souscrit, mais dans la mesure où l'on se dévoue pour elle. Faites-vous les propagandistes de l'*Achat chez nous*, qui n'est après tout que la pratique de tout le monde au Canada, de ceux-là surtout qui nous reprochent de la pratiquer entre nous. Pratique de charité, de justice et de bon sens. Rien ne nous commande de faire vivre les autres à nos dépens. Faites-vous les

apôtres du mouvement coopératiste, mouvement qui dépasse de haut, par ses fins, l'ordre économique; mouvement qui, plus que tout autre facteur peut-être, fera la solidarité nationale que tant de forces anarchiques s'appliquent à dissoudre.

Faites rendre tout ce qu'il est possible de faire rendre à votre excellente formule du syndicat d'épargne. Trouvez, si possible, d'autres formules d'accès à la propriété, au patronat, non pour vous établir dans la condition bourgeoise, dans l'égoïsme et la mesquinerie des parvenus, mais pour montrer à vos camarades, par des exemples concrets, où mènent le travail, l'épargne et la volonté, pour prendre aussi votre part légitime des biens de votre pays, pour contribuer à l'ascension économique des vôtres.

Pour la jeunesse rurale

Vous vous souvenez: dès le début, je vous ai priés de vous occuper tout particulièrement de quelques groupes de jeunesse. Et, par exemple, de la jeunesse des campagnes, jeunesse de la terre et jeunesse des villages. Il s'accomplit, en ces milieux, un déplorable gaspillage de forces, de capital humain, parce qu'une jeunesse y vit, trop abandonnée à elle-même, sans formation suffisante, sans orientation. Nous devons viser à tirer le meilleur parti possible de notre capital-jeunesse. Il n'y a pas de raisons, par exemple, pour que, parmi nos futurs agriculteurs, les diplômés en science agricole ne constituent toujours qu'une infime exception. Il nous faut donc plus d'écoles moyennes d'agriculture ou du moins plus de jeunes gens qui fréquentent celles qui existent déjà.

Il nous faut aussi plus d'écoles techniques, ou un enseignement plus décentralisé. En 1940 les Canadiens français figuraient aux statistiques avec la plus forte propor-

tion de manoeuvres impréparés techniquement. Nous comptons plus de gens sans métier que n'en comptaient les plus récents immigrants, les Italiens, les Norvégiens, les Yougoslaves. C'est intolérable. Il ne vous appartient point, sans doute, de fonder les écoles qui nous manquent. Il vous appartient d'amener la jeunesse, la population à les désirer, à les obtenir. Et il vous appartient d'inspirer le goût à vos jeunes camarades de les fréquenter.

Pour la jeunesse ouvrière

Vous vous souvenez encore: dès le début, je vous ai demandé de vous tourner vers la jeunesse ouvrière. Avec le temps ma conviction se fortifie que vous avez là l'un des plus beaux champs d'action. Empêcher ces jeunes gens de commettre ou de continuer l'erreur ou la mauvaise fortune de leurs pères, l'entreprise, il me semble, vaut la peine d'être tentée. Nos jeunes ouvriers canadiens-français qui sortent de familles et d'écoles chrétiennes, doivent avoir assez de foi et de bon sens, assez de patriotisme, pour comprendre que les organisations ouvrières ne peuvent se permettre de constituer, dans la structure sociale d'un pays, un élément de faiblesse ou d'anarchie plutôt qu'un facteur d'ordre et de force.

Ils sont assez intelligents pour admettre que chaque partie de l'édifice national doit s'articuler à l'ensemble, contribuer à l'unité architecturale; qu'on ne peut compromettre l'équilibre et la stabilité de l'édifice commun, qu'à son propre désavantage, et toujours et d'abord au désavantage des petits et des faibles. Ils admettront par conséquent qu'ils ne peuvent abandonner la direction de leur activité économique et syndicale à des organisations ouvrières dont les doctrines, les inspirations, les buts seraient parfois en opposition formelle avec les idéaux de notre foi religieuse et de notre collectivité nationale. Patriotes, ils admettront à

tout le moins, que recevoir ses mots d'ordre, sa doctrine, ou son orientation sociale d'un syndicalisme ou de chefs étrangers, équivaut à pratiquer l'une des formes les moins respectables du colonialisme. Sont-ils convaincus — et il n'est pas difficile de se faire cette conviction — que le paradis soviétique n'est après tout qu'un paradis pour une poignée de chefs, dont l'entrée est d'ailleurs bien gardée par des sbires, à l'épée de feu et que, par conséquent, ce n'est pas la peine d'échanger leur esclavage, pour un esclavage pire, dans un Etat sans entrailles qui édifie sa puissance industrielle et militaire sur l'écrasement de millions de vies humaines ? Seraient-ils même persuadés qu'on n'améliore pas le prolétariat, mais qu'il faut travailler à le supprimer — espoir et but légitimes en somme — ; et que tout ce système d'assistance sociale qu'on est en train de leur forger, est indigne de leur qualité d'hommes, parce qu'il vise à les faire vivre, en définitive, aux crochets de l'Etat, c'est-à-dire aux crochets des grands riches, sans doute, mais aussi aux crochets des petits épargnants, les plus durement atteints par l'impôt ? Se seraient-ils rendu compte qu'au surplus ce régime de prétendues assurances, destiné à grever sans fin l'économie nationale — revendications ingénues où des chefs retardataires les ont trop longtemps emprisonnés — ne les protège point contre le risque trop prochain et trop évident de l'appauvrissement général ?

La sociologie catholique

Un seul régime de travail leur semblerait-il digne de leur condition d'hommes et de citoyens, le régime qui leur donnerait accès à la propriété, qui leur ferait leur part dans la direction des entreprises ; régime où n'étant plus de simples pensionnés de la civilisation bourgeoise, où fournissant à l'économie de leur pays, autre chose que la contri-

bution de leur force physique, où, conscients d'être plus qu'une machine et plus qu'un outil, ils pourraient se croire des producteurs comme les autres, des constructeurs comme les autres, de l'économie nationale, bâtissant et dirigeant eux-mêmes leur vie, élevant leur famille, dans la sécurité et la joie ? Leurs aspirations s'élèveraient-elles jusqu'au désir de se sentir, comme tout le monde, ou comme l'élite de leurs compatriotes, chargés de l'avenir d'une foi, héritiers de la civilisation ancestrale ? Alors à ces jeunes ouvriers canadiens-français, guettés par des influences malsaines, est-il impossible d'apprendre qu'une sociologie existe, qui a placé plus haut que tout autre la liberté et la dignité de l'homme, les droits sacrés de la famille ? Qui, plus que tout autre s'est penchée sur le sort des petits ; qui, plus que tout autre, a pris la défense du prolétariat, et parfois jusqu'à scandaliser les conceptions bourgeoises ? Est-il impossible de leur montrer qu'à l'heure qu'il est, c'est encore elle qui propose au monde du capitalisme et au monde ouvrier les solutions les plus hardies et les plus saines ? et que cette sociologie n'est autre que la sociologie des pontifes romains, la sociologie catholique ?

Mes jeunes amis, si vous avez un tant soit peu étudié le mouvement ouvrier depuis cent ans, une chose vous a paru manifeste : rien n'arrêtera plus la montée du prolétariat. Il reste à voir s'il montera dans l'ordre plutôt que dans la révolution. Allez dire à vos camarades des ateliers et des usines ce que l'Eglise veut et peut pour eux. Allez le dire avec des convictions de conquérants. Car j'incline à croire que si, chez nous, le communisme et autres philosophies perverses gagnent du terrain, la faute en pourrait bien être aux catholiques qui ne savent pas égaler la puissance de leur propagande à la valeur transcendante de leur doctrine sociale.

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

Conclusion

Pour le privilège et pour le bonheur de vivre en pays catholique et français ! Je reviens à cette formule qui me paraît inspiratrice de votre mouvement. Faites-vous les rassembleurs de la jeunesse, de toutes nos jeunesses, autour de cet idéal national. N'entreprenez pas de tout faire. N'abordez pas plus de tâches que vous n'en pouvez mener à bonne fin. Attachez-vous opiniâtement à quelques-unes, qui vous paraîtront les plus urgentes, les plus nécessaires. De celles-là, n'en laissez jamais d'inachevées. Ne mesurez pas vos progrès à l'enthousiasme ou à l'emballement de vos congrès, mais au travail intérieur accompli dans l'âme de vos camarades, à la profondeur de leurs convictions, aux oeuvres pratiques que chacun de vos groupes aura accomplies sur place.

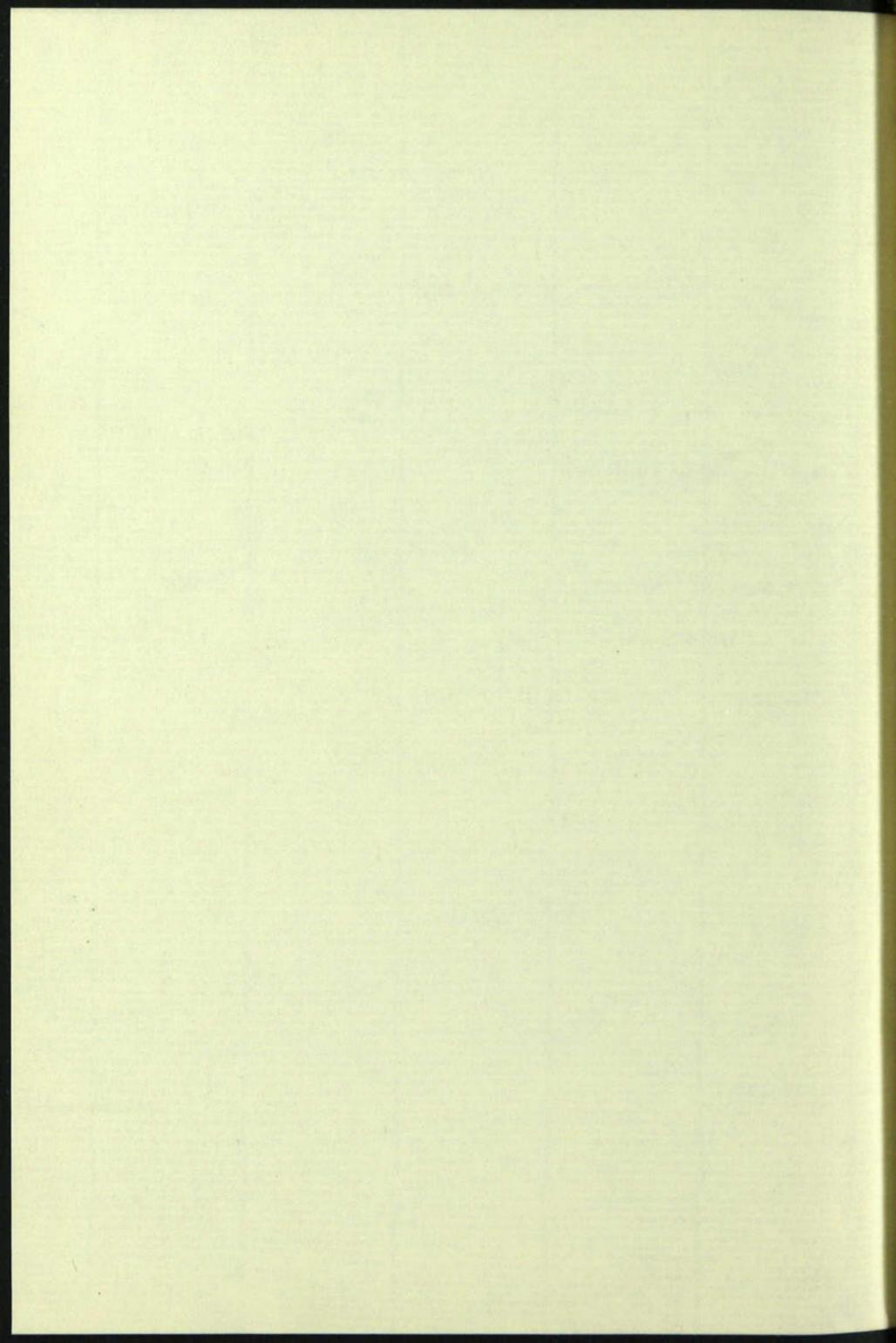
Prenez souvent, avec un bon thermomètre, votre température morale. Tenez-la toujours à la hauteur de votre tâche. L'avenir de votre mouvement n'est pas dans vos discours, dans vos programmes; il est dans vos volontés. C'est une question d'intelligence et d'étude, sans doute; c'est surtout une question morale. Rien ne sert de voir clair, si l'on tourne le dos à la clarté. Les vrais agissants portent au poing un flambeau; mais ce sont d'abord des volontaires.

Vous êtes jeunes. Comme tous les jeunes, vous avez lancé, en pleine mer, bien des bateaux chargés de rêves. Plus tard, quand vous aurez vieilli, vous constaterez que les orages auront malmené beaucoup de ces petits ou grands navires que vous aviez chargés de vos rêves les meilleurs. Ceux-là seuls auront coulé à pic que vous aurez désertés.

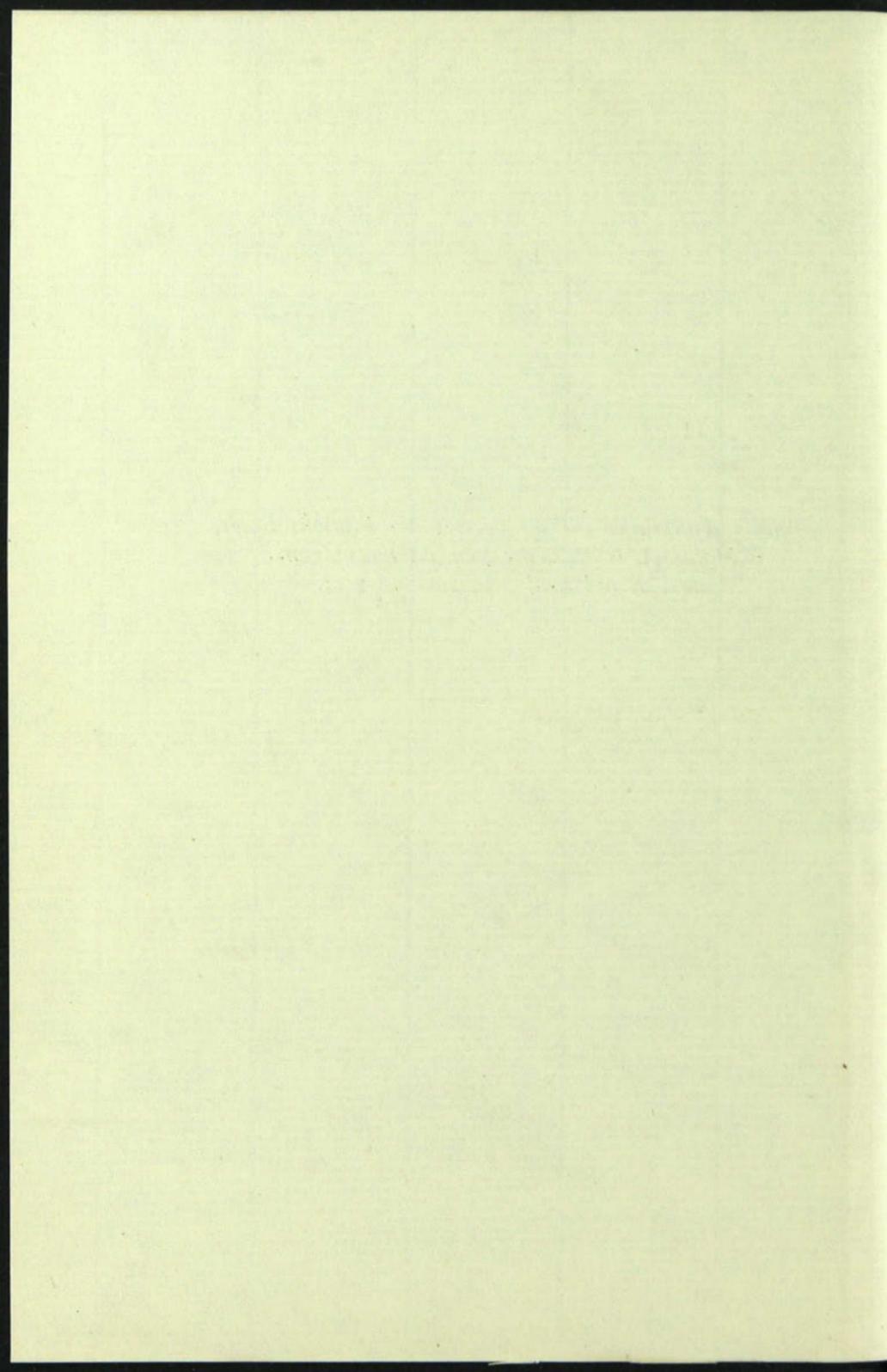
ALBERTO LINA
DORIS-TMAS

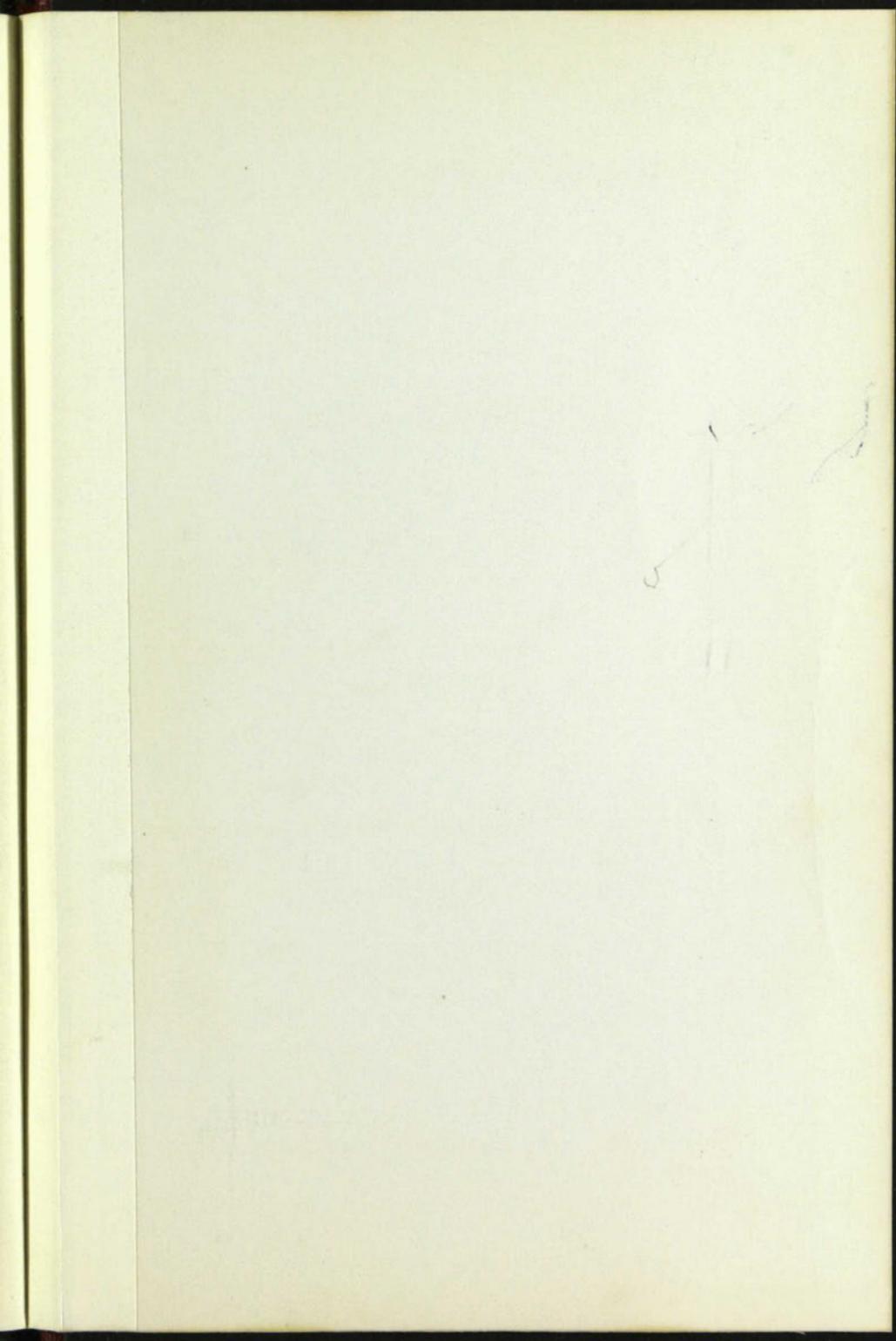
TABLE DES MATIÈRES

Préface de Jean Ethier-Blais	7
Notre mystique nationale	21
Nos problèmes de vie	43
Notre mission française	69
Pourquoi nous sommes divisés	115
Message aux Jeunesses laurentiennes	155



*Achévé d'imprimer sur les presses des Editions Fides,
à Montréal, le huitième jour du mois de mai
de l'an mil neuf cent soixante-sept.*





Collection Bibliothèque économique et sociale

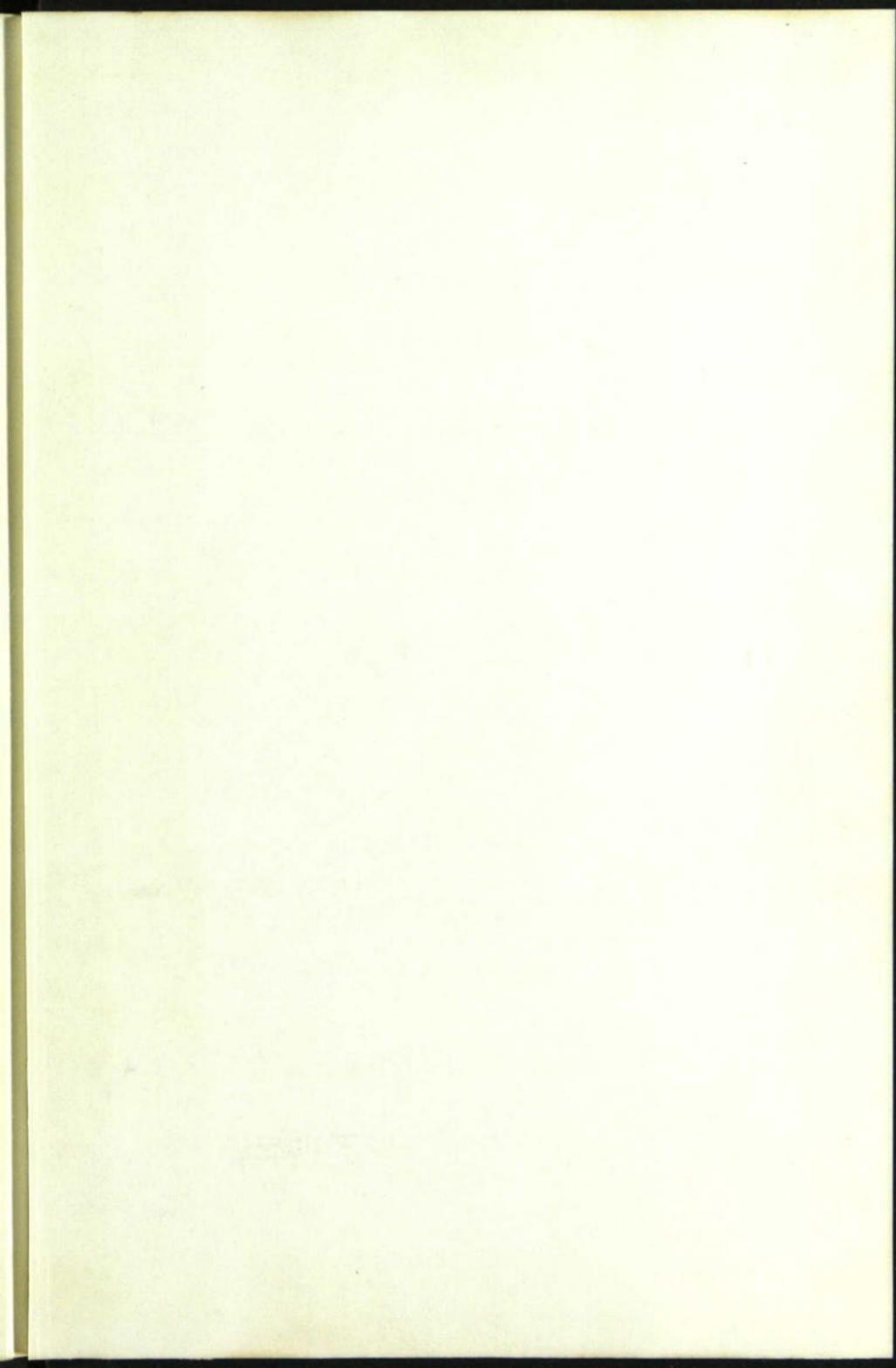
ANGERS (François-Albert) Initiation à l'économie politique	(relié) \$5.00
ARES (Richard), s.j., DUMONT (Fernand), et autres La pensée sociale de Jean XXIII	\$2.00
BENOIT (Fernand) L'homme face à la télévision	\$2.00
CADIEUX (Marcel) Le diplomate canadien	\$1.50
HULLIGER (Jean), ptre L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950	\$4.50
MINVILLE (Esdras) Les affaires: l'homme — les carrières	\$2.50
Invitation à l'Etude	\$2.50
PILON (Raphaël) Les fonds mutuels	\$2.50
ROBY (Yves) Alphonse Desjardins et les Caisses populaires	\$2.25
TANGHE (Raymond) Le bibliothécaire	\$1.50
TRUELLE (J.-Armand) Psychologie et vente	\$2.25

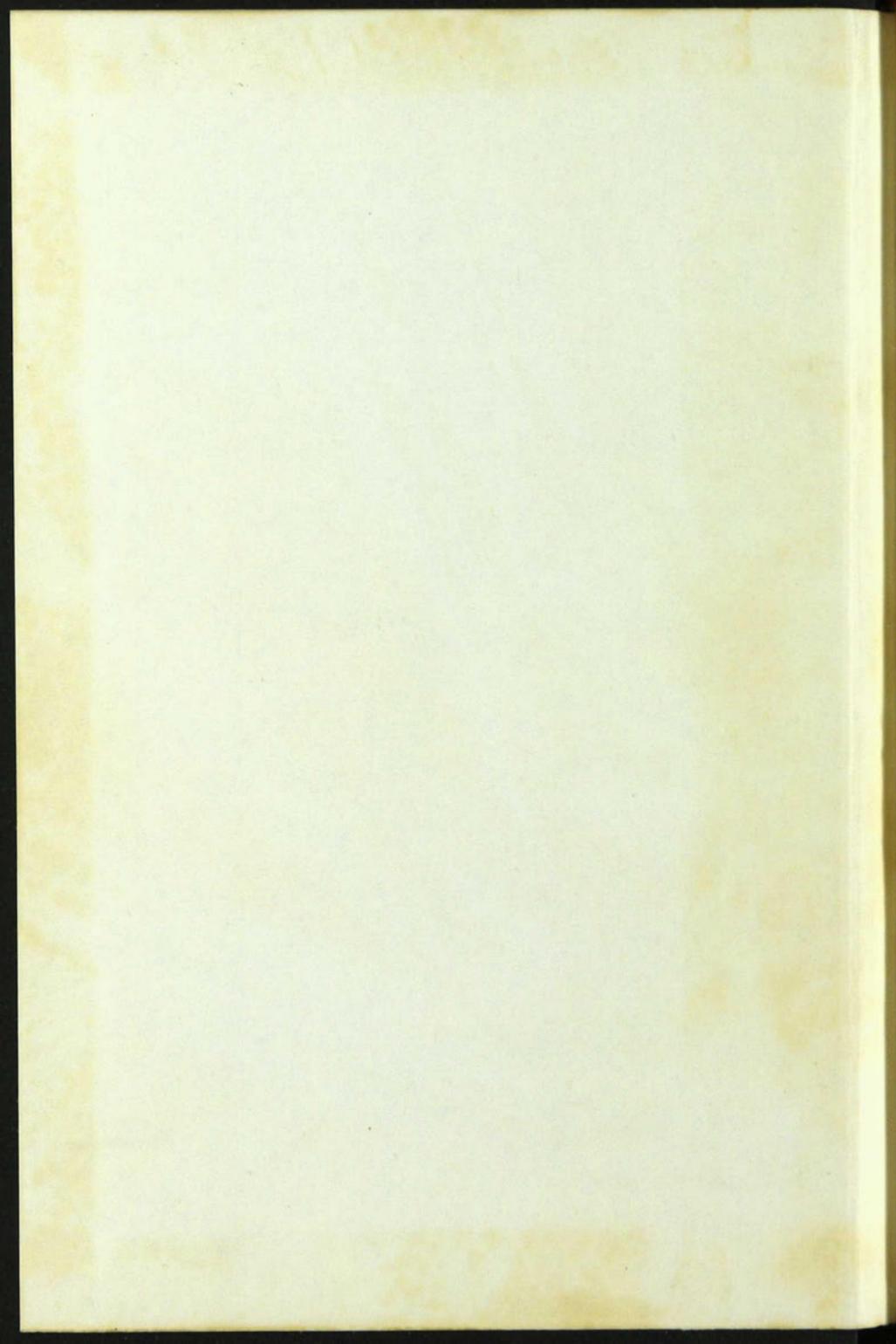
Les titres omis sont épuisés.

FIDES 245 est, boulevard Dorchester **MONTRÉAL**



\$2.00





LES RELIURES B.M.
ENRG.
BROWNSBURG, QUE.

BNQ



000 333 528

9
G
1